

Le Conflit des Tendances
dans
le Syndicalisme français contemporain
(1918-1922)

THÈSE
POUR LE DOCTORAT D'UNIVERSITÉ
présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris
PAR
SHENG-WU WU

LIBRAIRIE RUSSE ET FRANÇAISE
L. RODSTEIN
17, RUE CUJAS — PARIS-V°

1932

**Le Conflit des Tendances
dans le Syndicalisme français contemporain
(1918-1922)**

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

Le Conflit des Tendances
dans
le Syndicalisme français contemporain
(1918-1922)

THÈSE

POUR LE DOCTORAT D'UNIVERSITÉ

présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

PAR

SHENG-WU WU

LIBRAIRIE RUSSE ET FRANÇAISE

L. RODSTEIN

17, RUE CUJAS — PARIS-V^e

1932



AVANT-PROPOS

C'est pour nous initier à la civilisation française que nous venons en France. En effet, la France, si cultivée, nous apprend beaucoup de choses nouvelles. Chacun selon notre goût, nous y poursuivons un objet d'études. Si nous prenons le conflit des tendances dans le syndicalisme français contemporain comme sujet de notre travail, c'est que nous cherchons à nous mettre au courant du mouvement de la classe des travailleurs en France et de la pensée des militants syndicalistes français.

Le syndicalisme français est la résultante de la pensée des travailleurs et des théoriciens socialistes. Comme le dit M. V. Sombart, « Ces doctrines ne pouvaient être pensées que par des esprits très fins, par des hommes raffinés, dont la culture est telle qu'ils ne trouvent plaisir que dans les idées extravagantes ». Et « ceux qui ont inventé le syndicalisme révolutionnaire sont les gourmets de la théorie sociale ». Avant la guerre, quand il n'y avait qu'une C. G. T. en France, le syndicalisme a pu exercer une grande influence.

Après la guerre, et après la Révolution russe, on constate

des luttes de tendances au sein du syndicalisme français, qui mènent à la scission syndicaliste de 1922. En ces années 1918-1922, nous voyons se produire des opinions diverses qui nous font connaître la pensée réelle des militants syndicalistes; conséquemment nous pouvons constater qu'il s'est produit une évolution dans le syndicalisme français contemporain.

Sous la direction de M. le professeur C. Bouglé, nous étudions dans cette thèse le syndicalisme français d'avant-guerre, le conflit des tendances dans le syndicalisme français pendant et après la guerre (1918-1922), les conséquences du conflit, et nous remonterons ensuite à ses causes originales.

A l'occasion de la publication de cet ouvrage, nous tenons à exprimer nos sentiments de gratitude à M. le professeur C. Bouglé. Nous devons remercier aussi MM. les professeurs Hauser et Fauconnet de leurs enseignements historique et sociologique, dont nous avons beaucoup profité au cours de ces années.

INTRODUCTION

I. — LE SYNDICALISME FRANÇAIS D'AVANT-GUERRE

Avant de se mettre à étudier le conflit des tendances dans le syndicalisme français contemporain, il faut chercher ce qu'était le syndicalisme français d'avant-guerre. Par plusieurs auteurs et militants syndicalistes, nous apprenons que le syndicalisme français d'avant-guerre est une « philosophie de producteurs » (1), c'est le mouvement de la classe ouvrière, l'action menée par la classe ouvrière elle-même dans sa lutte contre les capitalistes. Dans cette lutte de classes, le syndicalisme a à remplir une « double mission », défensive et offensive. La mission défensive, c'est l'action réformatrice, animée de l'esprit révolutionnaire. La Charte syndicaliste votée au Congrès d'Amiens en 1906 nous montre très clairement que « dans l'Œuvre revendicatrice quotidienne le syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immé-

(1) Berth, *Les derniers Aspects du Socialisme*, p. 71.

diates, telles que la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires, etc. » Cette formule contient bien l'esprit révolutionnaire, parce que « la Révolution est une œuvre de tous les instants, d'aujourd'hui comme de demain; elle est une action continuelle, une bataille de tous les jours sans trêve ni répit contre les forces d'oppression et d'exploitation » (1).

Mais cette action réformiste, cette réalisation d'améliorations immédiates n'est qu'un aspect de l'œuvre du syndicalisme français d'avant-guerre; il possède encore l'autre fonction, la mission offensive. Par cette mission, le syndicalisme doit préparer « l'émancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste; il préconise comme moyen d'action la grève générale, et il considère que le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera, dans l'avenir, le groupement de production et de répartition, base de réorganisation sociale. » (2) Lorsqu'on aura atteint ce but final syndicaliste, tous seront producteurs, tous produiront pour tous, les rapports entre les hommes seront fondés sur la sympathie, et « tous seront heureux, puisque tous jouiront également de bien-être et de liberté » (3). Toute l'œuvre du syndicalisme français d'avant-guerre consiste à organiser les travailleurs pour le triomphe de cet idéal (4).

(1) Pouget, *Le Parti du Travail*, p. 13.

(2) Voir la Charte d'Amiens.

(3) Challaye, *Syndicalisme Révolutionnaire et Syndicalisme Réformiste*, p. 57.

(4) Lagardelle, *Le Socialisme ouvrier*, p. 340.

Cependant, on ne peut pas bien comprendre le syndicalisme français d'avant-guerre sans être au courant de ses origines et de son développement. L'évolution de l'action syndicale et les contributions des théoriciens socialistes sont indispensables à connaître. Puis, après avoir suivi sa formation, il faut encore distinguer ses caractères, montrer ses moyens d'action. Ce ne sera encore pas tout. Il faut en outre que nous analysions son rapport avec l'anarchisme et son rapport avec le communisme, parce qu'il vaut la peine d'indiquer leurs similitudes et leurs différences, afin de pouvoir démêler exactement ce que signifie le syndicalisme français d'avant-guerre.

II. — LES ORIGINES ET L'ÉVOLUTION DU SYNDICALISME FRANÇAIS

L'association professionnelle ouvrière en France n'est pas une institution d'origine récente, elle existe dès les premiers temps du XIX^e siècle (1). Mais ce n'est qu'après 1860, l'industrie en France ayant été très développée, que les travailleurs commencèrent à concevoir l'idée de classe et que leurs organisations devinrent plus puissantes qu'auparavant.

Le syndicalisme a son origine profonde dans l'évolution industrielle (2). Avec le développement du capitalisme, le syndicalisme. lui aussi, s'est développé. Comment cela ?

(1) Martin-Saint-Léon, *Les deux C. G. T.*, p. 7.

(2) Jouhaux, *Le syndicalisme et la C. G. T.*, p. 21.

C'est que « la situation faite dans la société capitaliste à l'ouvrier moderne, écrit M. Griffuelhes, est pénible et douloureuse. Il est astreint, pour vivre, aux plus durs travaux, sans en retirer la moindre satisfaction. Il est le créateur de la richesse, et de cette richesse il ne profite pas. Ce sont, au contraire, les hommes qui ne la créent pas qui en sont les seuls bénéficiaires » (1). Ainsi le sentiment d'hostilité est né de l'opposition des intérêts entre les employés et les employeurs, entre la classe ouvrière et la classe capitaliste. Comme le travailleur isolé ne peut que louer son travail pour vivre, et qu'il ne peut s'opposer à rien à cause de sa faiblesse, il faut donc, entre prolétaires, s'unir et s'organiser pour lutter contre les capitalistes. Heureusement, l'évolution industrielle a provoqué « une solidarité effective entre tous les salariés, leur a imposé des conditions générales dont la défense et l'amélioration devaient les amener à s'unir » (2). Cette union, ou cette organisation, c'est bien le syndicat; du syndicat vient l'action syndicale, c'est-à-dire le syndicalisme.

C'est à ce même moment que, le capitalisme s'étant très développé, Karl Marx put écrire son livre *Le Capital*.

De Marx le syndicalisme a reçu comme son point de départ le principe de la lutte de classes. Le Marxisme était une théorie propre à « rallier les masses et à déclencher le mouvement ouvrier » (3). C'est aussi Karl Marx qui, « en faisant ressortir la prédominance du phénomène

(1) Griffuelhes, *L'Action Syndicale*, p. 11

(2) Jouhaux, *Le Syndicalisme et la C. G. T.*, p. 21.

(3) Moreau, *Le Syn. les Mouvements politiques*, p. 51.

économique sur le phénomène politique, en invitant les prolétaires de tous les pays à s'unir sur tous les terrains, dirigea nombre de prolétaires vers les syndicats, fit bénéficier le syndicalisme naissant de l'aide de la politique, et orienta les syndiqués vers une action méthodique et internationale » (1).

Dans une résolution votée au 3^e Congrès de l'Internationale (septembre 1868), on peut déjà trouver en germe le programme d'action du futur syndicalisme révolutionnaire (2).

Mais la guerre Franco-Allemande de 1870-1871, la Commune de Paris et la répression qui l'a suivie, dispersèrent les chefs du mouvement ouvrier, ainsi que leur armée. Les syndicats créés dans cette période, de 1870 à 1880, étaient très faibles et ils « ne s'occupèrent guère que de mutualité et de coopération » (3). C'est de 1880 à 1895 que le mouvement de la classe ouvrière « s'intensifia et prit un caractère plus militant ». Les syndicats deviennent alors les vassaux des différentes fractions socialistes, qui attachent à l'action syndicale une importance très variable. « Les guesdistes veulent faire des syndicats des Comités électoraux chargés de fournir au parti ses effectifs en hommes et en argent; ils constituent leurs directeurs de conscience. En opposition, les possibilistes, qui vont se diviser à leur tour, laissent aux syndicats une certaine autonomie. Par la suite, les Allemanistes attacheront plus d'importance

(1) Paraf, *Le Syn. pendant et après la Guerre*, p. 32.

(2) Martin-Saint-Léon, *Ouvrage cité*, p. 9.

(3) Martin-Saint-Léon (*O. C.*), p. 9.

à l'action syndicale qu'à l'action politique, et par leurs efforts prépareront le terrain au syndicalisme » (1).

Puis, quand Fernand Pelloutier créa la nouvelle organisation de la Fédération des Bourses du Travail, en 1892, une évolution syndicale allait affranchir le prolétariat d'avant-garde de la « sujétion des partis politiques ».

Pelloutier, « pour mieux défendre l'autonomie des Bourses du Travail et de la Confédération Générale du Travail, aime à s'appuyer sur Proudhon » (2). En effet, on a tiré de Proudhon une critique du capitalisme, de la concurrence, un principe fédératif, une idée de crédit gratuit, et même l'idée de l'anarchisme. Et « les Syndicalistes négateurs se réclament aussi de Proudhon; ceux qui comptent avant tout sur la violence ouvrière, surexcitée au besoin par des « mythes », comme celui de la grève générale, pour balayer une civilisation pourrie. L'auteur des *Réflexions sur la violence*, George Sorel, trouvait moyen d'utiliser à la fois Bergson et Proudhon » (3). Le syndicalisme français s'annexe donc beaucoup d'entre les principes importants des théories de Proudhon.

Puis, plusieurs militants syndicalistes, tels que Pelloutier, Pouget, Griffuelhes et beaucoup d'autres, qui, en suivant les doctrines de Proudhon, de Marx, de Bakounine, de Kropotkine, d'Elisée Reclus..., les ont enrichies d'une expérience personnelle due à plusieurs années de vie mili-

(1) Griffuelhes (O. C.), pp. 4-5.

(2) Bouglé, *Proudhon*, p. 2.

(3) Bouglé (O. C.), p. 3.

tante. Par là le syndicalisme reçut une extension considérable.

Trois ans après la création de la Fédération des Bourses du Travail, les militants syndicalistes fondèrent au Congrès de Limoges, en 1895, une Confédération Générale du Travail, qui groupait toutes les fédérations des syndicats sans l'adhésion des Bourses du Travail. Cette C. G. T. était alors encore sous l'influence d'un parti politique, le parti des Guesdistes. Mais, à ce même moment la Fédération des Bourses du Travail « s'affirmait de plus en plus puissante » (1). La victoire des purs syndicalistes sur les politiques se dessinait de plus en plus, et c'est au XIII^e Congrès ouvrier, à Montpellier, en 1902, que l'écrasement des Guesdistes et la réalisation de la fusion des deux organisations s'achevèrent et qu'une nouvelle C. G. T. fut définitivement organisée.

Dans cette nouvelle C. G. T. socialistes, anarchistes, libertaires, s'unirent tous contre le danger commun, « le péril démocratique ». « En même temps qu'ils se groupaient, dit M. Lagardelle, ils se transformaient. Et, tandis que des socialistes comme Griffuelhes, comme Luquet, comme d'autres, condamnaient celles de leurs croyances politiques qui ne correspondaient pas aux réalités du mouvement, des anarchistes comme Pouget, comme Delessale, comme d'autres, modifiaient sensiblement leur action et participaient plus activement à l'organisation méthodique

(1) Martin-Saint-Léon (O. C.), p. 12.

de la classe ouvrière » (1). Par cette « fusion progressive de tous les éléments dans la même action commune », il se créa dans la C. G. T. une politique de classe, une politique propre au prolétariat. Cette politique de la classe ouvrière a été résumée dans la Charte d'Amiens, qui représentait le syndicalisme français d'avant-guerre.

III. — CARACTÈRES DU SYNDICALISME FRANÇAIS D'AVANT-GUERRE

Ainsi formé, le syndicalisme français a ses traits particuliers. Nous allons en indiquer six, qui sont les plus remarquables.

1. *La volonté ouvrière.*

Selon les syndicalistes français d'avant-guerre, le syndicat doit être « une école de volonté ». Il y avait beaucoup de brochures syndicalistes qui affirmaient que « l'action est le sel de la vie », qu'il faut agir, « toujours agir ».

Nous savons que certains Marxistes ont cru que la révolution était mécaniquement nécessaire et fatale. Mais les syndicalistes ne le croyaient pas. La théorie basée sur « l'idée d'un cataclysme économique faisant soudain surgir la société nouvelle des entrailles de la société ancienne par

(1) Lagardelle, *Le Parti Socialiste et la C. G. T.*, p. 15.

une intervention heureuse de la fatalité », est totalement répudiée par les syndicalistes français d'avant-guerre. Ce qu'ils admettaient, c'est « la volonté libre de la classe ouvrière ». « Les syndicats actuels, interprètes plus fidèles, je crois, du Marxisme, a écrit M. Berth (1), voient surtout la liberté ouvrière, et font sortir la révolution d'une manifestation souveraine de cette liberté. La catastrophe, selon eux, ne sera pas la révolution mystique, automatique et paresseuse, mais elle sera l'effort suprême de l'action ouvrière venant couronner une longue série d'efforts patients et acharnés ».

Mais comment peut-elle, la classe ouvrière, accomplir dans ces conditions la révolution ? Ce qu'il faut, c'est que les travailleurs se rendent « capables de l'affranchissement auquel ils ont droit » (2); et seule « l'éducation morale, administrative et technique », peut « rendre viable une société d'hommes libres » (3).

2. *L'esprit d'ordre et l'esprit d'indépendance.*

L'organisation syndicale est basée sur le fédéralisme, sur la décentralisation et sur l'autonomie. A chaque degré, l'autonomie de l'organisme est complète; « les fédérations et unions des syndicats sont autonomes dans la confédération; les syndicats sont autonomes dans les fédérations

(1) Berth, *Révolution Sociale et Révolution Juridique* dans le *Mouvement socialiste* du 15 novembre 1904, pp. 121-122.

(2) Pelloutier, *Histoire des Bourses du Travail*, p. 128.

(3) *Ibid.*, p. 9.

et unions des syndicats; les syndiqués sont autonomes dans les syndicats » (1). La confédération n'est pas un organisme de direction, mais bien de coordination et d'amplification de l'action révolutionnaire de la classe ouvrière (2). Cette extrême souplesse de la C. G. T. est une preuve qu'on peut « concilier l'esprit d'ordre et l'esprit d'indépendance » (3).

3. *L'action directe.*

Pour parvenir à l'amélioration immédiate, comme aussi pour provoquer un bouleversement social, le syndicalisme français d'avant-guerre ne préfère pas l'action légale ou l'action parlementaire, comme celle que mène le parti socialiste. Il choisit l'action directe. C'est dire que le syndicalisme veut faire lui-même ses affaires, tout obtenir par ses propres forces; « il met à la porte sans politesse tout intermédiaire » (4).

Le syndicalisme oppose son action directe à l'action indirecte de la démocratie. Il ne veut plus de délégation ni de représentation, mais il fait un appel constant aux idées de responsabilité, de dignité et d'énergie (5). Il préconise toujours la lutte avec ses risques et ses ivresses; il esti-

(1) Pouget, *La C. G. T.*, p. 4.

(2) *Ibid.*, p. 25.

(3) Lagardelle, *Le Syndicalisme et le Socialisme en France*, p. 48.

(4) Brouilhet, *Les conflits des Doctrines dans l'Economie politique contemporaine*, p. 266.

(5) Lagardelle, *Le Socialisme ouvrier*, p. 343.

me qu'il se fait dans cette lutte « une exaltation continue des sentiments les plus moteurs de la personne humaine ». Le principe d'action indirecte de la démocratie a été dénoncé par le syndicalisme comme une corruption de la personnalité humaine.

La conquête des pouvoirs publics serait donc pour le syndicalisme le plus dangereux des dérivatifs, elle suppose la formation de l'action d'un parti politique. Et « le Marxisme ne saurait se confondre avec des partis politiques, si révolutionnaires fussent-ils, parce que ceux-ci sont obligés de fonctionner comme les partis bourgeois, modifiant leur attitude suivant les besoins qu'imposent les circonstances électorales et faisant au besoin des compromis avec d'autres groupes qui ont des clientèles électorales analogues, alors qu'il demeure invariablement attaché à la considération d'une révolution absolue » (1).

De plus, le syndicalisme français est né de la réaction du prolétariat contre la machinerie étatique. « Les ouvriers de France, dit M. Lagardelle (2), ont constaté que ni le changement du personnel gouvernemental, ni la transformation des institutions politiques, n'avaient modifié l'essence de l'Etat, et la machinerie étatique demeure toujours la même puissance de coercition au service des détenteurs de l'autorité politique ». Or on ne peut pas détruire une société en se servant des organes qui ont pour but de la

(1) Sorel, *La Décomposition du Marxisme*, pp. 56-57.

(2) Lagardelle, *Syndicalisme et Socialisme en France*, p. 36.

conserver, et toute classe, pour s'affranchir, doit se créer ses organes propres (1).

Ainsi le syndicalisme français d'avant guerre se méfie beaucoup du parlement et du gouvernement. Il préfère discuter pied à pied et jour par jour les questions qui le divisent, lui et le patronat. Il redonne une vigueur nouvelle à la vieille formule de l'Internationale, à savoir que « l'émancipation de la classe ouvrière ne peut s'accomplir que par la classe ouvrière elle-même ».

4. *Syndicalisme contre Démocratie.*

Par sa théorie des Minorités, le syndicalisme se dresse contre la démocratie. En fait, le syndicat ne groupe d'ordinaire qu'une minorité de la classe ouvrière. Les militants syndicalistes n'attendent pas, pour agir, d'avoir rallié à leurs idées l'unanimité ou la majorité des camarades de la corporation. Ils dédaignent l'opinion des « inconscients », de la masse « apathique et lâche » (2). Ils se donnent pour justification que le syndicat lutte contre le capitalisme au nom et dans l'intérêt de toute la classe ouvrière, organisée ou non, qu'il est juste qu'ayant la responsabilité de la lutte il ait le commandement des troupes. Et que ce que les bourgeois appellent « tyrannie syndicale », c'est la direction par les meilleurs (3).

Quant au droit démocratique, les syndicalistes le consi-

(1) V. Lagardelle, *Syndicalisme et Socialisme*, pp. 27-29.

(2) Voir Challaye (O. C.); pp. 32, 33.

(3) *Ibid.*, p. 33.

dèrent comme « l'expression des majorités inconscientes, qui font bloc pour étouffer les minorités conscientes ». Au contraire ils estiment que le droit syndical affirme « la souveraineté de l'individu, l'autonomie de l'être humain, et en même temps l'accord pour le combat, la plus large fraternité, de là la beauté du syndicalisme » (1).

5. *Apologie de la violence.*

La violence prolétarienne est causée par l'organisation des forces ouvrières employées « tant pour assurer la cohésion de la classe que l'entraînement de celle-ci au combat contre la Société » (2). Le syndicalisme français d'avant guerre considère qu'il faut recourir à la violence parce qu'il y trouve une source de moralité. La violence était considérée comme une source de moralité, parce qu'elle est « créatrice de beauté, de sublime, qui sont des conditions de moralité » (3). C'est pourquoi M. Griffuelhes affirme que (4) le syndicalisme français ne se laisse pas paralyser par la peur et la crainte, mais il attaque; « il va par coups d'audace, prend ses ennemis par surprise et finit par triompher. »

D'ailleurs le syndicalisme révolutionnaire ne réclame pas les réformes juridiques. Il estime que ces réformes ne pourraient qu'atténuer l'acuité de la lutte de classes. Puis,

(1) Voir Challaye (O. C.), p.34.

(2) Brouilhet (O. C.), p. 270.

(3) Brouilhet (O. C.), pp. 273-274.

(4) Griffuelhes, *Caractères du Syndicalisme français*, p. 58.

comme le syndicalisme veut bien lutter classe contre classe, il sera jaloux de toute autre forme de lutte qui « attirerait les esprits et les bras des hommes » (1).

Cette violence prolétarienne se présente sous les formes de la grève, du sabotage, de la grève générale, etc... dont nous traiterons plus loin sous le titre de « Les moyens d'action du syndicalisme français d'avant-guerre ».

6. *L'antipatriotisme* (2).

L'antipatriotisme est une théorie du syndicalisme français d'avant-guerre (3). En suivant le principe de la première Internationale Ouvrière que « les travailleurs n'ont pas de patrie », et que « travailleurs de tous les pays, unissez-vous »; l'idée d'une patrie conçue par les syndicalistes était donc tout à fait différente de celle des

(1) Brouilhet (O. C.), p. 272.

(2) A côté de l'antipatriotisme syndicaliste, il y a aussi l'antiétatisme et l'antimilitarisme. M. Jouhaux a écrit dans une petite brochure, publiée par Rivière en 1913, que « tant que l'autorité de l'Etat subsistera, aucun changement profond ne pourra être apporté... Sa constitution, ses bases en font le défenseur des droits bourgeois, contre lesquels nous sommes en lutte. Basé sur le respect de la propriété individuelle, l'Etat ne peut être qu'un ennemi pour la classe ouvrière qui veut la suppression de cette forme de propriété... » Quant à l'antimilitarisme, M. Jouhaux écrit dans la même brochure que « Antimilitaristes, nous le sommes à un double point de vue. D'abord, parce que l'armée intervient dans tous les conflits entre le travail et le capital au bénéfice de ce dernier... L'armée est faite bien plus pour satisfaire l'esprit de lucre et de rapine des capitalistes, bien plus pour défendre les prébendes bourgeoises contre les travailleurs que pour sauvegarder les intérêts nationaux... » (*Le Syndicalisme français*, pp. 33-35).

(3) Brouilhet (O. C.), p. 293.

autres. « L'homme qui vit largement sans souci du lendemain, écrit M. Griffuelhes, peut dissenter à son aise, par pure spéculation philosophique, en dilettante, sur le mot de patrie. Mais le salarié, qui vit de son travail — lorsqu'il en trouve — ne saurait concevoir la patrie sous le même aspect » (1). Donc, « la patrie du travailleur, c'est la terre entière, là où il peut manger, aimer, boire, dormir, penser librement » (2).

Au cours de l'année 1905, dans une enquête du *Mouvement Socialiste* sur l'idée de patrie et la classe ouvrière, M. J. Bled, secrétaire de la Fédération ouvrière horticole, répondit que les ouvriers n'avaient pas de patrie et ne sauraient être patriotes. La patrie pour eux, c'est leur classe. L'internationalisme ouvrier ne connaît pas de frontières. Il n'a qu'un ennemi à combattre : le capitalisme... Et M. A. Luquet, secrétaire de la Fédération des ouvriers coiffeurs, ajouta que les ouvriers ne peuvent connaître les frontières entre nations, qu'ils ont dans tous les pays les mêmes adversaires, qu'ils souffrent de maux qui ont une même cause : le système de propriété, l'exploitation de l'homme par l'homme et les autorités que ce système implique; partout, ils ont un même effort d'émancipation à faire. Cet effort doit se traduire par la guerre de classes substituée à la guerre de nationalités. A côté de MM. Bled et Luquet, il y a encore beaucoup de mili-

(1) Griffuelhes, *L'Action Syndicale*, p. 38.

(2) Jouhaux, *Le Syndicalisme français*, p. 37.

tants syndicalistes, dont M. A. Keüfer (1) ne fait pas partie, qui professent cette même théorie de l'antipatriotisme. Une résolution d'antipatriotisme et d'antimilitarisme fut votée au Congrès ouvrier de Marseille en 1908 (2).

IV. — LES MOYENS D'ACTION DU SYNDICALISME FRANÇAIS D'AVANT-GUERRE

Selon le principe de l'action directe du syndicalisme, les syndicalistes français préconisent, comme moyens d'action, la grève, le boycottage, le label, le sabotage, la grève générale. D'abord la grève : la grève est le refus de travail dans les usines ou dans les mines des capitalistes. Quand une grève éclate, les ouvriers quittent en

(1) M. A. Keüfer (secrétaire de la Fédération des travailleurs du livre) a expliqué que : « l'internationalisme ouvrier n'est pas autre chose à mon avis que l'organisation internationale des travailleurs, l'un ne s'expliquerait pas sans l'autre. Ainsi, bien que j'admette que le prolétariat combatte le militarisme dans son esprit de conquête, dans son caractère rétrograde, je ne considère pas du tout que l'antipatriotisme, conçu comme je l'ai expliqué, doive se confondre nécessairement avec l'internationalisme.

« La véritable action à exercer, c'est donc d'organiser le prolétariat international et de l'inviter à reprendre les idées de paix, sans s'illusionner cependant au point de prendre imprudemment nos désirs pour la réalité.

« Je dis que les socialistes qui envisagent le patriotisme comme je l'ai défini — l'amour et la défense de son pays et non la haine des autres peuples — peuvent logiquement concilier ce sentiment avec des sentiments internationaux non moins sincères.

(2) Voir le compte-rendu officiel du Congrès ouvrier de Marseille en 1908, p. 213.

masse l'usine, ou l'atelier, ou la mine. C'est une abstention collective. Au cours de cette abstention, il y a lieu à des pourparlers, et la grève se terminera quand les ouvriers rentreront à l'usine, vainqueurs ou vaincus. La grève apparaît alors « comme un épisode de guerre sociale » (1).

Les causes de grèves sont multiples. Cependant on les a classées comme suit : grèves offensives, grèves défensives ; grèves de dignité et grèves de solidarité.

Pour les syndicalistes français d'avant-guerre, les grèves apparaissent comme nécessaires. « D'abord, parce qu'elles forment les travailleurs et les disposent pour la lutte, elles habituent la classe ouvrière à l'action et à la défense de ses intérêts. De plus, les grèves donnent des résultats, relatifs sans doute, mais qui n'en sont pas moins réels » (2). La grève est ainsi « l'armée spécifiquement ouvrière, heureuse ou malheureuse, elle laisse toujours, après elle, un limon fertile ». Car « de chaque grève le patronat sort diminué, c'est un peu de son autorité qui s'en va, en même temps que la hardiesse ouvrière augmente » (3).

D'ailleurs, « la révolution n'est plus considérée comme une catastrophe devant éclater en des jours proches ou lointains ; elle est tenue pour un acte se matérialisant journellement, grâce à l'effort de la classe ouvrière en révolte — et la grève est considérée comme l'un des phé-

(1) Pouget (O. C.), p. 41.

(2) Griffuelhes, *L'Action Syndicale*, p. 20.

(3) Jouhaux, *Le Syndicalisme français*, p. 39.

nomènes de cette révolution » (1). Par conséquent, la grève est un heureux symptôme d'un accroissement de l'esprit révolutionnaire et un phénomène « d'expropriation partielle du capital » (2).

La déclaration de grève, dans la plupart des fédérations en France, est laissée à l'initiative des intéressés.

Une autre forme de l'action syndicaliste est le boycottage. En pratiquant le boycottage, la classe ouvrière se refuse à travailler dans telle industrie qui était boycottée. Si c'est un débitant qui est boycotté, on invite les clients à ne pas consommer dans sa boutique. Le boycottage est donc un moyen d'obliger le patron à céder aux revendications ouvrières. Il est aussi pour les ouvriers « un moyen de se défendre, en tant que consommateurs, contre la rapacité des intermédiaires, qui tenteraient de récupérer sur le dos du consommateur les améliorations obtenues par les producteurs » (3).

Le label est l'opposé du boycottage. Il est l'invitation faite par une corporation à la masse ouvrière d'utiliser sa force de consommation en faveur des camarades de la corporation indiquée (4). C'est une manifestation de l'esprit de solidarité.

Puis le sabotage : le sabotage est la mise en pratique de la maxime : « A mauvaise paye, mauvais travail » (5).

(1) Pouget, *La C. G. T.*, p. 41.

(2) *Ibid.*, p. 41.

(3) *Ibid.*, pp. 44-45.

(4) *Ibid.*, pp. 44-45.

(5) Pouget, *La C. G. T.*, p. 46.

Quand on pratique le sabotage, on fait sous divers prétextes perdre volontairement le temps du travail, « tantôt par un ralentissement dans la production, tantôt par la malfaçon; tantôt même en s'attaquant à l'instrument de production » (1). Les syndicalistes considéraient le sabotage comme « l'arme la plus efficace », parce qu' « il frappe le patron au cœur » (2).

Et maintenant nous allons voir ce qu'est la grève générale. La grève générale est la rupture totale entre le prolétariat et la bourgeoisie (3). En employant ce mode d'action la classe ouvrière refuse de continuer de produire sous le régime capitaliste. La grève générale est « le refus des producteurs de travailler pour procurer jouissance et satisfaction aux non producteurs » (4).

Cette action de grève générale n'est pas purement une action négative, elle est aussi « la prise de possession des richesses sociales mises en valeur par les corporations, en l'espèce les syndicats, au profit de tous ». Cette action sera « violente ou pacifique, selon les résistances à vaincre » (5).

Mais la classe ouvrière peut-elle réaliser cette grève générale? Les syndicalistes français d'avant-guerre l'affirmaient. C'est après avoir acquis « la vigueur et la con-

(1) Pouget (O. C.), p. 46.

(2) *Ibid.*

(3) Jouhaux, *Le Syndicalisme français*, p. 42.

(4) Griffuelhes, *L'action Syndicale*, p. 32.

(5) *Ibid.*, p. 33.

science nécessaire pour imposer ses volontés », que la classe ouvrière passera à cette action. C'est par « l'éducation, par l'emploi des grèves généralisées aux régions ou aux professions, que les ouvriers font l'apprentissage de cette action éminemment révolutionnaire » (1).

La grève générale est ainsi « le seul moyen de réaliser la transformation sociale ». C'est dans l'idée de grève générale qu'est contenue l'essence révolutionnaire du syndicalisme français d'avant-guerre (2).

Ce principe de grève générale a été préconisé au congrès corporatif de Lyon en 1886 ; voté au Congrès de Nantes en 1894, il triomphe au Congrès d'Amiens en 1906, où l'on adopte une résolution d'action directe. Tandis que M. Georges Sorel synthétise ces aspirations de classe ouvrière dans un mythe « seul susceptible d'enflammer les masses et de les entraîner à l'assaut de la forteresse capitaliste », la C. G. T. traduit en acte cette théorie, en créant un Comité permanent de grève générale (3).

V. — SYNDICALISME ET ANARCHISME

L'anarchisme est une conception qui résume la méfiance populaire à l'égard des gouvernements, qui réveille l'initiative individuelle et qui proclame qu'il n'y a « pas

(1) Jouhaux, *Le Syndicalisme français*, p. 43.

(2) Griffuelhes, *L'Action Syndicale*, p. 29.

(3) Martin-Saint-Léon (O. C.), p. 14.

de société libre sans individus libres », et que « la libre entente temporaire est la base de toute organisation, de tout gouvernement » (1). En effet, pendant le procès des anarchistes de Lyon, le 21 octobre 1882, la déclaration anarchiste lue devant le tribunal correctionnel établit que « les anarchistes sont des citoyens, qui, dans un siècle où l'on prêche partout la liberté des opinions, ont cru de leur devoir de se recommander de la liberté illimitée ». Elle affirme encore que « tous les gouvernements se ressemblent et se valent. Les meilleurs sont les pires... Le mal, en d'autres termes, aux yeux des anarchistes, ne réside pas dans telle forme de gouvernement plutôt que dans telle autre. Il est dans l'idée gouvernementale elle-même, il est dans le principe d'autorité » (2). Et M. Jean Grave a aussi écrit qu'il ne peut y avoir de bonnes lois ni de bons juges, ni par conséquent de bon gouvernement, puisqu'il adopte une règle de conduite unique pour tous, alors que c'est la diversité qui caractérise les individus (3). En somme, l'anarchisme se présente d'abord comme une négation du droit de l'Etat, de la propriété, et de toute espèce d'autorité (4); puis, il s'abrite derrière « la conception d'une société libre, sans autorité, marchant à la conquête du bien-être matériel, intellectuel et moral » (5).

(1) Kropotkine, *La Révolution sera-t-elle collectiviste?* p. 6.

(2) Cité par Prolo dans *Les Anarchistes*, pp. 26, 27, 28.

(3) Grave, *L'Anarchisme : son but, ses moyens*, p. 4.

(4) Kropotkine, *Le principe anarchiste*, p. 3.

(5) Kropotkine, *Le principe anarchiste*, p. 3.

Pour que l'homme puisse satisfaire tous ses besoins matériels, intellectuels et moraux, il faut donner la terre à ceux qui peuvent la travailler et laisser l'outillage mécanique existant à la disposition des ouvriers (1).

Telle est la conception des anarchistes.

Quels sont alors les rapports et les différences entre l'anarchisme et le syndicalisme français d'avant-guerre?

Entre l'anarchisme (2) et le syndicalisme, il y a des analogies : les deux doctrines s'affirment « révolutionnaires, fédéralistes, hostiles au patronat et à l'Etat, elles reconnaissent l'existence des luttes de classes et veulent concentrer l'activité ouvrière afin de détruire le monde capitaliste et instaurer le communisme » (3).

Depuis le Congrès de Londres en 1896, et après la rupture définitive entre le socialisme organisé en parti politique et les éléments syndicalistes révolutionnaires, les anarchistes purs allaient de plus en plus à la C. G. T. pour y dominer. Dès lors, beaucoup d'anarchistes ont pénétré dans les syndicats et ont réussi à y introduire la « politique anarchiste ». Ils font adopter aux Congrès syndicalistes le sabotage, le boycottage, l'antimilitarisme, l'anti-patriotisme, l'antiétatisme, la grève générale, etc... comme moyens d'action syndicaliste. Tout cela est donc d'origine anarchiste (4).

(1) Grave (O. C.), p. 7.

(2) Non pas l'anarchisme individualiste d'un Marx Stirner, mais l'anarchisme communiste de Bakounine.

(3) Grave, *L'Anarchisme et les Syndicats*, p. 12.

(4) Prolo, *Les Anarchistes*, pp. 71, 72.

Mais il y a aussi des différences très sensibles entre l'anarchisme et le syndicalisme. Premièrement, la métaphysique anarchiste et la conception syndicaliste sont différentes; car l'anarchisme fait de l'individu *un absolu*, incapable d'entrer dans aucune combinaison sociale sans s'y sentir arbitrairement comprimé et étouffé, tandis que pour le syndicalisme, la société est la vraie réalité, et l'individu n'est qu'une partie ou n'est qu'un aspect de l'être social (1). Ainsi la négation abstraite de l'Etat que les anarchistes ont formulée n'a que « des analogies négatives avec l'antiétatisme ouvrier. A l'Etat dont ils ont si impitoyablement analysé les tares, ils n'ont opposé, à la suite de Spencer, que l'individu. Contre lui, au contraire, le syndicalisme dresse ses institutions positives » (2).

Deuxièmement, l'anarchisme condamne sans cesse la civilisation capitaliste qui exigeait tant d'efforts pour donner si peu de bonheur. Mais le syndicalisme se considère comme l'héritier direct du capitalisme et il en admire la puissance de création. Ce qu'il veut, c'est pouvoir continuer l'œuvre du capitalisme « sans avoir besoin de sa tutelle ou de sa férule » (3).

Troisièmement, le syndicalisme est né de l'expérience ouvrière et non des théories, tandis que pour l'anarchisme, c'est l'idée qui engendre l'action. Le syndicalisme

(1) Berth, *Les derniers aspects du Socialisme*, pp. 84, 85.

(2) Lagardelle, *Le Socialisme ouvrier*, p. 337.

(3) Berth (O. C.), pp. 79, 80.

place l'économie au premier plan, l'anarchisme la relègue au second, pour placer l'idéologie au premier (1).

Quatrièmement, l'anarchisme n'est pas spécialement une théorie de classe, car il s'adresse à tous les hommes. Ce n'est donc pas un mouvement ouvrier, c'est plutôt un mouvement humain (2). Mais le syndicalisme est spécifiquement une doctrine de la classe ouvrière.

Cinquièmement, au sujet du Parlementarisme, il existe encore une nouvelle différence entre l'anarchisme et le syndicalisme. « L'anarchisme est *anti-parlementaire* : il s'adresse au citoyen, lui demande de ne pas voter, de se désintéresser de la machinerie étatique. Le syndicalisme, lui, est *extra-parlementaire* ; il ignore le citoyen et ne connaît que le producteur. Mais si, pour l'accomplissement de sa tâche propre, les voies parlementaires ne sont pas les siennes, il laisse les syndiqués libres d'utiliser en dehors du syndicat les partis politiques pour d'autres œuvres. Il ne les enchaîne à aucun dogme » (3).

VI. — SYNDICALISME ET COMMUNISME

Pour comprendre ce qu'est le communisme contemporain, il faut lire les ouvrages de Lénine lui-même. En analysant la doctrine sociale de Marx, Lénine nous indi-

(1) Lagardelle (O. C.), p. 336.

(2) *Ibid.*

(3) *Ibid.*, p. 337.

que les deux étapes de la société communiste. Dans la première phase, c'est-à-dire dans la Société communiste qui vient justement de naître du sein du capitalisme, « les moyens de production ont cessé d'être la propriété privée de l'individu pour appartenir à la société tout entière ». Alors « chaque membre de la société exécutant une certaine part du travail socialement nécessaire, reçoit de la société un certificat constatant qu'il a fait telle quantité de travail. D'après ce certificat, il reçoit de magasins publics d'objets de consommation une quantité correspondante de produits... » (1). Par conséquent, l'exploitation de l'homme par l'homme est supprimée et une égalité apparente est établie. Mais cette égalité n'est pas absolue, elle n'établit pas un état social juste, parce que les hommes ne sont pas égaux. Cette première phase n'est ainsi qu'une phase inférieure du communisme. Il y a donc encore la phase supérieure de la société communiste. « Dans la phase supérieure de la société communiste, écrit Lénine (2), quand aura disparu la soumission de l'homme au principe avilissant de la division du travail, quand aura disparu en même temps l'opposition entre le travail physique et le travail intellectuel, quand le travail aura cessé d'être seulement un moyen d'existence, pour devenir le premier besoin de la vie, quand, de pair avec le développement complet de l'individu, auront grandi les forces productrices et que toutes les sources de la richesse publique cou-

(1) Lénine, *L'Etat et la Révolution*, p. 117.

(2) *Ibid.*, p. 120.

leront à pleins torrents, alors seulement on pourra dépasser l'horizon étroit du droit bourgeois, et la société pourra écrire sur son drapeau : « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ». Alors il n'y aura plus de classes et non plus d'Etat, ce sera l'âge d'or.

Pour réaliser ce régime communiste, il faut que le prolétariat ait en main tout le pouvoir, et toute la puissance. Il faut donc que la classe ouvrière pratique une dictature ouvrière, « la Dictature du prolétariat » (1).

Entre le communisme ainsi défini et le syndicalisme français d'avant-guerre, est-ce qu'il y a des ressemblances? Oui, tous les deux sont fondés sur le principe de la lutte de classes, ils ont la même plate-forme ouvrière, un objectif précis de réalisation ouvrière. Ils sont aussi en accord pour la suppression de l'Etat et du régime existant.

Mais, quant à leurs moyens d'action, ils sont tout à fait différents.

Tandis que le communisme se propose de remplacer « l'anarchisme capitaliste » par la dictature du prolétariat, engageant une mise en commun de tous les instruments de production et d'échange sous le contrôle de l'Etat centralisateur, le syndicalisme repousse cette dictature du prolétariat et l'instauration d'un Etat socialiste. Bien qu'il préconise l'organisation, le syndicalisme ne veut pas que cette organisation soit décrétée par un pou-

(1) Boukharine, *A. B. C. du communisme*, p. 83.

voir central, fût-il socialiste; mais qu'elle soit « le résultat de la libre délibération des prolétaires groupés selon leurs intérêts et leurs affinités de producteurs dans les syndicats professionnels » (1). Donc, par sa haine de la politique et son aspiration à l'indépendance, le syndicalisme se distingue du communisme. Puis, en faisant la révolution, le communisme préconise la guerre civile pour la conquête du pouvoir politique, mais le syndicalisme ne favorise que la grève générale pour la prise en charge de la production (2).

A la lumière de ces comparaisons, de ces recherches, de ces analyses, j'espère que nous pouvons nous faire une idée claire du syndicalisme français d'avant-guerre.

*

**

ÉTUDE DU CONFLIT DES TENDANCES DANS LE SYNDICALISME FRANÇAIS CONTEMPORAIN

Le conflit des tendances dans le syndicalisme français contemporain est un fait très important dans l'histoire du mouvement ouvrier. Il a comme conséquence la scission syndicaliste en 1922, qui disloqua alors l'organisation de la classe ouvrière, et affaiblit le mouvement syndicaliste.

(1) Martin-Saint-Léon (O. C.), p. 101.

(2) M. Léro, *Les Techniques nouvelles du Syndicalisme*, chap. V.

Pour étudier ce problème, nous allons d'abord analyser les arguments polémiques des militants syndicalistes dans la période de 1918 à 1922. Cette analyse des opinions manifestées des deux côtés nous permettra, je crois, de saisir mieux ce que pensent réellement les militants syndicalistes français, et par conséquent nous fera comprendre mieux le syndicalisme français contemporain. Puis nous montrerons les conséquences du conflit. Car il se produisit des faits capitaux après la scission syndicaliste. Ensuite nous rechercherons les causes originelles du conflit : les causes contingentes et les causes doctrinales. Par les causes contingentes, nous voulons dire la guerre de 1914 et la révolution bolchéviste de 1917, tandis que par les causes doctrinales nous entendons les éléments complexes qui existent dans les origines du syndicalisme français. Quand nous aurons achevé cet exposé, nous aurons terminé notre étude elle-même. Nous nous abstiendrons de formuler des critiques contre aucun des deux systèmes, puisque nous avons l'intention de conserver une objectivité absolue.

PREMIÈRE PARTIE

LES CONGRES OUVRIERS ET LA CONFRONTATION DES ARGUMENTS

Section I — RÉCIT SUCCINCT DE LA LUTTE DES TENDANCES DANS LE SYNDICALISME FRANÇAIS D'AVANT-GUERRE

Le conflit des tendances dans le syndicalisme français n'apparaît pas seulement dans la période de 1918 à 1922, il s'était déjà révélé dès l'organisation de la Confédération Générale du Travail. Il faut donc que nous prenions une idée de la lutte des tendances d'avant-guerre, avant d'entreprendre d'étudier les diverses conceptions des militants syndicalistes, exprimées dans les congrès ouvriers pendant et après la guerre. Un court historique de la lutte des tendances dans le syndicalisme français d'avant-guerre s'impose donc.

I — DU CONGRÈS DE LIMOGES (1895) A LA CONFÉRENCE
DES BOURSES ET DES FÉDÉRATIONS EN JUILLET 1913

La Confédération Générale du Travail se constitue au Congrès de Limoges en 1895.

Dans ce premier Congrès de la Confédération Générale du Travail, nous voyons déjà s'ouvrir la lutte des tendances entre le parti syndical-ouvrier et le parti syndical-politique. A ce moment-là la Confédération du Travail était sous l'influence des Guesdistes, demeurés fidèles aux vieilles méthodes ; Pelloutier la tenait pour « une pépinière des militants guesdistes dévoués à l'action parlementaire, à l'idée de conquête des pouvoirs publics » ; conséquemment, au Congrès, il combattait contre Jules Guesde, et la Fédération des Bourses du Travail luttait avec l'ancienne fédération des syndicats. Comme résultat, la grève générale, que les guesdistes voulaient rejeter, obtint une forte majorité, et, au contraire, l'appui des travailleurs aux candidats socialistes était repoussé ; le congrès invitait les travailleurs à ne voter que pour des ouvriers syndiqués.

Au Congrès de Tours en 1896, on voit en présence modérés et violents, grève-généralistes et adversaires de cette mesure, révolutionnaires et guesdistes.

On discuta passionnément de la grève générale.

M. Maynier fit voir inutilement que sur 512500 ouvriers, 28582 seulement étaient syndiqués et 12659 payaient régulièrement des cotisations. Pouvait-on compter sur des gens qui n'avaient même pas assez de courage pour payer leurs cotisations ?

M. Guérard, par contre, essaya de prouver la possibilité de la grève générale par la grève des ouvriers de chemins de fer (1).

Les socialistes firent une tentative pour reconquérir la prééminence, ils s'efforcèrent de ramener la C.G.T. dans le bercail politique. Mais M. Riom et d'autres syndicalistes se tournèrent contre les politiciens et le « pouvoir, corrupteur de sa nature ». La lutte fut ardente, les politiciens furent battus.

Au Congrès Confédéral de Rennes en 1898, on trouve encore le conflit entre socialistes et libertaires. Ils débattent la question de l'action politique. Pelloutier et les autres membres du Comité de la Fédération des Bourses du Travail prétendent mépriser toute action politique. Mais M. Legailu, le secrétaire général de la Confédération, le leur reproche. « Plus d'un organisateur de syndicat, écrivait M. Legailu dans son rapport, en arrive à nier l'action politique, ne pensant pas que, si son avis prédominait, le prolétariat resterait désarmé devant le capitalisme, maître du pouvoir sur le champ de bataille où il importe le plus de vaincre, car c'est là qu'il (le prolétariat) conquerra son émancipation ».

(1) Seilhac, *Les Congrès ouvriers*, 2^e série, p. 72.

Au Congrès de Lyon en 1901, Aix propose la fusion des Bourses dans la Confédération. Sur ce thème, un vif débat s'engage aussi (1).

Dans ce même congrès, les politiciens continuent leur travail. Mais leurs arguments en faveur d'un rapprochement avec la gent parlementaire sont combattus par Voilot, qui obtient l'assentiment des assistants, à l'unanimité moins cinq voix. La politique perdait toujours plus de terrain au sein du syndicalisme (2).

Alors, au Congrès de Bourges (1904), se produisent les attaques contre le modérantisme de la Fédération du Livre et la riposte de M. Keüfer, le dévoué délégué de cette fédération.

En critiquant l'action violente, préconisée par la Confédération Générale du Travail, M. Keüfer se fit l'interprète des fédérations qui manifestaient une hostilité contre la violence. Il déclara que les minoritaires n'admettaient pas que la transformation sociale se fit par une révolution brusque, qu'il fallait d'autres moyens pour les conduire vers l'idéal auquel chacun d'eux aspirait, qu'il fallait une longue préparation mentale, et qu'il fallait une modification morale des individus.

« La violence, ajoutait M. Keüfer, n'est pas le meilleur moyen pour obtenir satisfaction, et la méthode révolutionnaire est dangereuse, en ce sens qu'elle amènera inévita-

(1) La fusion a été réalisée au Congrès de 1902.

(2) Powlowski, *La C. G. T.*, p. 22.

blement des représailles, dont les travailleurs seront victimes, elle continuera à désagréger les forces ouvrières ».

Mais que disait la majorité du Congrès ? Elle soutenait que le syndicalisme est l'expression d'une lutte entre deux classes bien distinctes et irréconciliables : « d'un côté, ceux qui détiennent le capital, de l'autre, les producteurs, qui sont les créateurs de toutes les richesses, puisque le capital ne se constitue que par un prélèvement effectué au détriment du travail ». De sorte que la majorité du congrès voulait toujours préconiser la révolution brusque et l'action violente.

Dans ce même congrès, la représentation proportionnelle fut aussi discutée. Elle fut défendue par M. Coupat et par M. Keüfer. M. Niel essaya de démontrer l'impossibilité de son application.

La caractéristique du Congrès d'Amiens de 1906, ce fut de nous faire assister à un débat sur le sujet de la relation du parti syndicaliste avec le parti politique. La question avait été posée devant le Congrès par une motion de la Fédération du Textile. La motion déclarait :

« Considérant qu'il y a lieu de ne pas se désintéresser des lois ayant pour but d'établir une législation protectrice du travail qui améliorerait la condition sociale du prolétariat et perfectionnerait ainsi les moyens de lutte contre la classe capitaliste ;

« Le congrès invite les syndiqués à user des moyens qui sont à leur disposition pour empêcher d'arriver au pouvoir législatif les adversaires d'une législation sociale protectrice des travailleurs.

« Considérant que les élus du parti socialiste ont toujours proposé et voté les lois ayant pour objectif l'amélioration de la condition de la classe ouvrière, ainsi que son affranchissement définitif ;

« Que, tout en poursuivant l'amélioration et l'affranchissement du prolétariat sur des terrains différents, il y a intérêt à ce que des relations s'établissent entre le Comité Confédéral et le Conseil National du parti socialiste, par exemple pour la lutte à mener en faveur de la journée de huit heures, de l'extension du droit syndical aux douaniers, facteurs, instituteurs et autres fonctionnaires de l'Etat ; pour provoquer l'entente entre les nations et leurs gouvernements en vue de la réduction des heures de travail, et de l'interdiction du travail de nuit pour travailleurs de tout sexe et de tout âge ; pour établir le minimum des salaires etc...

« Le Congrès décide :

« Le Comité Confédéral est invité à s'entendre, toutes les fois que les circonstances l'exigeront, soit par des délégations intermittentes ou permanentes, avec le Conseil National du parti socialiste pour faire plus facilement triompher ces principales réformes ouvrières ».

Cette résolution, présentée par la Fédération du textile, fut défendue par M. Renard, le secrétaire de cette organisation.

Mais M. Merrheim contesta vivement les affirmations de M. Renard, disant que l'activité politique s'était développée au détriment de l'organisation professionnelle et même de

la situation matérielle des ouvriers. « Vous avez voulu, dit-il, faire du syndicat un groupe inférieur, incapable de sortir de la légalité. Nous affirmons au contraire qu'il est un groupement de lutte intégrale révolutionnaire et qu'il a pour fonction de briser la légalité qui nous étouffe, pour enfanter le droit nouveau que nous voulons voir sortir de nos luttes ».

M. Bousquet (de l'alimentation) s'éleva aussi contre toute entente, et M. Niel appuya sa thèse. Il rappela que les tentatives de liaison étaient toujours venues de la fraction guesdiste (à laquelle appartient M. Renard), que « des hommes de toutes tendances peuvent se rencontrer dans le syndicalisme, et que chacun d'eux veut que sa pensée soit ménagée : pourquoi d'ailleurs une alliance avec le socialisme et non avec l'anarchisme ? En réalité, il ne faut ni alliance, ni guerre entre le syndicalisme et le parti socialiste : il suffit que les opinions politiques soient respectées comme les conceptions syndicales. »

Résultat : la résolution de la Fédération textile fut rejetée par 774 voix contre 34. En même temps, une autre motion, celle de M. Griffuelhes, opposée à la motion de M. Renard, et préconisant l'autonomie et l'indépendance syndicale, fut adoptée par 830 mandats contre 8. Cette motion votée constitue bien la Charte d'Amiens, la charte syndicaliste (1).

Au congrès de Marseille (1908), la question de l'antimilitarisme et de l'antipatriotisme fut mise en délibération. Il

(1) Voir notre introduction.

y eut une trentaine de militants qui prirent la parole. Le débat remplit toute la séance du 9 octobre (soir) et une partie de la séance du lendemain matin.

Ce fut d'abord M. Coste (des Chemins de fer) qui présenta une motion au nom d'un groupe des chemins de fer, le groupe de Rouen-Ouest, il dit que l'attitude de la classe ouvrière en cas de guerre était une question purement politique, ne pouvant être discutée dans les Congrès ouvriers. Sa motion porte :

« Considérant que la question de l'attitude de la classe ouvrière en cas de guerre n'est pas, à proprement parler, une question essentiellement syndicale, mais plutôt politique ;

« Considérant que tous les membres d'une organisation syndicale, conservant leur entière liberté de pensée, bien qu'étroitement unis pour soutenir leurs intérêts corporatifs, peuvent avoir des conceptions différentes sur cette question ;

« Considérant que la discussion de la question peut amener des divergences d'appréciation susceptibles de créer des froissements dans les groupes syndicaux, qui ont besoin de toute leur vitalité pour l'amélioration du sort de leurs adhérents ;

« La section de Rouen-Ouest du syndicat national des chemins de fer propose que la question de l'attitude de la classe ouvrière en temps de guerre ne soit pas soulevée devant le congrès, et demande la suite de l'ordre du jour ».

Cette proposition fut repoussée.

Néanmoins, la minorité réformiste contesta encore que la question du patriotisme et de l'antipatriotisme relevât uniquement de la conscience individuelle. C'est le développement du syndicalisme international qui constituera la meilleure défense contre la guerre. Si, malgré tout, la guerre éclate, les décisions cessent d'être de la compétence du syndicalisme (1).

Mais les militants de la majorité du Congrès, tels que MM. Ader, Desplanques, Merrheim, Luquet, etc., soutinrent très ardemment une autre motion d'antimilitarisme et d'antipatriotisme. Cette motion proclame :

« Le Congrès, considérant que l'armée tend de plus en plus à remplacer les travailleurs en grève, quand elle n'a pas pour rôle de les fusiller ;

« Considérant que l'exercice du droit de grève ne sera qu'une duperie, tant que les soldats accepteront de se substituer à la main-d'œuvre civile et consentiront à massacrer les travailleurs, le congrès, se tenant sur le terrain purement économique, préconise l'instruction des jeunes, pour que, du jour où ils auront revêtu la livrée militaire, ils soient bien convaincus qu'ils n'en restent pas moins dans la famille ouvrière et que, dans le conflit entre le capital et le travail, ils ont pour devoir de ne pas faire usage de leurs armes contre leurs frères, les travailleurs ;

« Considérant que les frontières géographiques sont modifiables au gré des possédants, les travailleurs ne recon-

(1) Paul Louis, *Le Syndicalisme français* (1906-1922), p. 87.

naissent que les frontières économiques, séparant les deux classes ennemies, la classe ouvrière et la classe capitaliste.

« Le Congrès rappelle la formule de l'Internationale : les « travailleurs n'ont pas de patrie ». Il déclare :

« Qu'en conséquence toute guerre est un attentat contre la classe ouvrière, qu'elle est un moyen sanglant et terrible de diversion à ses revendications; qu'il faut, au point de vue international, faire l'éducation des travailleurs, afin qu'en cas de guerre, ils répondent à la déclaration de grève générale révolutionnaire ».

Ce texte recueillit 681 voix contre 421 à celui de la minorité.

Au Congrès du Havre (1912), la discussion d'Amiens, à propos des rapports entre la C.G.T. et les partis politiques, fut reprise et vivement discutée. Les minoritaires, comme Renard et Clenet, reprochèrent à la C.G.T. son excès de « verbalisme révolutionnaire » ; ils soutenaient la nécessité d'une action auprès des pouvoirs publics. Mais les majoritaires, tels que Dumoulin, Dumercq, Broutchoux, Merrheim Griffuelhes etc., qui tenaient non moins ardemment pour l'autonomie et l'indépendance du syndicalisme, indiquèrent que le syndicat ne demandait rien au socialisme ; que le syndicalisme ne pouvait marcher à la remorque d'un parti qui voulait devenir l'Etat ; que le syndicalisme pouvait à lui seul conquérir toutes les améliorations ; que la C.G.T. était en illégalité permanente ; que le parti n'était pas révolutionnaire ; et que le suffrage universel ne valait pas une grève générale. La C.G.T. devait donc rester ce qu'elle était.

En 1913, à la Conférence des Bourses du Travail et des Fédérations des Syndicats, les minoritaires de cette conférence reprochèrent à la C.G.T. de n'avoir pas décidé la grève générale, pour protester contre la loi de trois ans et contre le maintien sous les drapeaux de la classe libérable en 1913. Ils dirent que les dirigeants de la C.G.T. avaient perdu confiance dans la capacité d'action de la classe ouvrière ; qu'ils étaient déjà des démocrates ; qu'ils avaient tourné le dos à la lutte de classes ; et que la thèse de l'intérêt général s'obscurcissait déjà dans l'esprit des dirigeants du mouvement ouvrier.

Mais les majoritaires de leur côté déclarèrent que Révolution ne se confondait pas avec telles mutineries de caserne qui pouvaient se produire à ce moment, qu'elle était au bout de son effort d'organisation corporative internationale. « Il n'y aura, disaient-ils, une vraie situation révolutionnaire que lorsque nous aurons mis sur pied de fortes organisations économiques chez nous et redressé en Europe la vieille Internationale. »

Il y avait donc en réalité déjà, même avant la guerre, deux courants contradictoires coexistant dans la C.G.T. Les débats et les résolutions de ces congrès les avaient révélés. Quant au but du syndicalisme, il y avait trois sortes d'explications : l'explication des dirigeants de la C. G. T. d'avant-guerre (aussi de l'école du *Mouvement socialiste*) ; l'explication des guesdistes, et celle des réformistes. Quant au problème de la grève générale et de l'action violente, les dirigeants de la C.G.T. d'avant-guerre les

avaient beaucoup préconisées, mais les guesdistes (1) y faisaient opposition, tandis que les réformistes ne les considéraient que comme « un pis-aller ». « C'est l'Ultima ratio, comme la guerre, disaient-ils, et l'on épuiserait avant d'y recourir tous les moyens propres à maintenir l'entente entre les divers facteurs de la production » (2). Sur la question de l'antipatriotisme, il y avait aussi de fortes divergences. Les confédérés s'attaquaient à l'idée de patrie, parce qu'ils considéraient que le syndicalisme devait tendre et aboutir à vider l'Etat de toute utilité et à le remplacer par un simple fédéralisme économique. Mais les réformistes ne s'associaient pas aux campagnes antipatriotiques de la C.G.T. d'avant-guerre. « Ils veulent organiser le prolétariat, pour améliorer sa condition morale et matérielle. La formation sociale qu'ils souhaitent, c'est par des réformes progressives qu'ils espèrent y acheminer la société... » Ils respectaient la solidarité nationale, ils considéraient que l'idée de patrie, la notion de l'Etat n'étaient pas des obstacles ; ils déclaraient que l'antipatriotisme, l'antimilitarisme etc., n'étaient pas des questions syndicales (3).

Après ce rapide examen, nous pouvons voir que la C.G.T. d'avant-guerre n'avait pas non plus réalisé l'unité ouvrière. « Les tendances y étaient non seulement distinctes, mais contradictoires, comme cela devait se produire quand les points de départ étaient si différents et les fins si opposées » (4).

(1) Les Guesdistes étaient nombreux dans la Fédération du textile.

(2) Diligent, *Les Orientations Syndicales*, p. 177.

(3) *Ibid.*, pp. 177-180.

(4) *Ibid.*, pp. 183-184.

Section II — CONFLIT DES TENDANCES.

PENDANT ET APRÈS LA GUERRE (1918-1922)

La guerre mondiale éclata en août 1914. Que fit la C. G. T. en envisageant cette guerre ? Or, ce qu'elle fit, son attitude et son action nationale et internationale, pendant et après la guerre, c'est tout cela que les minoritaires syndicalistes ont sévèrement critiqué. Il y eut de grands débats, de grandes batailles d'idées aux Congrès ouvriers dans la période de 1918 à 1922 ; il y eut en outre, beaucoup d'articles écrits par les militants syndicalistes des deux côtés, qui furent publiés dans les journaux, tels que *l'Atelier* et la *Vie Ouvrière*, articles qui nous montrent bien les tendances contradictoires dans le syndicalisme français contemporain. C'est d'après ces journaux ouvriers et ces débats dans les congrès que nous pouvons démêler et analyser les opinions diverses entre majoritaires et minoritaires du syndicalisme français.

Nous allons retracer les événements que les militants syndicalistes ont commentés, puis nous résumerons les arguments produits des deux côtés.

I — L'UNION SACRÉE ET LA POLITIQUE DE GUERRE DE LA C.G.T.

I

Le 4 août 1914, un message présidentiel était lu au Parlement français ; il conviait tous les Français, sans distinction de classes, à l'Union Sacrée.

Au début de la guerre, les dirigeants de la C.G.T. accompagnèrent les pouvoirs publics à Bordeaux, ils acceptèrent des fonctions de propagande morale.

Au mois d'août 1914, une Commission du Travail fut créée par le gouvernement français ; M. Jouhaux, représentant de la C.G.T. y siégea.

Au Comité de Secours National, créé dès le mois d'août 1914, deux secrétaires de la C. G. T., MM. Jouhaux et Bled, en firent partie à côté des représentants de tous les autres milieux sociaux : Eglise, Université, Magistrature, Industrie, Commerce etc... (1).

« Un autre organisme au fonctionnement duquel la C.G.T. ne cessa de collaborer » ce fut « la Commission supérieure des Allocutions militaires, créée en application de la loi du 5 août 1914, qui avait institué les indemnités aux femmes et aux compagnes des mobilisés. Plusieurs membres de la C.G.T. furent appelés à y siéger » (2).

(1) Picard, *Le Mouvement syndical durant la guerre*, p. 56.

(2) *Ibid.*, p. 57.

Dès le début de la guerre, sur la proposition du Comité Confédéral de la C.G.T., le Comité d'action fut constitué. Il avait pour but de coordonner les efforts du parti socialiste, des coopérateurs et des syndicalistes. Il fut constitué « en vue de la défense des intérêts moraux et matériels des travailleurs, et de rendre plus efficace et plus générale la pratique de la solidarité ». « Mais, assez vite, le Comité, d'organe de résistance qu'il était, devint organe de collaboration au gouvernement et fournit lui-même les représentants ouvriers dans les divers Comités nationaux où se coudoyaient toutes les classes sociales » (1).

En septembre 1914, le ministre d'Etat, M. Jules Guesde, voulant à la fois informer l'opinion et soutenir le moral du pays, eut l'idée de créer des « délégués à la Nation » ; les membres du Bureau Confédéral de la C. G. T., sollicités d'accepter ces fonctions, ne crurent pas devoir les repousser. M. Jouhaux fut autorisé à accepter cette mission.

En juin 1916, le ministre de l'armement du gouvernement français créa le Comité du Travail pour « surveiller l'application des lois ouvrières et le régime du travail dans tous les établissements publics ou privés travaillant pour l'artillerie et pour le service des poudres ». M. Jouhaux et six secrétaires de divers syndicats des poudreries et des cartoucheries étaient entrés dans le Comité.

Toutes ces participations et collaborations de la C. G. T. aux organismes gouvernementaux et nationaux, découlaient

(1) Picard (O. C.), p. 61.

du principe d'Union Sacrée. Nous allons voir ce que pensaient les minoritaires syndicalistes de cette politique de guerre de la Confédération Générale du Travail.

II

Au Congrès de Paris, en 1918, un militant de la minorité, M. Monmousseau, indiqua que la politique de la majorité confédérale avait été une politique d'Union Sacrée, une politique de collaboration gouvernementale, et celle d'une collaboration de classes. Il remarqua alors que les syndicalistes révolutionnaires s'étaient toujours élevés contre cette politique et ce principe, car c'était sous le couvert de l'Union Sacrée que les libertés de la classe ouvrière avaient été ruinées; il reprochait à la Censure d'avoir permis « l'enchaînement de la pensée ouvrière pendant quatre ans » (1).

Un autre minoritaire, M. Lepetit, signala aussi au Congrès de Lyon (1919) que, bien que la C. G. T. eût accepté la collaboration dans la guerre pour défendre les libertés acquises, au moment où le Bureau Confédéral accordait sa collaboration au gouvernement français, ces libertés n'existaient plus. « La Censure, ajoutait-il, tranche dans les colonnes des journaux toute opinion subversive, et les camarades qui ont accepté de collaborer dans la guerre avec le gouvernement ne se révoltent pas contre cette

(1) Compte-rendu officiel du Congrès de Paris, p. 121.

façon de faire; les dirigeants, forts de cet appui moral du Bureau Confédéral lui-même, continuent de faire croire à la classe ouvrière de ce pays qu'elle combat bien pour ses libertés, pour l'intégrité du territoire français, qu'elle combat pour le droit, pour la civilisation » (1). Cette politique Confédérale a donc été « celle d'une passivité à la politique de guerre du gouvernement français » (2). Les syndicalistes français ont donc « laissé passer des moments propices pour l'action syndicale » (3).

Quant au voyage du représentant de la C. G. T. à Bordeaux avec le gouvernement français, M. Dumoulin se plaignit qu'il y eût dans ce voyage une « consécration de l'abdication confédérale », parce que le délégué de la C. G. T. s'était ainsi laissé entraîner dans l'aventure gouvernementale; qu'il avait fui les responsabilités de l'organisation à Paris et avait abdiqué « sa personnalité de secrétaire de la C. G. T., en devenant commissaire à la Nation » (4). M. Dumoulin remarqua aussi que l'on avait consenti à devenir commissaire à la Nation avec l'espoir que cela conduirait au Comité de Salut Public pour forcer la victoire. Qu'il n'y avait donc pas là d'attitude confédérale.

Puis M. Dumoulin signala que de ce voyage, et de l'institution du Secours National et d'autres œuvres de ce genre, les syndicalistes n'avaient pas pu retirer de bénéfices pour la classe ouvrière et pour le mouvement syndicaliste.

(1) Compte rendu officiel du Congrès de Paris, p. 151.

(2), (3) Congrès de Paris, p. 113, discours de Bourderon.

(4) Congrès de Paris, p. 141.

En outre, M. Bourderon rappela que M. Jouhaux avait fait une tournée de conférences avec un représentant bourgeois, qu'il n'était pas régulier que le secrétaire de la C. G. T. agit ainsi (1).

Selon M. Meric, puisque la C. G. T. n'avait pas fait au 4 août l'insurrection et la grève générale contre la guerre, c'était son devoir alors d'essayer de se ressaisir et de réorganiser les travailleurs, d'essayer d'amener d'autres travailleurs à l'organisation et de les orienter dans la voie contre la guerre. Mais, au contraire, la C. G. T. ne l'avait pas fait. C'est ainsi qu'elle avait abdiqué « d'un bout à l'autre sa vraie tradition révolutionnaire d'avant guerre » (2).

De son côté M. Lepetit fit grief aux membres du Comité Confédéral d'être aussi responsables de la guerre que les dirigeants qui l'avaient voulue, et qui l'avaient conduite, parce que les membres du Comité Confédéral n'avaient pas dégagé leur responsabilité et parce qu'ils avaient « entraîné la masse dans la guerre ».

« Nous vous reprochons, déclara-t-il, d'avoir pris position dans la guerre, d'avoir collaboré avec les gouvernements et nous vous reprochons surtout de ne pas avoir voulu mener cette propagande pour la paix au moment où elle était possible, au moment où, enfin, les esprits s'étaient éveillés dans ce pays, une opposition à la guerre s'étant

(1) Congrès de Paris, p. 112.

(2) Congrès de Lyon, 1919, p. 37.

formée, les camarades s'étant dressés contre le flot, il vous appartenait à vous, dirigeants de l'organisme de classe ouvrière de ce pays, de prendre en main le mouvement en faveur de la paix, et de dire; « la guerre a assez duré, les prolétaires se sont suffisamment fait massacrer pour des intérêts qui ne sont pas les leurs! Et vous, à ce moment-là vous avez dit ce que vous dites aujourd'hui à propos d'une autre question : Comment voulez-vous que nous fassions la paix? Quels sont les moyens que vous nous apportez? Mais il était possible et il fallait à ce moment préparer les esprits révolutionnaires et se désolidariser du gouvernement de Défense Nationale » (1).

M. Frossard rappela aussi que, quand les syndicalistes avaient voulu aller à Stockholm pour assister à une conférence Internationale, les gouvernements s'y étaient refusés et ne leur avaient pas accordé les passeports. Egalement que, lorsque Jouhaux avec Cachin avait voulu aller aux Etats-Unis pour se rencontrer avec le président Wilson, c'étaient les gouvernements de l'Entente que s'étaient opposés à ce départ. « Si les gouvernements, affirma M. Frossard, ont pris tant de libertés à l'égard de notre mouvement ouvrier et de notre mouvement socialiste, c'est parce que nous n'avions pas nous-même conservé suffisamment notre indépendance dans la guerre » (2).

Il n'y avait pas d'ailleurs d'Union Sacrée possible avec

(1) Congrès de Lyon, 1919, p. 152.

(2) Congrès de Paris, 1918, p. 133.

les « ennemis d'hier », ajoute M. Monmousseau (1); les syndicalistes savaient que l'unité nationale ne pouvait se faire que par l'égalité économique; qu'aussi bien les syndicalistes seraient Défense Nationale lorsque l'égalité économique serait un fait accompli. Conséquemment il ne pouvait pas y avoir d'Union Sacrée avec les classes capitalistes qui voulaient assujettir tout le prolétariat du monde. Ainsi les minoritaires syndicalistes préféraient rester les adversaires de l'Union Sacrée, parce qu'elle « avait tué la C. G. T. dans son expression symbolique, dans son expression d'indépendance » (2). Ils espéraient que la C. G. T. aurait une attitude qui ne serait pas la même que celle du passé, qu'il y avait une politique à faire, non une politique de « passivité », mais une politique « d'action ». qu'il faudrait que la C. G. T. se levât « contre le gouvernement, la classe possédante, la classe qui exploite, la classe impérialiste » (3).

III

Or que disait alors la majorité de la C. G. T.?

Remarquons d'abord que c'était M. Jouhaux qui avait contesté que l'attitude de la majorité confédérale eût été dictée par les circonstances mêmes qu'ils avaient traversé.

(1) *Ibid.*, p. 121.

(2) *Ibid.*, p. 141 (discours de Dumoulin).

(3) *Ibid.*, p. 113 (discours de Bourderon).

sées, par les événements qui s'étaient déroulés et par le souci de maintenir et de sauvegarder les libertés acquises (1). De plus, que ce qui avait été fait par la C. G. T. à ce moment était ce qui avait pu être fait, rien d'autre. Que la C. G. T. avait fait ce qui avait pu être fait et aussi ce qui avait dû être fait. « Nous avons pris des responsabilités, déclara un autre secrétaire de la C. G. T., M. Bled, nous avons fait ce que nous avons cru devoir faire, ce que notre conscience nous commandait » (2). M. Bled signala aussi que les majoritaires n'avaient d'autre alternative que de compter avec le pouvoir existant, ou de se substituer à lui; qu'ils avaient composé avec le pouvoir existant, parce qu'ils n'étaient pas capables de le remplacer. « En 1915, 1916, 1917, rappela-t-il, nous allions dans les ministères pour les ouvriers ou ouvrières des métaux, pour l'habillement, les midinettes, les ébénistes, etc... cela, camarades, nous le ferions encore demain, si besoin en était, et personne ne peut nous dire que nous ayons mal agi. Personne ne peut nous demander de regretter une action que nous considérons comme utile et que nous serions disposés à recommencer » (3).

Puis M. Bled remarqua que les majoritaires syndicalistes français étaient toujours contre la guerre, seulement ils pensaient différemment sur les moyens pratiques de leur acheminement à la paix heureuse. « Nul plus sincè-

(1) Congrès de Paris, 1918, p. 222.

(2) *Ibid.*, p. 151.

(3) Congrès de Paris, 1918, p. 157.

rement que nous n'aspire à la paix, étant entendu qu'il ne s'agit pas de la paix n'importe comment, de la paix à tout prix » (1).

Quant à la question de la grève générale au début de la guerre, M. Bled répondit que les militants ouvriers ne pensaient pas qu'il fût à propos d'appeler les syndiqués à faire la grève générale en face de l'agression. Ils considéraient que la grève générale à ce moment précis ne pouvait avoir d'autre effet, d'autre résultat que de favoriser l'invasion (2).

M. Savoie, lui, déclare que, si l'on avait fait grève dans des circonstances telles que celles du commencement de la guerre, on eût été meurtri, massacré, et cela aurait été pour le gouvernement français l'occasion de la répression qu'il cherchait;

Et que, dans ce cas-là, personne au congrès n'avait le droit d'adresser un reproche quelconque à la C. G. T., « parce que personne au 2 août 1914 n'était venu dire à la C. G. T. : il faut faire la grève générale insurrectionnelle; personne n'a voulu prendre cette responsabilité » (3). Il fallait donc, avant de condamner, bien réfléchir à tout ce qui s'était passé; il fallait, avant de condamner, penser à ceci : c'était que si l'on condamnait une attitude, une action, on devrait mettre à la place de cette attitude, de cette action, quelque chose et quelque chose qui nous

(1) *Ibid.*, p. 152.

(2) *Ibid.*, p. 154.

(3) Congrès de Paris, 1918, p. 182.

engagerait, car il ne faut pas croire que l'on pouvait faire en temps de guerre ce que l'on faisait en temps de paix (1).

Quant au Comité de Secours National, M. Bled signala que, puisque les représentants de la C. G. T. étaient allés au Comité de Secours National, c'était pour exécuter une décision du Comité Confédéral et pour soulager les misères ouvrières. « Je n'ai fait, dit-il, qu'exécuter une décision qui était prise à l'unanimité dans un Comité Confédéral où je n'étais pas. Et, voyez-vous, notre crime, à Jouhaux et à moi, c'est d'avoir exécuté une décision du Comité Confédéral » (2). « Si c'est un crime d'avoir apporté l'appui de l'organisation ouvrière à une solidarité, nécessaire dans un mouvement douloureux, si c'est un crime d'avoir apporté et mis en œuvre les moyens d'action que pouvaient avoir les organisations syndicales pour soulager les misères ouvrières, vous le direz ! J'ai le devoir de vous dire qu'à recommencer, j'aurais exactement la même attitude que celle que j'ai eue à ce moment-là » (3).

Puis, M. Jouhaux remarqua que ce n'était pas un fait de collaboration de classes d'être allé au Comité de Secours National. « Peut-on, affirma-t-il, appeler collaboration de classes l'action qui consiste à soulager la misère ? Non, ce n'est pas faire de la collaboration de classes que d'aller vers celui qui peine, qui est dans la misère et d'essayer de le soulager, quand ce soulagement lui est apporté en

(1) *Ibid.*, p. 183.

(2) *Ibid.*, p. 154.

(3) Congrès de Paris, 1918, pp. 154-155.

toute dignité, quand on ne réclame de lui aucun engagement, quand, en réalité, c'est fraternellement qu'on lui apporte l'aide dont il a besoin » (1). Donc cette participation était faite pour un soulagement possible aux misères signalées et pour la « fraternité ».

Au Congrès de Lyon (1919), M. Jouhaux répéta encore : « Comité de Secours National? oui, je suis allé là pour défendre des intérêts humains, car le Comité de Secours National s'était interdit toute pénétration sur le terrain de la guerre. Notre œuvre devait être exclusivement d'humanité. Elle le fut en effet et je ne regrette pas d'y avoir participé. L'union des syndicats de la Seine, d'autres organisations de province, ont pu répondre aux misères, grâce à l'appui du Secours National. Là s'est borné l'intervention de celui-ci, et, je le répète une fois de plus, je ne désapprouve pas, je ne renie pas cette action » (2).

Pour la délégation à la Nation, M. Jouhaux soutint qu'elle n'avait pas été ce que les minoritaires croyaient, que ce fut une délégation de réorganisation économique, qu'il ne s'agissait pas d'aller avec le représentant bourgeois enquêter sur la situation économique, qu'il s'agissait tout simplement de se rendre librement dans toutes les villes, de prendre contact avec les milieux que l'on avait représentés et de créer une vie publique, de tenir un langage indépendant, pourvu qu'il ne fût pas contraire à la Défense Nationale.

(1) *Ibid.*, p. 223.

(2) Congrès de Lyon, 1919, p. 231.

« Ce que je voulais, ajoutait-il, c'était créer une vie publique, c'était regrouper nos organisations dans toutes les villes et dans tous les centres, les relier entre elles de façon qu'elles dominassent la vie publique, et qu'ainsi nous eussions entre les mains une armée puissante qui nous eût permis, au moment nécessaire, de faire pression sur le gouvernement lui-même » (1).

M. Jouhaux nia aussi que la C. G. T. eût fait de la collaboration gouvernementale en allant à la Commission du Travail. « Si accomplir des démarches, précisa-t-il, présenter des observations, formuler des revendications s'appelle collaboration; si, au contraire, comme je le crois le mot collaboration suppose la responsabilité dans la direction politique du gouvernement, cette collaboration, nous ne l'avons jamais faite » (2). M. Jouhaux soutint alors que la majorité confédérale était allée partout où elle aurait considéré que les intérêts ouvriers étaient à défendre.

Et ce fut dans le même esprit que la C. G. T. était allée à la Commission des Allocutions Militaires. La majorité de la C.G.T. avait conscience d'avoir, dans la limite du possible, répondu aux désirs de la masse et elle n'était pas responsable si les affaires n'avaient pas été liquidées plus promptement; elle n'avait mené dans cette enceinte ni lutte de classes, ni collaboration de classes, mais elle avait pris sur des points précis la défense des intérêts ouvriers (3).

(1) Congrès de Paris, 1918, pp. 225-226.

(2) Congrès de Paris, 1918, pp. 225-226.

(3) *Ibid.*, p. 227.

A l'égard de cette participation, M. Jouhaux, une fois de plus, signala au Congrès de Lyon qu'il n'avait fait qu'essayer de s'opposer à l'arbitraire et de combattre tous ceux qui, par rancune politique, par haine de classe, essayaient de ne pas donner à ceux qui les réclamaient les secours auxquels ils avaient droit. « Politique humaine, dit-il, qui n'est ni lutte de classes, ni collaboration, mais simplement humaine ! Est-ce que, par hasard, les militants syndicalistes n'auraient plus le droit d'agir sur le terrain de l'humanité ? Vous ne pouvez pas dire cela, par conséquent, vous ne pouvez pas condamner cette action » (1).

(1) Congrès de Lyon, 1919, p. 231.

II. — LA CONFÉRENCE DE ZIMMERWALD ET LE COMITÉ DE DÉFENSE SYNDICALISTE (C. D. S.)

I

Pour rétablir les relations internationales et pour organiser la propagande de la paix, une Conférence internationale des socialistes et des syndicalistes se tint à Zimmerwald, joli petit village près de Berne, du 5 au 8 septembre 1915. Les syndicalistes minoritaires de France déléguèrent MM. Bourderon et Merrheim pour y assister. Deux manifestes furent élaborés par la Conférence. Le premier disait : « Nous, socialistes et syndicalistes allemands et français, nous affirmons que cette guerre n'est pas notre guerre... Nous prenons l'engagement formel d'agir infatigablement dans nos pays respectifs pour que le mouvement pour la paix devienne assez fort pour imposer à nos gouvernements la cessation de cette tuerie ». Et le second disait : « Nous nous sommes réunis pour renouer les liens brisés des relations internationales, pour appeler la classe ouvrière à reprendre conscience d'elle-même et l'entraîner dans la lutte pour la paix.

« Cette lutte est la lutte pour la liberté, pour la fraternité des peuples, pour le socialisme. Il faut entreprendre cette lutte pour la paix, pour la paix sans annexions ni indem-

nité de guerre. Mais une telle paix n'est possible qu'à condition de condamner toute pensée de violation des droits et des libertés des peuples. Elle ne doit conduire ni à l'occupation de pays entiers, ni à des annexions partielles. Pas d'annexions ni avouées ni masquées, pas plus qu'un assujettissement économique, qui, en raison de la perte de l'autonomie politique qu'il entraîne, devient encore plus intolérable. Le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes doit être le fondement inébranlable dans l'ordre des rapports de nation à nation...

« Ouvriers et ouvrières, mères et pères, veuves et orphelins, blessés et mutilés, à vous tous qui souffrez de la guerre et par la guerre, nous vous crions : par-dessus les frontières, par-dessus les champs de bataille, par-dessus les campagnes et les villes dévastées :

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » (1) !

On considérait que cette conférence de Zimmerwald était la source du courant dont sortirent peu après les partis communistes et la III^e Internationale Communiste.

Dès leur retour de Zimmerwald, les syndicalistes français minoritaires constituèrent un Comité d'Action International, qui, plus tard, prit le nom de Comité pour la Reprise des Relations Internationales, et dans lequel se rencontrèrent des membres du parti socialiste aussi bien que des syndicalistes. « Bientôt, les syndicalistes qui en faisaient partie s'en détachèrent et créèrent le Comité de Défense

(1) Cité par Zevaès dans le *Parti Socialiste de 1904 à 1923*, pp. 165-166.

syndicaliste, pour mener la même propagande, mais dans les milieux syndicalistes seulement et sans compromission avec aucun parti, selon les exigences de la doctrine d'Amiens » (1).

C'était ce Comité qui avait convoqué les syndicats minoritaires en un congrès Confédéral de la C. G. T.; l'activité de ce Comité provoqua ainsi au Congrès Confédéral de la C. G. T., en 1918, un grand débat entre majoritaires et minoritaires.

II

Au Congrès de Paris en 1918, les militants de la majorité de la C. G. T. attaquèrent l'organisation du Comité de Défense syndicaliste créé par les minoritaires syndicalistes. Ils signalèrent que le C. D. S. avait fait de mauvaise besogne, car il avait publié des brochures et fait une propagande qui furent dangereuses à l'Unité Syndicale.

« Je suis certain, remarqua M. Savoie, un militant de la majorité, qu'il y a ici de jeunes camarades, venus tout récemment à l'organisation syndicale, et je ne leur en fais pas reproche, car il faut toujours avoir un commencement dans une action, mais ces camarades, guidés par le C. D. S., ont été enclins, eux qui ne connaissent pas suffisamment les mœurs de nos milieux, l'exagération, le bluff, la démagogie même dans les luttes entre nous-mêmes, dans

(1) Voir Picard, Ouv. cité, p. 152.

les heurts entre personnalités, ont cru que vraiment ce qui était imprimé était une vérité, et aujourd'hui ceux qui sont délégués dans ce congrès sont impressionnés par ces brochures et par cette propagande spéciale du C. D. S. ».

Il ajouta : « Ce n'a pas été la seule; j'ai là le dossier d'une quantité de circulaires que ce Comité a adressées aux organisations, mais il y a surtout autre chose : c'est un rapport qui a été publié par le C. D. S. peu de temps avant la Conférence de Clermont-Ferrand et où, en dernière page, on donnait la nomenclature des membres de Comité Confédéral avec, en regard de chaque nom, des réflexions plus ou moins adroites et plus ou moins malsonnantes, sur la situation militaire des membres du Comité Confédéral » (1).

Puis il conclut que si les minoritaires allaient continuer la propagande et l'action qu'ils avaient faites jusqu'à ce moment et qu'ils prétendaient avoir été bonnes, ils iraient à la scission inévitablement et qu'ils en auraient la responsabilité (2).

De son côté, M. Bidegaray exposa qu'il ne fallait pas créer un Comité Confédéral dans le Comité Confédéral, car, selon lui, au temps où la majorité avait été la minorité, elle n'avait jamais créé de Comité de Défense Syndicaliste pour prouver sa vitalité, elle n'avait pas jugé utile de créer un Comité Confédéral dans le Comité Confédéral; les majoritaires avaient trouvé plus logique avec leur tem-

(1) Congrès de Paris, p. 180.

(2) *Ibid.*, p. 181.

pérablement syndicaliste, de faire de la propagande dans la masse inerte; pour leur faire comprendre leur obligation d'agir pour devenir majorité, ils n'avaient pas employé des moyens à côté, et ils n'avaient pas fondé de Comité plus ou moins de défense. Mais c'était « par l'action loyale, par l'action au grand jour », qu'ils avaient fait comprendre leur tactique, leur attitude, qui était celle que devait prendre la classe ouvrière (1).

En recherchant l'origine du Comité de Défense Syndicaliste, M. Bled remarqua que c'était la Fédération des métaux qui était « le père d'un enfant qui a mal tourné ». Quand on condamne le C. D. S. de façon aussi violemment qu'a fait le Congrès des métaux, exposa M. Bled, quand on flétrit comme il a fait l'action stérile et dangereuse de ce groupement, je déclare que nos amis et moi nous nous associons à la Fédération des Métaux dans cette heureuse et tardive attitude qui a toujours été la nôtre. Mais il ne faut pas venir nous raconter que c'est nous qui avons cominis des fautes dans le passé, que c'est nous qui avons des regrets à formuler, des crimes à expier! Non. La Fédération des Métaux a la paternité, donc la responsabilité du Comité de Défense Syndicaliste » (2).

Et, pour répondre à la critique soulevée par la minorité de ne pas s'être fait représenter à Zimmerwald, la majorité confédérale déclara que la C. G. T. n'était pas allée à

(1) Congrès de Paris, pp. 169-170.

(2) *Ibid.*, pp. 158-159.

Zimmerwald parce qu'elle n'avait rien connu des conciliabules qui avaient précédé la Conférence de Zimmerwald. Les militants de la majorité confédérale n'avaient appris l'existence de la Conférence que lorsque Merrheim et Bourderon s'étaient rendus en Suisse à cette réunion (1).

III

De leur côté, les minoritaires eurent aussi leurs arguments. D'abord, M. Vallet fit savoir qu'en 1915, « les quelques militants renvoyés à Paris, soit réformés, soit pour d'autres motifs, croyaient de leur devoir, en raison de leurs sentiments syndicalistes, c'est-à-dire amoureux du syndicalisme français, ne trouvant pas d'occasion, n'ayant pas les moyens, la possibilité de s'affirmer, de convaincre ceux qui étaient à la tête du mouvement ouvrier, ne pouvant les obliger à suivre le syndicalisme d'avant-guerre, qui à tous les syndicalistes français est cher, devant ces résistances, ils croyaient de leur devoir de créer ce Comité de Défense Syndicaliste » (2).

Puis il nia que jamais le Comité de Défense Syndicaliste eût été un organisme de division, que les événements et la vie du C. D. S. ne le prouvent que trop clairement. Il signala qu'une proposition de division avait été faite,

(1) Congrès de Paris, p. 157 (discours de Bled).

(2) *Ibid.*, p. 176.

mais avait été rejetée comme elle méritait de l'être ; « qu'il n'est jamais entré dans l'esprit des camarades du C. D. S. de faire une scission » ; qu'ils ne la voulaient pas, et ne l'acceptaient pas (1).

Enfin, il remarqua que le C. D. S. disparaîtrait si la C. G. T. s'obstinait à œuvrer, à user immédiatement de son influence en faveur de la paix.

En réponse à M. Bled M. Merrheim déclara : « Si nous avons été le père d'un enfant qui a mal tourné, c'est parce qu'il s'est trouvé des camarades qui avaient une famille à sauvegarder et qui ont étranglé cette famille, ce qui nous a obligés à faire naître un nouvel enfant. Si nous avons pu, (j'en apporterai les preuves tout à l'heure), nous mettre d'accord, même à la fin de 1915, le Comité pour la reprise des relations internationales n'aurait pas été créé. Nous ne l'aurions pas constitué, et le Comité de Défense Syndicaliste n'en serait pas sorti. Seulement vous nous rendrez cette justice, c'est que, dès le mois de juillet 1917, quand l'enfant, comme vous le dites, a commencé à mal tourner, nous sommes intervenus pour lui crier casse-cou et l'empêcher de mal tourner. Nous avons fait notre devoir, comme nous le faisons en 1912 et 1913, contre l'extrême-gauche et l'extrême-droite du mouvement confédéral, car la situation d'aujourd'hui est la même pour nous qu'à cette époque. » M. Merrheim rappela alors qu'à ce moment-là ses partisans adressaient des lettres au Comité de

(1) Congrès de Paris, p. 176.

Défense Syndicaliste, pour protester contre la direction qu'il donnait à son action. « Nous estimons, disaient-ils, et ce n'est pas ceux qui étaient de la majorité avant la guerre qui peuvent nous le reprocher aujourd'hui, (car n'avaient-ils pas constitué le Comité d'Action Directe ?) qu'une propagande par le tract et la brochure était nécessaire » (1). M. Merrheim expliqua au surplus que l'intention de la minorité avait été de faire une propagande qui fit connaître ce que la presse française, même socialiste, avait refusé de faire connaître sur le mouvement à l'étranger et sur la guerre.

Quant à la conférence de Zimmerwald, M. Dumoulin admit qu'à Zimmerwald on avait planté pour les syndicalistes un drapeau, qu'on avait allumé là-bas un flambeau pour ceux qui avaient besoin d'espérer, pour ceux qui n'avaient puisé « ici dans l'atmosphère décevante de la C. G. T. » que le pessimisme, la peur, la haine, et qui avaient senti leur grande impuissance. « Cela a été pour nous, déclara-t-il, la flamme d'espoir à laquelle nous avons rallumé notre foi internationaliste ; nous en avons besoin, car il ne nous suffisait pas, à nous, gens plus humbles, plus modestes, du geste courageux de l'intellectuel Romain Roland. En passant, nous rendons un hommage mérité à ce dernier, mais il nous fallait ce qui nous a été donné par Merrheim et par Bourderon. Ils sont allés là-bas ; qu'importe ce qu'ils ont dit, qu'importe les

(1) Congrès de Paris, pp. 194-195.

paroles échangées : ils ont tendu la main à des camarades d'Allemagne » (1).

Alors M. Dumoulin remarqua que, malgré tout son désir enflammé d'internationalisme, la majorité de la C. G. T. ne s'était pas fait représenter à la conférence de Zimmerwald et que, malgré toutes les affirmations d'internationalisme de la C. G. T., quoique la majorité eût pu exiger des passeports pour aller à Zimmerwald, elle n'avait pas encore pu réussir à satisfaire son culte internationaliste et à « serrer la main aux camarades d'Allemagne ». La C. G. T. n'avait donc pas agi dans le sens de la vraie tradition du syndicalisme français d'avant-guerre.

*
**

LES CONFÉRENCES DES SYNDICALISTES INTERALLIÉS

Le 14 février 1915, les partis socialistes des pays alliés se réunirent à Londres pour discuter de la guerre et de la paix. La C. G. T. française fut invitée et représentée par quatre délégués parmi les douze de la section française de l'Internationale ouvrière.

En juillet 1916, se tint à Leeds une conférence des délégués syndicaux de l'Entente. La C. G. T. y envoya dix représentants. On discuta de questions d'organisation, telles

(1) *Ibid.*, p. 144.

que le transport du Bureau International, et de problèmes de législation internationale du travail.

Les syndicalistes interalliés se réunirent une autre fois à Londres du 10 au 11 septembre 1917.

C'est aussi sur ces participations de la C. G. T. aux Conférences d'Interalliés que les minoritaires élevèrent des critiques.

Parlant à ce moment-là pour la minorité, M. Merrheim déclara que les Conférences interalliées s'étaient associées à une action en faveur de la paix des gouvernements, c'est-à-dire la paix par la victoire et non la paix sans victoire, c'est-à-dire encore l'écrasement de l'un ou de l'autre des belligérants.

« Hélas, s'écria-t-il, la paix par la victoire, nous voyons ce qu'elle est, les Russes la subissent. A l'heure présente, les peuples sont dans cette alternative tragique, après trois ans de guerre, de se trouver à un carrefour où ils n'aperçoivent pas la paix possible sans l'écrasement d'un peuple. Ils sont à ce carrefour terrible, derrière les gouvernements jouant au jour le jour l'existence de leurs pays. Ils se demandent si, demain, ils ne seront pas les victimes, si leur existence de peuple ne sera pas sacrifiée par un de ces coups de chance qui peuvent se produire dans une bataille et donner la victoire à un des belligérants qui ne manquera pas d'en abuser » (1).

Mais, au nom de la majorité, M. Jouhaux remarqua que

(1) Congrès de Paris, p. 215.

les conférences interalliées furent toujours dominées par le même souci d'apporter de la clarté dans l'expression des idées et d'essayer de trouver le terrain sur lequel ils pourraient reconstituer à nouveau l'Internationale (1).

Au Congrès de Lyon, M. Jouhaux constata encore que les majoritaires étaient allés à Londres pour essayer de se mettre d'accord sur un programme, sur une déclaration qui auraient extériorisés de l'ambiance chauvine générale. « Nous allions à Londres, déclara-t-il, pour nous mettre d'accord sur une déclaration qui fût un premier appel en faveur de l'esprit internationaliste » (2).

(1) *Ibid.*, p. 231.

(2) Congrès de Lyon, p. 232.

III. — LA MANIFESTATION DU 21 JUILLET 1919

I

Il avait été décidé, et même de longue date, qu'une manifestation, c'est-à-dire un chômage exceptionnel, devait avoir lieu le 21 juillet 1919 dans les pays de la Quadruple Entente pour protester contre la guerre faite à la Russie et l'appui donné aux gouvernements conservateurs de l'Europe Centrale, pour la démobilisation, et pour réclamer dans tous les pays le retour aux libertés constitutionnelles.

Mais, en France, la C. G. T., jugeant qu'elle ne tenait pas suffisamment ses troupes en main, et craignant de s'exposer à un échec à peu près certain, renonça à la manifestation projetée. Au Congrès confédéral de Lyon (1919), nous voyons les minoritaires syndicalistes reprocher âprement au Comité Confédéral d'avoir consenti à cette renonciation (1).

II

Un militant de la minorité, M. Verdier, rappela d'abord qu'il y avait eu des moments, entre le 1^{er} mai et le mois de juillet, où il aurait été possible au Bureau Confédéral de

(1) Voir Picard, Ouv. cité, p. 212.

se lancer résolument dans l'action, car, à un certain moment, un million d'ouvriers avaient eu l'intention de se lancer dans l'action. Mais les représentants du mouvement confédéral « n'avaient pas à ce moment-là le sens psychologique de l'action » (1).

« Ce moment était passé, ajoutait-il, je rappelle les paroles d'un camarade qui avait dit en manière de contradiction : « Il était trop tard ou trop tôt, lorsque les mineurs lancèrent l'action et lorsque la C. G. T. donna l'ordre aussi pour l'action. » En effet, cela semblait représenter l'esprit incohérent du mouvement en France » (2).

M. Verdier admit aussi qu'il y avait eu au 21 juillet une volonté ferme, un vif désir de passer à l'action, et que le Bureau confédéral avait donc certainement la responsabilité de cet ajournement du mouvement.

Puis M. Monmousseau soutint que la C. G. T. avait fait « la conspiration du silence, s'était rendue complice de l'écrasement de la Révolution Hongroise, de la chute de Bela-Kuhn, du blocus toujours plus serré contre la Révolution Russe. » « Je ne sais pas, moi, dit-il, si l'on pouvait éviter l'étranglement de la révolution; je ne sais pas, moi, si l'on pouvait éviter le blocus; mais, je dis : on devait tout faire pour l'éviter » (3).

M. Lepetit, un autre militant minoritaire, remarqua que l'échec de cette journée du 21 juillet avait eu des consé-

(1) Congrès de Lyon, p. 75.

(2) *Ibid.*

(3) *Ibid.*, p. 51-52.

quences incalculables, parce que cette reculade de la C. G. T. avait dans une certaine mesure fait échouer le mouvement des ouvriers Italiens. Selon M. Lepetit, la C. G. T. avait assumé une terrible responsabilité dans cette journée du 21 juillet, elle avait trahi ses engagements à l'égard du prolétariat anglais, car c'était sur la proposition de la C. G. T. française que les ouvriers Italiens et Anglais s'étaient engagés dans le mouvement et avaient fait des grèves, tandis que la C. G. T. qui avait fait la proposition, était restée inactive (1).

« La conséquence principale du 21 juillet, ajoutait-il, était l'écrasement de la révolution en Hongrie. Les troupes roumaines ont envahi la Hongrie, encadrées par des officiers français ; Beha Kuhn a été mis en fuite ; le mouvement révolutionnaire a été étranglé, et l'on peut dire que la C. G. T. était responsable des « assassinats commis en Hongrie » (2).

M. Lepetit poursuivait en disant que la C. G. T. avait décommandé la manifestation du 21 juillet sans obtenir aucun résultat. « On avait formulé des revendications, qui étaient celles-ci : journée de huit heures, amnistie, paix juste et durable, contre l'intervention en Russie, contre la censure, contre l'état de siège, pour le rétablissement des libertés. Avait-on obtenu sur un seul de ces points de quoi décommander la manifestation du 21 juillet? demanda-t-il » (3).

(1) Congrès de Lyon, p. 160.

(2) *Id.*, p. 161.

(3) Congrès de Lyon, p. 163.

M. Monmousseau établit en outre que le mouvement du 21 juillet 1919 avait été une reprise de l'action syndicaliste sur le passé, parce qu'elle était conforme à l'émancipation du prolétariat, parce qu'elle était normale et naturelle. « Nous avons espéré, dit-il, que ce mouvement du 21 juillet serait un retour sur les actions, les principes du passé, et nous nous sommes tous mis à la besogne, bien que nous sachions tous que la masse des travailleurs ne se lève pas forcément sur un mot d'ordre, mais qu'il faut pour le soulever des éléments jetés dans les cerveaux, à savoir l'esprit révolutionnaire, l'esprit syndicaliste » (1). « Nous reprochons justement, déclara M. Monmousseau, à tous les militants qui ont trempé dans la collaboration de classes, de ne pas avoir créé cet esprit syndicaliste... » (2).

III

Cependant que disait la majorité de la C. G. T. ?

M. Le Troquer expliqua que le Bureau Confédéral avait fait son devoir, que les unions locales, elles aussi, avaient fait tout leur devoir, que bon nombre de militants étaient allés dans les syndicats pour essayer de stimuler le syndicalisme. « Mais qu'est-il arrivé ? demanda M. Le Troquer. C'est que, sur deux millions de syndiqués, les trois quarts lisent *Le Petit Parisien* et *Le Journal*, et ont été empoison-

(1) (2) *Ibid.*, p. 47.

nés par la presse bourgeoise; voilà pourquoi nous nous sommes trouvés devant les événements que nous connaissons ». Il aurait donc fallu faire l'éducation du peuple à ce point de vue; il aurait fallu inciter la masse à venir à la doctrine syndicaliste; on était obligé de reconnaître que ce n'étaient pas des idées qu'il leur fallait, mais des faits (1).

M. Bidegaray, reprenant l'opinion de M. Le Troquer, cita beaucoup de lettres reçues par lui de divers syndicats de cheminots, qui, toutes, avaient déconseillé le mouvement du 21 juillet. Puis, M. Bourderon remarqua que « les syndicats étaient hésitants, que les membres des syndicats qui avaient voté des ordres du jour en avril et en mai précédents n'étaient pas en état d'agir en juillet, à la date fixée par la C. G. T. « C'est cela, camarades, affirma M. Bourderon, la grève avortée du 21 juillet. C'est pour cela qu'il n'y a pas eu de 21 juillet » (2). Ainsi, M. Merrheim avoua que sa grande souffrance était d'avoir connu en France une situation révolutionnaire sans avoir rencontré un esprit révolutionnaire dans la classe ouvrière (3).

Enfin M. Dumoulin exposa crûment les raisons de l'échec. « Il y eut, dit-il, indiscipline de droite et de gauche; les uns venaient de déconsidérer la C. G. T. en juin, par leurs attaques, les autres venaient le 14 juillet de se mêler à la foule nationaliste qui acclamait les maréchaux et l'armée défilant sous l'Arc de Triomphe. Le cartel interfédéral

(1) Congrès de Lyon, p. 59.

(2) Congrès de Lyon, p. 69.

(3) *Ibid.*, p. 186.

eût marché le 12 juillet, mais, partout ailleurs, la C. G. T. n'avait senti que flottement, indécision, tiraillements, faiblesse. En renonçant à la manifestation, la C. G. T. n'a pas trahi, elle n'a fait qu'apprécier justement la situation et ses possibilités » (1).

(1) Congrès de Lyon, pp. 213-214.

IV. — LES GRÈVES DE 1920

I

Les grèves de 1920 furent remarquables en ce qu'elles avaient été une tentative de grève générale révolutionnaire. Le mouvement commença à Lyon, le 6 février. Du 17 au 20 février, le mouvement s'étendit brusquement aux produits chimiques, aux industries électriques et à la métallurgie. Les dockers et les ouvriers du bâtiment dans le Nord et dans le Pas-de-Calais restèrent en grève pendant tout le mois de mars, et, à la fin du même mois, la grève générale fut déclarée dans le textile de cette région et soutenue pendant 24 heures par une grève générale de solidarité (1).

Ces divers mouvements préludèrent à la grève générale des cheminots et des principales industries en France. La première grève éclata le 25 février dans les chemins de fer, et aussitôt les syndicalistes parisiens de tendance révolutionnaire déclarèrent la grève. La C.G.T. décida d'appuyer le mouvement.

Un arbitrage du président du Conseil eut lieu avant le 29 mars, mais cela ne satisfit pas les syndicalistes révolutionnaires. La Fédération des cheminots allait se donner une direction minoritaire, après son congrès national d'avril.

(1) Picard, *Ouv. cit.*, p. 215.

Lors de ce mouvement du 1^{er} mai, la C. G. T. décida d'organiser la nationalisation des grandes industries. Mais le Comité Fédéral des Cheminots avait résolu de rendre effective la grève générale à partir du 30 avril à minuit.

Le gouvernement français procéda à des arrestations, et les compagnies tentèrent d'organiser leurs services.

La C. G. T. donna l'ordre de grève à trois des fédérations composant le cartel : mineurs, inscrits maritimes, dockers, qui devaient cesser le travail le 3 mai (1).

Tous les dirigeants des cheminots étant emprisonnés, un bureau fédéral provisoire fut nommé.

Le 7 mai, la C. G. T. donna l'ordre de grève aux fédérations des métaux, des transports en commun, du bâtiment, de la voiture-aviation, de la fluviale; le 11 mai, les mineurs du Nord et du Pas-de-Calais devaient cesser le travail. Ces ordres furent obéis avec quelque hésitation.

Après deux semaines de lutte, une lassitude visible gagnait les grévistes et les fonds de secours ne se renouelaient pas.

Les plus mauvais renseignements sur la situation gréviste étaient parvenus à la C. G. T. ; elle décida que toutes les corporations venues en aide aux cheminots reprendraient le travail le 22 mai, mais soutiendraient pécuniairement, par une cotisation de 0 fr. 50 par jour et par syndiqué, les cheminots soucieux de continuer leur grève (2).

(1) Picard, Ouv. cit., p. 220.

(2) Picard, Ouv. cit., p. 224.

Cependant la minorité syndicaliste n'appuyait pas cette décision de la C. G. T.

II

Un minoritaire, M. Lorduron, après avoir signalé quelques incidents des grèves de 1920, remarqua que dans tous les cas qui s'étaient présentés, la minorité avait constaté que la tactique suivie par la Commission administrative et le Bureau Confédéral n'avait pas eu lieu en conformité des décisions prises dans les congrès, lesquelles tendaient à provoquer une grève générale; « nous constatons, dit-il, que lancer des vagues successives, c'était arrêter à dessein tout mouvement révolutionnaire, nous disions qu'il n'était pas possible de lancer des vagues dans la lutte, mais qu'il fallait au contraire soulever un mouvement général pour pouvoir arriver à une solution efficace » (1). Or M. Barthe, un autre minoritaire, avoua qu'il n'avait jamais eu confiance en la majorité confédérale pour marcher carrément par l'action. M. Barthe se souvint qu'un jour, des militants de la majorité étant avec lui, ils avaient demandé à la Fédération du bâtiment à parler à leur camarade M. Jouhaux, ils lui posèrent la question, et il leur déclara que la grève avait été lancée dans un moment qui n'était pas favorable, il dit « les Chambres sont en vacances »; il déclara finalement que « si seulement le Conseil économi-

(1) Congrès d'Orléans, p. 98.

que du Travail était reconnu, ce serait une belle victoire ». Mais M. Barthe n'y croyait pas. « On a lancé, s'exclama-t-il, un million de grévistes pour faire reconnaître le Conseil économique du Travail ». Il n'approuvait pas ce geste du mouvement du Bureau de la C. G. T. (1). Il n'avait pas confiance en la C. G. T.

Puis M. Roubaud précisa que, pendant les grèves de mai, on avait préparé la grève par paliers, que la grève générale seule aurait permis aux ouvriers de mettre en action toutes leurs forces pour ébranler les forces capitalistes, tandis que la grève par paliers avait permis au gouvernement de se ressaisir, et de faire face aux « vagues d'assaut ». « Nous avons été obligés, dit M. Roubaud, de constater que certaines organisations n'étant pas touchées par le mouvement de grève, les camarades des autres organisations ne pouvaient pas concevoir, ne pouvaient comprendre qu'eux devaient faire grève, alors que d'autres devaient continuer à travailler. Cela est un fait. A Marseille, dans la réunion du 2 mai, où furent rassemblés tous les secrétaires et délégués, nous avons dit aux camarades que bien que la grève générale n'eût peut-être pas donné les résultats que nous attendions, elle aurait permis au premier abord de constater ou l'échec ou la réussite du mouvement par les troupes qui auraient répondu à notre appel; cela nous aurait surtout permis d'éviter, par le temps que nous traversons, de maintenir certaines organisations en grève pen-

(1) Congrès d'Orléans, pp. 44-45.

dant vingt jours, ce qui a amené une grande misère, de grandes privations dans la famille ouvrière, et c'est pour cela que nous ne pouvons comprendre que réellement, lorsqu'on se dit imbu de principes révolutionnaires, on tente par tous les moyens d'éviter le but que nous cherchons à atteindre » (1).

La minorité accusa donc la C. G. T. d'avoir, lors des grèves de mai 1920, produit la démoralisation qui causa l'échec du mouvement. « Si le Nord et l'Ouest, écrit M. Alombre à la *Vie Ouvrière*, n'avaient été chloroformés par les endormeurs du syndicalisme démocratique, formant majorité à la C. G. T., nous aurions peut-être connu un mouvement se déroulant tout autrement et nous permettant alors de parler d'autre chose que d'un échec » (2). Selon la minorité, la C. G. T. avait donc la responsabilité de l'échec des grèves de 1920.

III

D'autre part, M. Dumoulin remarqua que la C. G. T. n'avait fait que suivre, comme elle avait fait pour les autres corporations, le mouvement des cheminots, avec la plus entière sympathie; qu'elle avait enregistré, comme elle avait dû le faire, toutes leurs conquêtes corporatives de salaires, d'amélioration de conditions de travail.

(1) Congrès d'Orléans, p. 53.

(2) *La Vie Ouvrière*, n° 57, 4 juin 1920.

« Quand la grève se déroule, ajoutait-il, nous réalisons notre accord, nous le soudons par des manifestes communs. Nous réalisons l'accord sur l'objet, sur le but et sur la tactique de la grève. C'est d'accord avec vous, avec vos camarades responsables, que la tactique de vagues successives a été adoptée. C'est ensemble que nous sommes convenus que nous pourrions remporter la victoire dans ce pays. Mineurs, marins, dockers et cheminots paralysaient la vie économique. Il n'était pas nécessaire, vous l'avez reconnu avec nous, d'ajouter d'autres forces dans la bataille. Il suffisait que l'on ne remontât plus de charbon, qu'on ne déchargeât plus de navires, que l'on ne transportât plus de marchandises — c'est là la base de notre accord, et c'est sur cette base que la grève s'est déroulée. Si la grève des cheminots avait été totale, nous aurions remporté la victoire, la grève des cheminots n'a pas été totale, parce qu'elle a été conçue dans l'esprit de doute » (1).

M. Dumoulin estimait ainsi que les causes de l'échec du mouvement étaient multiples. D'abord, parce que toutes les forces avaient été coalisées contre le mouvement : forces de réaction, forces de presse, forces d'indifférence, forces d'impréparation, « forces contre lesquelles aucune propagande suffisante n'a été faite sur les réseaux, particulièrement sur ceux du Nord et de l'Est. » Puis, « Il a suffi, dit M. Dumoulin, que l'on gonflât Paris de victuailles, il a suffi que les trains de tous réseaux amenassent à Paris les pri-

(1) Congrès d'Orléans, p. 167.

meurs et les fruits et que le coût de la vie baissât sur le marché parisien à l'origine du mouvement, pour que Paris, qui prétendait être révolutionnaire, se soit affalé devant ces vivres ! C'est Paris pris par le ventre et par l'égoïsme ! C'est vous, représentants des syndicats révolutionnaires parisiens qui avez été obligés de faire cette constatation que la province majoritaire, dans le midi, sur le réseau du midi, était abandonnée par les troupes révolutionnaires des syndicats parisiens » (1). Telles étaient donc les causes réelles de l'échec des grèves de 1920.

Selon M. Rey, pendant les grèves, la C.G.T. avait bien marché, mais la Fédération des cheminots elle-même n'avait pas été capable de le faire. M. Rey rappela que, dans *la Vie Ouvrière* du 21 mai, était inséré un article dans lequel on disait que l'échec n'était pas l'échec de la minorité révolutionnaire, mais l'échec de la majorité de la C.G.T. Contre cette opinion, M. Rey riposta : « Ah ! s'écria-t-il, c'est peut-être votre opinion que la C.G.T. a été incapable de collaborer au mouvement que vous aviez pris l'initiative de déclencher, mais je suis bien obligé de faire la comparaison entre les possibilités d'action lors de la grève de mai, la possibilité d'action de la C.G.T. et la possibilité d'action de ceux qui étaient à l'origine même du mouvement. Je suis bien obligé de constater que, s'il y a eu énormément de défections dans la Fédération des cheminots, il y a eu, tout au moins à la C.G.T., des corporations qui ont

(1) Congrès d'Orléans, p. 167.

marché unanimement. Quand on vient dire que des fédérations comme celle des mineurs, comme celle des inscrits maritimes, comme celle des dockers et même des transports en commun, sont des fédérations de « jaunes », j'ai le droit de demander si nos camarades mineurs du Nord ont fait figure de « jaunes », alors qu'ils refusaient de travailler pendant que les trains de charbon continuaient à circuler ; j'ai le droit de demander s'ils ont fait figure de « jaunes », nos camarades inscrits maritimes, qui s'imposaient, après la grève, un chômage pour ne pas participer au transport des munitions et du matériel à destination des armées contre-révolutionnaires de la Pologne ? C'est cela que vous appelez faire œuvre de « jaunes » ? Eh bien ! je dis qu'il y a une C.G.T. qui a marché hors de la grève, et qu'il y a une fédération qui a été incapable de la faire. Ce sont les cheminots du nord et les cheminots de l'Est, la région de Besançon, la Région de Dôle..... toute cette région n'a pas marché pour la grève, alors qu'elle l'avait votée » (1).

Puis M. Bourderon démontra que, si les vagues d'assaut successives n'étaient pas ce qu'elles auraient dû être, à supposer qu'il était nécessaire de faire une grève générale, il fallait au moins l'organiser et la concerter (2). Mais les forces des grévistes n'avaient malheureusement pas été coordonnées. D'ailleurs la grève générale n'aurait pas permis d'aboutir à un résultat plus tangible, car, avec ce caractère ipso facto révolutionnaire, et si l'on descendait dans la

(1) Congrès d'Orléans, p. 58-59.

(2) *Ibid.*, p. 77.

rue, on aurait opposé des bâtons aux mitrailleuses et aux canons qui auraient été dressés. « Il s'agit de savoir, dit M. Rey, si vous considérez que ce mouvement de grève générale aurait dû revêtir une forme révolutionnaire, violente, ou s'il devait rester un mouvement de grève générale, au cours duquel les ouvriers seraient restés chez eux sans travailler. Si vous admettez la deuxième hypothèse, si vous admettez que ce mouvement de grève générale n'aurait pas dégénéré en lutte violente dans la rue, alors je pose cette question : si vraiment le gouvernement aurait été amené plus vite à céder ? De quoi s'agissait-il à ce moment, en présence d'un gouvernement décidé à la bataille, à la résistance jusqu'aux dernières limites possibles ? Il s'agissait de déterminer un arrêt total de la vie économique du pays, et vous avez bien senti dès le début que cet arrêt total était impossible, puisque les premiers lancés dans la bataille ont fait défection dans la proportion de 50 pour 100 » (1).

(1) Congrès d'Orléans, pp. 66-67.

V. — L'ORGANISATION
DU CONSEIL ÉCONOMIQUE DU TRAVAIL (C. E. T.)

I

C'était pour la nationalisation industrialisée, c'est-à-dire la remise entre les mains des producteurs et des consommateurs associés des moyens de production et d'échange dont ils ont été dépossédés au profit de quelques-uns, que la C.G.T., après la décision du Congrès de Lyon (1919), créa un conseil Economique du travail. Ce C.E.T. se composait des délégués de la C.G.T., des représentants de la Fédération des fonctionnaires, de la Fédération des coopératives de consommation et de l'union Syndicale des techniciens, de l'industrie, du commerce et de l'agriculture (l'Ustica) (1).

Nous allons assister dans les Congrès Ouvriers à un grand débat entre la majorité et la minorité sur ce problème de l'organisation du Conseil Economique du Travail.

II

Il y eut beaucoup de militants minoritaires qui critiquèrent sévèrement le Conseil Economique du Travail. Ce fut M. Julienne qui précisa que les nationalisations

(1) Picard, Ouv. Cit. pp. 181-197.

n'étaient qu'un moyen terme, qu'elles n'étaient qu'une étape sur la route, que les syndicalistes révolutionnaires ne pouvaient pas la prendre comme but définitif de leur action dans cette direction.

Du moment que la nationalisation aurait remis les services publics entre les mains de délégués ouvriers, de délégués patronaux, d'agents divers et aussi de certains membres du gouvernement, il apparaissait déjà que les représentants du travail y seraient dans une minorité bien déterminée, et qu'il leur aurait fallu, par conséquent, avoir en face d'eux « des gens prêts à abdiquer leurs droits, des gens prêts à trahir les intérêts de leur classe pour obtenir quelque chose ».

M. Julienne ajouta que les nationalisations n'étaient pas réalisables dans le cadre de la société telle qu'elle était constituée. Qu'il fallait que l'on y changeât quelque chose pour qu'elle pussent jouer librement. Qu'il fallait alors forcément qu'on employât « un moyen violent, tel que la grève générale dans le pays » (1).

M. Marchaud, un autre minoritaire, après avoir donné lecture d'un passage de l'ordre du jour du Congrès de Lyon (2), constata que l'ordre du jour de Lyon ne prévoyait

(1) Congrès de Lille, pp. 111-112.

(2) Dans l'ordre du jour du Congrès de Lyon, il était question du C. E. T. en ces termes : « Le mouvement syndical a dû envisager les solutions qui s'imposent sans délai. Il n'en saurait trouver de plus urgentes, de plus nécessaires que celle de la nationalisation industrialisée, sous le contrôle des producteurs et des consommateurs, des grands services de l'économie moderne : les transports terrestres et maritimes, les mines, la houille blanche, les grandes organisations de crédit ».

pas non plus une collaboration avec le capitalisme. Selon lui, les projets de nationalisation ne parlaient que du contrôle des producteurs et des consommateurs. Qu'il n'était pourtant pas question de « mêler à cela le gouvernement, les actionnaires, ni de leur donner des jetons de présence, ni de leur laisser la majorité de direction « comme cela existe dans les projets de nationalisation déposés par le Conseil Economique du Travail » (1).

« Le Conseil Economique du Travail, écrit M. Launat (2), entend conserver les principes essentiels de l'ordre capitaliste — la propriété individuelle et indéfiniment héréditaire, et, dans une large mesure même, la liberté économique ; le projet de direction générale de l'économie nationale se borne à fédérer toutes les branches de l'activité capitaliste et à les confédérer en un vaste trust national de la production aux mains du grand patronat, sous la garantie illusoire d'une participation ouvrière que les capitalistes intelligents sont loin de redouter et qu'ils souhaitent même, afin de couvrir leurs privilèges d'une apparence de légitimité et d'en perpétuer les abus ».

Le système du C.E.T. n'apportait donc aucun avantage matériel ni moral à la classe ouvrière. C'est M. Lartique qui expliqua que le projet du C.E.T. ne parlait pas de la représentation de l'industrie devant les consommateurs, qu'il ne parlait pas de la suppression de la liberté du commerce et,

(1) Congrès d'Orléans, p. 27.

(2) Dans une lettre de démission au C. E. T., publiée dans *La vie ouvrière*, n° 61, 2 juillet 1920.

« si vous tenez compte de ce fait, dit-il aux majoritaires, vérifiez que lorsque par exemple le bétail a diminué de prix dans le midi, vous le payez aussi cher dans les villes. Il faut que nous en recherchions les raisons. Ces raisons, ce sont les intermédiaires qui se glissent entre le producteur et le consommateur, et, lorsque, réformant certaines parties de la production, vous aboutirez à la base à une diminution, laissant substituer le mercantilisme, vous n'aurez pas obtenu pour les consommateurs une diminution sensible, probablement même pas de diminution du tout, de sorte que vous aboutissez fatalement, avec le système du Conseil Economique du Travail, à n'apporter aucun avantage matériel à la classe ouvrière » (1).

Puis il ajouta que ce projet du C.E.T. n'apportait pas non plus d'avantage moral à la classe ouvrière. D'abord parce qu'il y avait dans le C.E.T. un tiers de représentation de grandes institutions de l'Etat adaptables à la société actuelle, et que l'Etat resterait tel qu'il était, « c'est-à-dire que son premier acte de représentation sera évidemment dirigé contre la classe ouvrière et contre ses représentants ». Dans la deuxième partie de la représentation du C.E.T., il y avait beaucoup plus de représentants des Chambres de commerce que de coopérateurs, « c'est-à-dire, beaucoup plus de représentants du capitalisme, de la bourgeoisie, que de la classe ouvrière ». Dans le troisième tiers, les travailleurs manuels. Mais les techniciens, dit M. Lartique, étaient

(1) Congrès d'Orléans, p. 248.

aussi pour les bourgeois. Par conséquent, les deux ou trois représentants de la C.G.T. de la classe ouvrière « seront noyés, ils n'obtiendront rien et ils se décourageront ». On ne pouvait ainsi retirer aucun avantage moral de cette constitution du C. E. T. (1).

M. Lartigue voulut donc que la C. G. T. suivît une ligne générale d'orientation qui aurait permis d'amener la classe ouvrière de la France à être révolutionnaire dans un délai très bref (2).

De plus, dans le Conseil Economique du Travail et dans la Nationalisation industrialisée, d'après M. Launat (Congrès d'Orléans), le Bureau Confédéral avait agi contrairement aux intérêts de la classe ouvrière. Car la C. G. T. avait complaisamment ouvert la porte à « des adversaires de la lutte de classe, à des représentants de la bourgeoisie » (3), par contre, elle l'avait bien difficilement entr'ouverte « à ceux (4) que même les majoritaires savaient animés de sentiments socialistes profonds et d'idées hardies » (5).

Puis M. Launat s'opposa à la direction des techniciens dans le C.E.T. Dans un C.E.T. réorganisé, il aurait fait appel au concours des techniciens de l'industrie, mais il aurait refusé de leur abandonner la direction des travaux. Car M. Launat considérait que l'ingénieur ne pouvait pas

(1) Congrès d'Orléans, p. 248.

(2) *Ibid.*, p. 249.

(3) C'est à MM. Gide et B. Lavergne qu'il fait allusion.

(4) C'est à MM. Corcos, Bloch et G. Mauranges qu'il fait allusion.

(5) Congrès d'Orléans, pp. 83, 84, 85.

éprouver tous les sentiments de la classe ouvrière, qu'il lui faudrait souffrir dans son âme et dans sa chair pour être prolétaire conscient, pour épouser toutes les passions et les colères de la classe ouvrière. Selon l'opinion de M. Launat, les syndicalistes révolutionnaires sont ceux qui condamnent le droit de propriété, le principe de l'héritage etc., mais les techniciens de l'industrie ne vont pas aussi loin ; « ils ont l'ambition plus modeste de replâtrer l'édifice croulant du capitalisme et ils ont réussi à vous gagner à leurs vues. » (1).

« Quant aux coopérateurs, ajoute M. Launat, ils ont joué un rôle particulièrement influent au sein du C.E.T. Comme ils étaient hostiles à l'expropriation du capitalisme, on évitait de se mettre d'accord avec les autres membres du Conseil Economique du Travail » (2).

M. Launat soutient donc que les techniciens collaborateurs à titre consultatif étaient approuvables ; mais que les décisions du C.E.T., seuls des syndiqués affiliés à la C.G.T. devaient les prendre au sein du Comité directeur ; seuls, des représentants de la classe ouvrière salariés devaient faire partie de ce Comité directeur.

Il estime en outre qu'il est évident que la première question que le C.E.T. aurait dû se poser était celle-ci : que deviendraient les syndicalistes, une fois les maîtres ? Devraient-ils racheter les entreprises capitalistes ? Si la classe

(1) Congrès d'Orléans, p. 86.

(2) *Ibid.*, p. 87.

ouvrière le voulait, le pouvait-elle ? Ou bien devait-elle simplement exproprier le capitalisme, comme le demandait la résolution d'Amiens ? Ou y avait-il encore d'autres méthodes d'expropriation ?

« Vous savez comment, dit-il aux majoritaires, le Conseil Economique du Travail doit, pour son compte avoir résolu le problème. On rachètera. C'est bien simple. Mais avec quoi ? On amortira le capital, on remboursera toute la valeur des entreprises nationalisées en prélevant chaque année, pendant 70 ou 75 ans, une annuité de rachat sur les bénéfices. Mais, pardon ! Et celles des entreprises qui, d'après vos propres théories sont appelées à ne pas faire de bénéfices, comme les chemins de fer ? Eh bien : dans ce cas, l'Etat viendra à la rescousse, c'est-à-dire le budget de la nation, c'est-à-dire vous et moi !

« Ainsi, pendant deux générations, la nation assumera des impôts pour assurer des rentes aux capitalistes et pour leur rembourser la valeur des entreprises nationalisées.

« Je laisse de côté la question au point de vue de la stricte justice, et je prie le Congrès de revenir à cette objection pratique : où trouverez-vous l'argent pour racheter ? » (1).

M. Launat se contenta de ce que personne n'avait répondu à cette question.

En conséquence, il constata que le problème était insoluble par les voies que la majorité de la C.G.T. avait proposées ; qu'il n'y avait qu'une voie, qu'une solution qui fût

(1) Congrès d'Orléans, p. 90.

ouverte, exproprier d'abord le capitalisme pour cause d'intérêt général ; on examinerait ensuite comment il était possible de désintéresser, dans une certaine mesure, ceux qui auraient été lésés par l'expropriation (1).

D'ailleurs, écrit M. Launat (2), le principe du rachat devait être écarté en droit et en fait. En droit, la classe ouvrière ne saurait admettre, sans une abdication totale de son idéal traditionnel, la situation intégrale des détenteurs de capitaux constitués, pour la plus large part, par les profits illégitimes prélevés sur le produit du travail d'autrui, et en fait le rachat des entreprises même par voie d'amortissements était absolument impraticable. Les syndicalistes révolutionnaires devaient donc combattre le principe du rachat et défendre « celui d'une indemnité d'expropriation consistant dans l'attribution, aux anciens propriétaires, d'un simple droit d'usufruit, pendant un laps de temps qui ne pourra dépasser en aucun cas la durée moyenne de deux générations ».

Puis M. Barthe dit que le Conseil Economique du Travail ne reflétait pas la pensée révolutionnaire : « Dans ce Conseil dit-il, où la C.G.T. est faiblement représentée, le travail que l'on y fait ne peut pas servir pour un but révolutionnaire, puisqu'on dit qu'il faut produire pour relever la situation économique du pays ». Selon M. Barthe, si les syndicalistes français étaient véritablement révolutionnaires, ils ne de-

(1) Congrès d'Orléans, p. 90.

(2) *La vie Ouvrière*, n° 62, juillet 1920.

vraient pas collaborer dans ce Conseil Economique, mais ils devraient dire : « Il ne faut pas produire, pour que le capitalisme puisse disparaître ! » (1) Car la surproduction dans le régime capitaliste ne pouvait avoir d'autre fin que de consolider la société capitaliste. « Le bénéfice du patron, remarque M. Girault, est égal à P-S (salaire). Il y a donc une différence. Vous voulez surproduire en régime capitaliste ? Vous allez augmenter les deux membres de l'inégalité, vous allez augmenter le bénéfice patronal, en admettant même que vous augmentiez le salaire et alors vous donnez de plus en plus de force à vos ennemis et vous amoindrissez sans cesse la classe ouvrière ». (2)

Ce fut pour toutes ces raisons et d'autres semblables que la minorité s'opposa fermement à la politique de la majorité de la Confédération Générale du Travail.

III

Mais le principe du Conseil Economique du Travail fut fortement soutenu par MM. Jouhaux, Merrheim, et d'autres majoritaires de la C.G.T.

M. Jouhaux précisa d'abord que le Conseil Economique du Travail était une institution de la C.G.T., créée par les syndicalistes et contrôlée par eux ; qu'elle recevait ses di-

(1) Congrès d'Orléans, p. 44.

(2) *Ibid.*, p. 47.

rectives d'eux-mêmes. « Quand vous venez dire, dit M. Jouhaux aux minoritaires du Congrès, que ce sont MM. Bernard Lavergne et Gide qui ont présidé à l'élaboration des principes sur lesquels nous avons établi nos projets de nationalisation, vous mentez ! » M. Jouhaux expliqua que la conception de Bernard Lavergne était la conception des coopératives de consommation, laquelle prétendait que l'ensemble des manifestations sociales devait être dominé par une représentation consommatrice. Or cette idée-là, la C. G. T. n'avait pu l'accepter, elle l'avait repoussée, cependant elle ne l'avait pas disqualifiée, parce que cette idée provenait de gens qui, sur un autre terrain, par d'autres voies, menaient la même lutte pour aboutir aux mêmes résultats ; que la C. G. T. n'avait donc pas le droit de les disqualifier, même quand elle ne pensait pas comme eux(1). Ainsi le Conseil Economique du Travail était une organisation rationnelle de la production. Il était conçu d'après des principes qui étaient le contraire de la collaboration de classes, des principes qui se rapportaient aux nécessités devant lesquelles la C. G. T. se trouvait, et en tenant compte de l'expérience faite dans les autres pays (2).

Puis M. Jouhaux fit observer que la nationalisation dont on avait parlé depuis plus d'une cinquantaine d'années, avait été ou bien un monopole fiscal, ou bien une augmentation de la puissance coercitive de l'État. C'était alors

(1). Congrès d'Orléans, p. 202.

(2). Congrès d'Orléans, p. 203.

l'Etat qui avait mis la main sur une partie de la production, et qui, pour ses intérêts politiques, avec ses moyens politiques, avait prétendu la diriger. Mais la nationalisation de la C. G. T., elle, était contre celle de l'Etat. La C. G. T. ne voulait pas laisser remettre entre les mains de l'Etat une force plus grande qui venait augmenter sa force de coercition. La C. G. T. ne voulait pas non plus laisser se constituer une fois de plus des groupes particuliers de travailleurs en dehors de la classe ouvrière prise dans sa généralité. Ce qu'elle voulait, c'était remettre les moyens de diriger la production entre les mains de la représentation des intérêts généraux de la collectivité. Sa formule, ce n'était pas l'Etat propriétaire, ce n'était pas la corporation propriétaire, c'était la collectivité maîtresse de ses destinées. « Notre formule, affirma M. Jouhaux, c'est la collaboration des producteurs et des consommateurs. Et quand vous m'avez prouvé que ce n'est pas un principe socialiste, ce mot entendu dans le sens général, quand vous m'aurez prouvé que ce n'est pas là un principe de transformation sociale, alors, vous aurez raison. Jusque là, taisez-vous ! » (1).

M. Jouhaux expliqua encore que c'étaient des conquêtes que les socialistes estimaient indispensables pour hâter l'avènement de la transformation sociale ; que ce que la majorité voulait, c'était remettre entre les mains des ouvriers une part de contrôle, qui leur permettait de faire

(1) Congrès d'Orléans, p. 204.

l'apprentissage nécessaire de la direction des affaires économiques et sociales des nations ; que, conformément à sa doctrine de toujours, la majorité voulait que les ouvriers prissent dans la pratique les connaissances qui leur étaient indispensables pour réaliser leur mission historique ; et qu'elle voulait associer dans un même effort de libération les techniciens, les ouvriers, les intellectuels pris dans leur généralité et dans leur pensée élevée. « C'est cette expérience sociale que nous voulons tenter, affirma Jouhaux, et si cette expérience est considérée par vous comme une action contre-révolutionnaire, il faut essayer de le prouver autrement que par des accusations injustifiées et des propos paradoxaux. Nous n'en sommes plus à l'époque où notre mouvement bataillait seulement sur le terrain de la doctrine. Nous sommes, pour employer la formule populaire, à pied-d'œuvre ; nous sommes au pied du mur et nous devons montrer que notre prétention à accéder à la direction des affaires est une prétention qui se justifie et qui se légitime. Alors il faut que le Conseil Economique du Travail, tout en poursuivant la réalisation idéale de notre revendication sociale, apporte sur le terrain pratique, dans le mouvement présent, des solutions conformes aux intérêts généraux de la collectivité » (1).

M. Jouhaux s'appliqua à exposer que ce que voulait la majorité, c'était que l'antagonisme, qui depuis l'origine des âges avait dressé l'un contre l'autre ceux qui travaillaient

(1) Congrès d'Orléans, p. 206.

par la pensée et ceux qui travaillaient par les muscles, disparût ; qu'elle voulait associer l'effort cérébral à l'effort musculaire dans le sens de l'intérêt général. « C'est cette pensée, dit-il, que nous voulons réaliser, et vous êtes criminels, quand vous essayez de diminuer la valeur d'un des efforts produits ! Non ! il n'y a pas supériorité, mais il n'y a pas non plus infériorité, et, de même que nous sommes dressés contre l'exploitation patronale arbitraire, inhumaine, anti-sociale, je me dresse et je me demande aux intellectuels de se dresser avec moi contre la subordination de leur pensée à la pensée des ouvriers » (1).

M. Jouhaux affirma enfin que l'effort de continuité dans la transformation sociale ne pouvait être que le fruit de l'harmonie entre ces deux éléments essentiels de progrès et de transformation, que le Conseil Economique du Travail n'avait pas d'autre idéal que celui-là.

Quant à la question de production en régime capitaliste, M. Merrheim n'était pas d'avis de dire aux travailleurs qu'ils devaient saboter la production en régime capitaliste : « Je me refuse, pour moi, à dire à l'ouvrier de ne pas produire, et c'est cependant ce que vous serez obligés de faire, si vous adoptez la thèse communiste. Vous devez exciter le peuple, faire appel à toutes les haines, à la haine du travail comme à toutes les autres. Et dire aux masses : « Il ne faut pas produire », c'est faire appel à la haine du travail, c'est créer dans le cœur, dans la pensée du tra-

(1) *Ibid.*, p. 207.

vailleur, croyez-le bien, un état d'esprit tel que, en période révolutionnaire, quand vous serez maîtres du pouvoir, ce jour-là la classe ouvrière, à « qui vous demanderez un effort plus grand de production, ne comprendra pas et vous dira qu'il n'est pas nécessaire de produire, puisque vous lui avez dit si souvent et si longtemps que la production devait être diminuée, n'avait pas besoin d'être intensifiée pour augmenter le bien-être général » (1).

Selon M. Merrheim la production est la base de toute société, même d'une société en proie à la révolution. L'organisation du Conseil Economique du travail est donc tout à fait nécessaire.

(1) Congrès d'Orléans, pp. 390-391.

VI. — LE BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL ET LE VOYAGE
A LA CONFÉRENCE DE WASHINGTON

I

Le Bureau International du Travail fut créé après la réclamation formulée par la Conférence Internationale Ouvrière, qui se tint à Berne du 5 au 9 février 1919. Ce Bureau est une partie intégrante de la Société des Nations et il est considéré comme un véritable parlement international et interprofessionnel du travail.

La Conférence de Washington de 1919 fut convoquée en vertu de traité de Versailles, pour constituer l'organisation permanente du travail, prévue dans ses articles 387-427 (1). La C. G. T. française y fut représentée.

Sur ces deux événements, les opinions des majorités et des minorités étaient aussi différentes que sur les autres problèmes.

II

Critiquant la tendance majoritaire, M. Mayoux montra d'abord qu'il y avait dans la commission du Bureau International du Travail douze représentants des gouverne-

(1) Picard, (O. C.), p. 201.

ments bourgeois, six représentants des patrons et six représentants ouvriers. Ainsi composée, quelle que fût la valeur de ces délégués, on n'empêcherait pas que ces missions « étaient composées de dix-huit représentants de la classe bourgeoise, contre six de la classe ouvrière » (1). Par conséquent, cela était dangereux pour la classe ouvrière.

« Nous ne sommes pas d'accord avec vous, dit M. Mayoux, quand vous dites que le Bureau de la C. G. T. ne fait pas dans le B. I. T. de la collaboration de classes, mais qu'il fait de l'action révolutionnaire. Six représentants de la classe ouvrière, contre dix-huit représentants de la classe bourgeoise au travail, cela ne constitue pas une action révolutionnaire » (2). C'était justement là de la collaboration de classes (3), car la C. G. T. a participé officiellement avec les représentants patronaux et avec des représentants gouvernementaux, et ainsi elle a collaboré continuellement avec les bourgeois. « Je dis, précisa M. Frago, que la C. G. T. fait de la collaboration de classes, et cela on ne peut le nier, parce que c'est une collaboration de classes constante et suivie de réunions périodiques, à des dates fixées, que de se trouver en face de gens de diverses classes; je dis que c'est en cela que gît la collaboration, et que la C. G. T. apparaît comme un rouage gouvernemental; je considère que, avec ce rouage gouvernemental,

(1) Congrès d'Orléans, p. 275.

(2) *Ibid.*, p. 275.

(3) *Ibid.*, p. 285 (discours de Frago).

législatif, la C. G. T. perd toute sa force morale et son appellation révolutionnaire » (1).

Quant à la Conférence de Washington, M. Barthe considéra que la C. G. T., en allant à la Conférence de Washington, faisait du mal à la Révolution russe. Il déclara que si le Bureau Confédéral de la C. G. T., mandaté par le Comité Confédéral national français, se rend à Washington aux frais du gouvernement français, et y collabore avec « les assassins de la République russe », il ne fera pas par là de la lutte de classes. M. Barthe constata qu'« on est allé à Washington juste au moment où la Révolution russe était près de sombrer ». A ce moment-là, il lui semblait que les secrétaires de la C. G. T. auraient dû rester à Paris, pour prendre position contre les gouvernements alliés », qui assassinaient la Révolution russe ». Il estima encore que l'on ne devait pas y aller, puisqu'on s'était déclaré solennellement pour la lutte de classes et pour la Révolution, que l'on ne devait pas non plus aller à Washington discuter avec les patrons, les assassins du peuple russe et les assassins des ouvriers qui se sont fait massacrer pendant la guerre (2).

Au surplus, remarqua M. Roubaud, « si réellement, nous voulons faire de la lutte de classes, pouvons-nous accepter qu'un gouvernement bourgeois nous paie nos frais en vue de défendre la cause du prolétariat? Je ne le pense pas,

(1) *Ibid.*, p. 286.

(2) Congrès d'Orléans, p. 44.

car, si nous faisons réellement de la lutte de classes, il est positivement inadmissible que nos adversaires nous donnent le bâton qui nous permettra de les battre » (1).

III

Quelle était alors l'opinion de la majorité?

Selon M. Dumoulin, quand on discute au Parlement des lois ouvrières, des lois sur les retraites, on ne considère pas cela comme une collaboration de classes. De même la C. G. T. n'avait pas fait de collaboration de classes à la Conférence de Washington ou dans le Bureau International du Travail, parce qu'elle n'avait fait autre chose que ce que le parti socialiste faisait tous les jours à l'intérieur du Parlement. « Quand nos camarades se disputent, proposent, défendent et revendiquent au sein du Bureau International du Travail, ils ne font qu'appliquer ce que vous faites au parlement, du point de vue ouvrier » (2).

Pour justifier le voyage à Washington, M. Rey déclara que les six délégués de la C. G. T. qui étaient allés à Washington, n'avaient pas été indispensables pour mener la campagne en faveur de la Révolution russe. « Quoi! dit-il, il suffirait que six militants Confédéraux ne fussent plus en France pour que nous soyons incapables d'action! » Mais M. Barthe, de la minorité, intervenait en disant que les mi-

(1) *Ibid.*, p. 52.

(2) Congrès d'Orléans, p. 175.

litants qui étaient partis étaient les secrétaires confédéraux, et que dans une situation révolutionnaire, telle qu'elle existait en raison de la situation de la Russie, les secrétaires confédéraux devaient rester à leur poste pour une action éventuelle. Mais M. Rey maintenait encore qu'au moment même où les six militants confédéraux étaient absents, à ce moment-là, la commission administrative engageait une campagne en faveur de la Révolution russe, qu'une tournée de réunions avait été faite (1).

Puis M. Jouhaux fit remarquer que le Congrès de Lyon, en adoptant le rapport moral, leur avait donné l'autorisation nécessaire pour se rendre à Washington. Il estima aussi que la Conférence Internationale de Washington ne pouvait pas se rabaisser au niveau d'une simple discussion de doctrine; qu'elle avait affaire à une question humaine; que celle-ci dominait toutes les doctrines, et que c'était par là qu'elle prenait son caractère social. « C'est cela que vous ne voulez pas comprendre, dit M. Jouhaux aux minoritaires, c'est cela que vous ne voulez pas saisir. Ce que vous ne voulez pas voir, c'est que, s'il vous est possible, à vous, dotés d'organisations syndicales, de défendre vos conditions de salaire et vos conditions de travail, il y a par le monde des millions et des millions de travailleurs réduits à l'esclavage, ne jouissant d'aucune liberté. Ceux-là, comme vous, ont droit à l'existence; ceux-là, comme vous, doivent vivre, et vous leur devez votre solidarité agissante.

(1) Congrès d'Orléans, p. 65.

Ce sont ceux-là que nous sommes allés défendre à Washington » (1).

C'était donc cette question « profondément humaine » que la C. G. T. française était allée défendre à la conférence de Washington. Et là il ne s'agissait pas de discussions cordiales, mais de « chocs d'idées », de « chocs de revendications », desquels devaient surgir une solution, solution que les syndicalistes avaient voulu conformer absolument, non pas au point de vue français, mais au point de vue international syndical, décidé à Berne et à Amsterdam.

« Voyons, insista M. Jouhaux, quand vous déclarez que l'impérialisme capitaliste est à la base de toutes les guerres, quand vous prétendez que la concurrence commerciale crée les tensions entre les nations, crée les rivalités d'intérêts, suscite les causes de guerre, vous avez raison et nous pensons comme vous ; mais alors que faut-il faire ? Doit-on se figer dans une attitude doctrinale, regarder du haut de sa superbe les misérables contingences humaines, ou doit-on descendre dans la réalité, prendre contact avec les faits, et essayer de leur retirer ce qu'ils ont de mauvais ? C'est là toute la question » (2).

Selon M. Jouhaux, ce que la majorité voulait, c'était amoindrir le plus possible les causes de conflagration ; elle allait donc les affaiblir partout où elle les rencontrait. Il y avait un terrain qui leur était tout particulièrement

(1) *Ibid.*, p. 198.

(2) Congrès d'Orléans, p. 199.

indiqué, c'était le terrain économique; de ce côté-là, il y avait une besogne qui leur paraissait primordiale : c'était l'identification de la situation des travailleurs à travers le monde, c'était l'application de revendications, des réalisations sociales obtenues par ceux qui avaient une force d'organisation, une puissance de combativité, et c'était cette besogne-là qu'ils voulaient faire.

Les majoritaires syndicalistes considérèrent comme très importante cette besogne. Ils savaient quelle était sa valeur, ils savaient qu'elle était à la base même de toute action sociale et ils voulaient que cette idée triomphât; ils voulaient que dans le monde il n'y eût plus de « jeunes Hindous de onze à douze ans, exploités quatorze et seize heures par jour, ils ne voulaient plus qu'il y eût en Afrique « des nègres exploités sous le fouet et dans des conditions de servilité dégradantes » ; ils ne voulaient plus que dans leurs colonies « l'esclavage subsistât encore » ; et ils voulaient que la liberté fût une liberté humaine. C'est pour cela qu'ils combattaient, c'est pour cela qu'ils étaient au Bureau International du Travail (1).

« Le Bureau International du Travail, précisa alors M. Jouhaux, élu par la conférence Internationale de Washington, n'est pas un organe de collaboration de classes, c'est un organe de contrôle international, et il m'importe peu que M. Millerand ait été à Genève apporter des paroles de paix sociale, il m'importe peu que cette comédie

(1) Congrès d'Orléans, p. 199.

politique se soit jouée; ce qui m'importe, c'est de savoir si le Bureau International du Travail répond aux espérances que nous avons mises en lui, et, jusqu'ici, il y répond » (1).

D'ailleurs le Bureau International du Travail ne se limita pas au contrôle de l'application des lois sociales, mais il devint aussi le régulateur de la répartition des matières premières, non selon le degré de solvabilité des nations, mais selon leurs besoins industriels, selon leurs besoins vitaux. « N'est-ce pas là une théorie révolutionnaire? argumenta M. Jouhaux, n'est-ce pas aller vers une constitution nouvelle? Qui donc oserait apporter la moindre contestation? En êtes-vous réduits aujourd'hui à dire que les améliorations conquises soient autant d'obstacles pour la réalisation de la Révolution? » (2).

(1) Congrès d'Orléans, p. 200.

(2) *Ibid.*, p. 201.

VII. — AMSTERDAM OU MOSCOU

I

Au Congrès d'Orléans et au Congrès de Lille, l'orientation internationale de la C. G. T. fut vivement discutée. Tandis que la minorité voulait amener la C. G. T. à adhérer à la III^e Internationale Communiste de Moscou (on y avait alors constitué un Conseil International des Syndicats), la majorité de la C. G. T. ne le voulait pas; elle décidait de soutenir l'Internationale Syndicale d'Amsterdam. Dans le débat, les minoritaires soutenaient que l'Internationale d'Amsterdam ne répondait plus aux besoins du mouvement ouvrier; ils affirmaient que l'Internationale de Moscou était une Internationale révolutionnaire. Mais les majoritaires avaient aussi leurs arguments. Ils condamnaient la III^e Internationale, parce qu'elle allait dans chaque pays diviser le mouvement ouvrier; selon eux, le véritable internationalisme, c'était celui de la II^e Internationale d'Amsterdam. Nous allons examiner les arguments présentés des deux côtés.

II

Trois jours avant l'ouverture du Congrès d'Orléans, un minoritaire syndicaliste, M. Lemont, écrivit dans *La Vie*

Ouvrière que l'Internationale d'Amsterdam possédait deux tares : 1° Qu'elle était la suite des conférences alliées de la période de guerre, 2° Qu'elle était le frère Siamois du B. I. T. (1).

Au Congrès d'Orléans, M. Sirolle déclara aussi que l'Internationale Syndicale d'Amsterdam ne correspondait pas aux désirs du syndicalisme révolutionnaire, parce que l'ensemble des organisations adhérentes à l'Internationale d'Amsterdam était, en majorité, non pas composée d'internationalistes, « mais de francs-nationalistes, surtout désireux de la défense des intérêts professionnels des travailleurs ». Cela voulait dire que « c'était une Internationale d'Avant-Guerre, qui continuait sa route dans sa même pensée nationaliste ». C'est pourquoi les syndicalistes révolutionnaires devaient tendre tous leurs efforts, s'ils envisageaient l'action révolutionnaire, pour abandonner cette Internationale Syndicale d'Amsterdam, « qui, dans son activité, dans toutes ses manifestations, ne se préoccupait que des intérêts égoïstes des travailleurs, et laissait de côté la partie idéale, afin que ces intérêts égoïstes pussent se matérialiser ».

« Et alors, ajoutait M. Sirolle, si vous décidiez, si le hasard voulait qu'après avoir réfléchi vous décidiez la sortie de l'organisation syndicale française d'Amsterdam, il nous faudrait envisager les moyens de constituer une Internationale Syndicale Révolutionnaire, et il nous faudrait ten-

(1) *La Vie Ouvrière*, n° 73, 24 septembre 1920.

ter des efforts vers les camarades, vers les organisations qui, elles, n'adhèrent pas à cette Internationale d'Amsterdam, et essayer de constituer entre toutes ces organisations syndicales une Internationale Révolutionnaire qui conserverait toute son autonomie dans son mouvement syndical » (1).

En vertu du même argument, M. Monatte déclara que les syndicalistes révolutionnaires voulaient une Internationale vraiment internationaliste, mais celle d'Amsterdam ne la leur donnait pas, et elle ne pouvait pas la leur donner, parce qu'elle était l'internationale de tous les nationalistes, qu'elle était la suite des conférences interalliées qui s'étaient tenues à Leeds, à Londres, entre syndicats des pays de l'Entente (2). L'Internationale d'Amsterdam ne répondait donc plus aux besoins du mouvement ouvrier révolutionnaire.

M. Bouet ajouta que l'Internationale d'Amsterdam était en accord avec la Ligue des Nations et avec le B. I. T., dont le président était un homme politique (3). « On peut craindre, expliqua-t-il, que ces vingt-cinq millions d'adhérents de l'Internationale d'Amsterdam ne soient mis, par le fait de cette adhésion, au service d'une politique qui n'est pas favorable à l'émancipation des travailleurs ». C'est pourquoi M. Bouet maintint que les syndicalistes

(1) Congrès d'Orléans, pp. 332-333.

(2) Congrès de Lille, p. 269.

(3) C'est à M. Albert Thomas qu'il fait allusion.

français devaient quitter cette Internationale et aller à celle de Moscou (1).

Mais pourquoi à Moscou? Parce que d'abord, selon la minorité, Moscou c'est un pays qui fait la Révolution. M. Monatte opina que l'Internationale dont les syndicalistes avaient besoin, ne pouvait avoir son siège ailleurs qu'à Moscou. Quand on se disait révolutionnaire et qu'on était un pays ayant fait la Révolution, c'était là que devait être le siège de l'organisation internationale et non ailleurs. M. Monatte ajouta que « Moscou, c'est le pays où la Révolution est commencée, où la révolution a été enfantée, et, parce que nous sommes révolutionnaires, parce que notre syndicalisme ne s'enferme pas dans les limites de ce régime, parce qu'il veut briser ce régime, parce qu'il est révolutionnaire, il a forcément sa place là-bas. Nous entendons y aller en gardant notre conception syndicaliste révolutionnaire » (2).

M. Verdier estima en outre que la Révolution russe était même issue du syndicalisme français, tel qu'il est défini dans ces termes de la Charte d'Amiens : « suppression du salariat et du patronat par l'expropriation du capitalisme » ; d'autre part la Charte d'Amiens prend le groupement de production qu'on appelle soviet en Russie, et syndicat en France, comme organe de résistance et de combat contre le régime capitaliste, et aussi comme organe de production dans le régime communiste (3).

(1) Congrès d'Orléans, p. 399.

(2) Congrès de Lille, p. 278.

(3) Congrès d'Orléans, p. 305.

Selon les minoritaires syndicalistes français la III^e Internationale communiste avait l'intention de suivre la voie de la première Internationale, dirigée par Marx et Engels. « Si nous voulons aller à l'Internationale de Moscou, disaient-ils, c'est que nous connaissons le tempérament, la pensée de ceux qui, avec eux, sont des révolutionnaires et qui veulent donner au mouvement ouvrier une cohésion formidable en face du patron et du monde entier » (1).

La minorité avait aussi l'opinion que le parti syndicaliste pouvait nouer des alliances temporaires, formelles sur des points précis, avec un parti qui agira révolutionnairement (2). Car l'œuvre de l'émancipation de la classe ouvrière exige la concentration de toutes les forces organisées du prolétariat. « Nous avons besoin d'armes de toute espèce, disait *La Vie Ouvrière* (3), pour montrer avec succès à l'assaut du capitalisme ».

III

En soutenant la II^e Internationale syndicale d'Amsterdam, M. Jouhaux constatait que l'Internationale d'Amsterdam avait fait tout ce qu'elle devait faire; par exemple, quand le prolétariat d'Autriche avait été menacé de disparaître par la famine, l'Internationale syndicale s'était levée : elle avait fait appel au prolétariat qui la com-

(1) Congrès de Lille, p. 75 (Discours de Teulade).

Congrès d'Orléans, p. 279 (Discours de Mayoux).

(2) *La Vie Ouvrière*, n° 68, août 1920.

(3)

posait, et immédiatement les trains de vivres de l'Internationale syndicale s'étaient dirigés vers Vienne, y apportant l'espérance et la vie. « S'il nous avait été possible de faire la même opération pour Moscou, affirma M. Jouhaux, nous l'aurions faite, et vous n'avez pas le droit d'en douter. Si aujourd'hui nous nous dressons contre des conceptions qui ne sont pas les nôtres, n'oubliez pas que nous ne nous dressons pas contre le peuple russe » (1). De plus les ouvriers de tous les pays adhérant à l'Internationale syndicale d'Amsterdam avaient fait une manifestation de solidarité internationale à l'égard de la Révolution russe. En conséquence l'Internationale d'Amsterdam n'était pas une Internationale de Nationalistes, et le véritable internationalisme était bien celui de la Fédération Ouvrière d'Amsterdam (2).

D'ailleurs, chaque mouvement ouvrier a dans son sein la liberté la plus complète, et il ne peut pas en être autrement; « nous ne pouvons pas changer la nature des éléments nationaux qui la composent, dit M. Jouhaux » (3). Ainsi, même quand on pourrait constituer une Internationale « trois fois révolutionnaire », on ne changerait pas la nature de ses éléments.

Mais la minorité ayant prétendu, avec les communistes russes, que l'Internationale Syndicale d'Amsterdam ne devait pas exister, qu'elle devait aller à Moscou, etc....

(1) Congrès d'Orléans, p. 215.

(2) *L'Atelier*, n° 35, 6 novembre 1920 (Article de R. Lenoir).

(3) Congrès de Lille, p. 290.

M. François Louis, de la majorité, répondit : « Eh bien ! tout de suite, je veux faire une comparaison. Les Russes ressemblent à des camarades qui resteraient devant la porte des syndicats à discréditer nos travaux, alors qu'ils n'y sont jamais entrés et qu'ils ne connaissent rien du syndicalisme, ni de la solidarité qui doit unir les travailleurs. Le vrai moyen, quand on veut combattre, lutter, faire valoir ses arguments, faire triompher ses idées, c'est d'entrer dans la place. Je dis que nos camarades russes sont coupables de rester dehors en hurlant après les vingt-six millions d'adhérents que groupe l'Internationale d'Amsterdam. Leur devoir, s'ils veulent changer leur action, s'ils veulent réellement modifier leur tactique est d'aller y discuter avec nos représentants » (1).

De plus, selon M. Jouhaux, la II^e Internationale syndicale d'Amsterdam avait tout de même établi un programme, et elle essayait de le mettre en application chaque jour. On ne pouvait donc pas déclarer qu'il fallait la dissoudre, même si elle n'était pas encore arrivée à réaliser la totalité de son programme. « Et puis, continuait M. Jouhaux, je vous demande d'y réfléchir cinq minutes, vous allez dissoudre, ou vous voulez dissoudre une force de vingt-sept millions d'adhérents, pour reconstituer quoi ? Il faudrait tout de même que vous la reconstituez, l'Internationale Syndicale, même si elle adhéraît à la III^e Internationale, et alors, il faudra aller chercher les

adhérents dans les pays où ils se trouvent, et voulez-vous savoir ce que vous allez créer ? Vous allez dans chaque pays diviser le mouvement ouvrier, le réduire à l'impuissance, ce sera l'Internationale de l'impuissance que vous créerez » (1). Les majoritaires syndicalistes français s'opposaient donc formellement au noyautage (2) de la III^e Internationale Communiste.

Il y avait encore d'autres raisons pour lesquelles la majorité de la C. G. T. ne voulait pas adhérer à la III^e Internationale de Moscou. D'abord, parce qu'il était évident que la tendance de Moscou qui s'expliquait, qui se soutenait, était une tendance qui essayait de subordonner le mouvement syndical au mouvement politique; puis c'est parce que, fatalement, l'adhésion à cette Internationale aurait entraîné une scission non seulement nationale, mais surtout internationale (3).

Les majoritaires syndicalistes français étaient d'opinion que l'action syndicale sous toutes ses formes doit être déterminée par les syndicats eux-mêmes, non par les politiciens. Le syndicalisme doit s'élever au-dessus de tout (4).

(1) Congrès d'Orléans, p. 409.

(2) Les noyaux étaient des groupes de militants communistes organisés au sein des syndicats, pour entraîner les syndiqués à l'action communiste. Ce noyautage était constitué sur l'ordre de la III^e Internationale Communiste.

(3) Congrès d'Orléans, p. 250 (Discours de Lartigue).

(4) Dans le périodique de la C. G. T., *l'Atelier*, M. Merrheim a inséré beaucoup d'articles où il traite de l'Internationale de Moscou et de l'Indépendance Syndicale. Il a prouvé que l'on ne pouvait pas affirmer l'Indépendance syndicale dans la III^e Internationale de Moscou.

Puisque la Dictature de la III^e Internationale Communiste et l'Autonomie syndicaliste étaient inconciliables, la majorité de la C. G. T. française ne voulut donc jamais adhérer à l'Internationale de Moscou; elle resta fidèle à l'Internationale d'Amsterdam.

VIII. — LES COMITÉS SYNDICALISTES RÉVOLUTIONNAIRES
(C. S. R.) ET LA MOTION DE DISCIPLINE SYNDICALE

I

Les Comités Syndicalistes Révolutionnaires (C. S. R.) furent constitués après la décision du congrès séparé des minoritaires, du 25 au 27 septembre 1920, pour « appliquer les méthodes d'organisation et de propagande repoussées par le Congrès d'Orléans » (1). Ces C. R. S. étaient la même chose que les « noyaux » créés dans les syndicats.

En novembre 1920, un avertissement du Comité Confédéral National fut envoyé aux syndicats soumis au contrôle des Comités Syndicalistes Révolutionnaires. Cet avertissement portait :

« Le Comité Confédéral National, rappelant les décisions du Congrès d'Orléans, déclare que les syndicats qui ont donné leur adhésion de fait aux Comités Syndicalistes Révolutionnaires, se sont placés dans une position d'hostilité, de scission morale et de désorganisation des forces confédérales et de l'unité de l'Internationale Syndicale constituée.

« Il précise que la position ainsi choisie place ces orga-

(1) *Bulletin officiel de l'Union Syndicale de la Seine*, déc. 1920.

nisations dans l'obligation d'appliquer les méthodes de division indiquées par l'Internationale de Moscou, parmi lesquelles le noyautage est un des moyens prévus et déjà employés.

« Le Comité Confédéral ne saurait éviter de mettre les organisations en garde contre les conséquences inévitables de leur adhésion, qui pourrait provoquer de la part des Fédérations et des Unions départementales des mesures d'exclusion dans lesquelles la C. G. T. ne pourrait nullement intervenir.

« Les statuts confédéraux qui impliquent les deux obligations d'être adhérent à son Union et à sa Fédération Nationale, resteraient toujours en vigueur et nécessiteraient ainsi des décisions concordantes devant lesquelles la Confédération ne pourrait que s'incliner » (1).

Cet avertissement fut considéré par la minorité comme une motion d'exclusion.

Pour la discipline syndicale, le C. C. N. prit dans sa séance du 9 février 1921 un ordre du jour d'une gravité décisive.

« ...Le Comité Confédéral proclame qu'au-dessus de toutes les tendances et de toutes les divisions la liberté d'opinion doit rester entière pour tous les membres de la C. G. T., que cette liberté est pour elle une condition de vie nécessaire à son développement et conforme à ses aspirations. Le délit d'opinion doit être banni de la pensée confédérale.

(1) *La Voix du Peuple*, Janv. 1922, pp. 36-37.

« Mais il ne saurait commettre la faiblesse de laisser s'abriter derrière la liberté loyalement accordée à tous, des organismes qui ont pour unique mission d'affaiblir le mouvement syndical, pour lui imposer ensuite, à la faveur de son impuissance, des méthodes d'autorité et de domination répudiées par tous les congrès.

« ...Complétant cette décision, le Comité Confédéral déclare que les organisations qui donneront leur adhésion à l'Internationale Syndicale, section de l'Internationale Communiste, se placeraient par eux-mêmes en dehors de la C. G. T. et perdraient ainsi tout droit à participer aux Congrès Confédéraux et aux Comités Nationaux ».

La minorité riposta par l'annonce d'une campagne de propagande révolutionnaire. Le C. C. N. décida alors de convoquer un congrès extraordinaire. Ce fut après ce Congrès, le Congrès de Lille, en juillet 1921, que les troupes syndicales furent définitivement divisées.

II

Les majoritaires syndicalistes français étaient contre les Comités syndicalistes Révolutionnaires, et pour la résolution de discipline syndicale.

Dans l'*Atelier*, M. Dumoulin écrivait (1) que « le noyau-tage politicien désorganisateur et destructeur est officiellement organisé dans les syndicats indépendants », qu'il

(1) *L'Atelier*, n° 44, 8 janv. 1921.

se dressait en accusateur et en calomniateur des militants ouvriers couchés sur la liste des suspects d'un Comité occulte. Sous prétexte de semer des idées, de convertir à des principes, de mettre en valeur une doctrine et d'éveiller des esprits, les noyauteurs agréés et patentés par la fraction communiste du parti étaient chargés de dénigrer, de calomnier, d'accuser, de détruire les organisations syndicales afin de les réduire à un état de subordination et de domestication à un groupe politique.

M. Vandeputte écrivait aussi (1) que les C. S. R. avaient créé un peu partout le désarroi et le découragement dans les rangs des travailleurs, la division des forces ouvrières, et, comme conséquence inévitable, des déchets considérables dans les effectifs des syndicats, plaçant le mouvement syndical dans une impuissance morale et matérielle.

Selon la majorité, les C. S. R. s'insurgeaient contre tout, se moquaient de tout, « même de la discipline, sans laquelle il n'y avait pas, pourtant, d'action et d'organisation possible ».

La majorité de la C. G. T. était pour la discipline syndicale. Elle soutenait que, lorsqu'un Congrès avait déterminé, par sa majorité, une ligne d'action, tous les syndiqués, sans exception, quelle que fût la tendance à laquelle ils appartenaient, devaient être disciplinés dans l'organisation et observer les directives données (2). « Si nous avons

(1) *L'Atelier*, n° 69, 2 juillet 1921.

(2) Congrès de Lille, p. 36 (Discours de Chevalure).

été disciplinés, avoua M. Dumoulin (1), nous aurions remporté la victoire; comme nous n'avons pas été disciplinés, comme une partie des troupes a cru devoir ne pas répondre, nous avons essuyé la défaite. Les défaites, elles, ne peuvent venir que de l'indiscipline ».

Et, critiquant ce que M. Monmousseau, de la minorité, avait dit au Congrès de Lille : « Discipline dans l'action, oui. Mais discipline dans la propagande, non. » M. Rey répliqua que la propagande, c'était l'action; que, même si nous devons faire une distinction entre ce qu'on appelle communément propagande et action, « nous dirions que nous attachons plus d'importance à la première qu'à la seconde, pour la raison bien simple que l'action ne pourrait être que le résultat de la propagande » (2).

III

De leur côté, les minoritaires étaient pour les C. S. R. et contre la Résolution d'exclusion.

M. Jullien estima que le C. C. N., en votant une motion qui avait laissé aux fédérations toute latitude pour exclure des syndicats ayant adhéré aux C. S. R. ou à l'Internationale de Moscou, avait porté atteinte à l'organisation syndicale, et ensuite avait jeté le trouble dans les organisations, qui, pour l'instant, divisées au point de vue des ten-

(1) *Ibid.*, p. 264.

(2) *L'Atelier*, n° 73, 6 août 1921.

dances, marchaient unanimement dans l'action. Ainsi, bien que les minoritaires n'eussent pas encore été exclus, cette motion du C. C. N. avait déjà apporté le désarroi parmi les travailleurs de leurs organisations. Les minoritaires trouvaient donc que c'était une légèreté de la part du C. C. N. et de la C. A. de les avoir mis dans une situation pareille (1).

Puis M. Jullien soutint que la minorité avait toujours le droit de s'organiser et qu'elle aurait pu, en tant qu'individualité, entrer dans les C. S. R.; que les minoritaires n'y étaient pas entrés en tant qu'individualité, qu'ils y étaient entrés en tant qu'organisation syndicale, parce qu'ils avaient voulu être représentés à la création d'une Internationale à Moscou; enfin qu'ils y étaient entrés parce qu'ils croyaient avoir le droit, en entrant dans le C. S. R., d'assister au Congrès de l'Internationale de Moscou. « Nous n'empiétons pas sur la discipline confédérale, protesta-t-il, sur la discipline syndicale française, parce que, si, à Orléans, la motion disait que la C. G. T. restait à Amsterdam, elle ne défendait pas à des camarades de se réunir internationalement et de voir si, à des camarades, comme nos camarades russes, qui avaient fait la révolution, nous ne devons pas, nous, camarades français, tendre les mains et aller à eux. Nous sommes allés à eux pour nous renseigner; nous y sommes allés parce qu'il y avait en Russie des questions qui nous intéressaient. Nous voulions aller à

(1) Congrès de Lille, p. 25.

cette Internationale syndicale, parce que nous voulions savoir, et parce que nous considérons que c'était notre droit » (1). Ainsi M. Jullien considérait que l'exclusion à ce sujet avait été mal venue, et les minoritaires croyaient être forts de leur droit en adhérant à l'Internationale Syndicale de Moscou, tant qu'une décision n'aurait pas été prise par un congrès confédéral.

Puis M. Monmousseau soutint que la C. G. T. pouvait discipliner les individus dans l'action syndicale, mais non pas la pensée révolutionnaire. Il remarqua que les aspirations révolutionnaires avaient grondé jusqu'à la Révolution. « Vous nous avez posé des jalons, dit-il à la majorité, nous les discutons, c'est notre droit. Mais le jour où vous nous appelez à l'action, le jour où l'organisation syndicale, la C. G. T., nous appelle à l'action, il n'est pas un militant révolutionnaire qui refuse son concours. La discipline s'exerce là. Mais, dans l'examen des moyens, dans les buts mêmes, la pensée a son droit, et je dis que vous faites là un procès de tendance d'un bout à l'autre. Il n'y a pas de discipline en jeu dans l'examen des causes révolutionnaires, il n'y a pas de discipline dans l'examen des théories révolutionnaires, il n'y a pas de discipline dans l'examen des moyens et des programmes révolutionnaires ; chacun reprend son droit de libre discussion et chaque militant combat dans le champ clos du syndicalisme avec son tempérament et ses idées, jusqu'à ce qu'il doive s'incliner de-

(1) Congrès de Lille, p. 26.

vant la discipline sur l'autel de l'action » (1). M. Monmousseau affirma donc que c'était la dictature d'une tendance que la majorité voulait leur appliquer. « C'est plus que la dictature de fait, répéta-t-il; la dictature dans l'action se conçoit, elle se comprend, elle est nécessaire, mais la dictature dans la pensée, c'est outrepasser toutes les formes de la dictature ».

Quant à l'organisation des C. S. R., la minorité prétendait qu'elle se proposait de préparer les forces ouvrières à la « formidable besogne révolutionnaire de demain ».

M. Lemont écrivait dans *La Vie Ouvrière* (2) que les principes qui les guidaient étaient nets : ni scission, ni subordination ; les minoritaires voulaient travailler à l'intérieur de tous les organismes syndicaux pour les ramener à l'esprit révolutionnaire et même pour en intoxiquer quelques-uns qui en étaient indemnes avant-guerre.

« Nous savons aussi exactement, écrivait-il, ce que nous voulons : des syndicats plus forts numériquement, interprètes fidèles des besoins des masses, guides clairvoyants et énergiques des travailleurs, faisant sérieusement la besogne momentanée de lutte qui n'est pas faite, et préparant les forces ouvrières à la formidable besogne révolutionnaire.

« Nous qui voulons la révolution, nous en voulons les moyens, c'est-à-dire des organisations réellement fortes,

(1) Congrès de Lille, pp. 250-251.

(2) *La Vie Ouvrière*, n° 76, oct. 1920.

capables de réaliser ce qu'elles décident, et des minorités clairvoyantes et agissantes, capables de leur éclairer le chemin, de le leur montrer, de soutenir leur confiance et leur courage en donnant l'exemple ».

M. Lemont sollicita les syndicalistes à former tout de suite leurs C. S. R.

Les C. S. R. avaient donc deux sortes de travaux, deux préoccupations. Premièrement, ils poursuivaient une œuvre de redressement de leur mouvement, et cherchaient à ramener en même temps à la tête de la C. G. T. l'esprit révolutionnaire d'autrefois. Deuxièmement, les minoritaires auraient voulu trouver dans chaque syndicat une poignée de militants qui étudiassent dans son sein et à côté toutes les questions qui n'étaient pas étudiées dans leurs assemblées générales, dans leurs conseils syndicaux. « Nous disons, affirma M. Monatte, que le remède est dans les C. S. R., nous maintiendrons nos C. S. R. Ils sont pour nous les groupements des minorités clairvoyantes et agissantes d'hier; la force qui pourra électriser nos syndicats, empêcher qu'ils ne s'assoupissent » (1).

(1) Congrès de Lille, p. 275.

IX. — LES OPINIONS DIVERSES

1. *La conception de Révolution de la Minorité*

En suivant l'idée d'Elisée Reclus que le point terminus d'une évolution, ou que le signal d'une évolution nouvelle, c'est une révolution, les syndicalistes minoritaires de France estimaient qu'ils se trouvaient maintenant devant une fin d'évolution, qui avait commencé au début du siècle dernier, qui avait vu se produire simultanément tout l'industrialisme, et que le syndicalisme en avait reçu un notable accroissement. Selon eux, la phase évolutive était terminée, et la phase révolutionnaire commençait. La guerre avait été justement le point de soudure entre les deux termes évolution et révolution; c'était la guerre qui avait fait le mélange et donc la situation était déjà révolutionnaire en fait (1).

Puisqu'on était arrivé à une époque où la situation était révolutionnaire, on devait se demander ce que le syndicalisme pouvait tenter et quel pouvait être son facteur essentiel.

Les minoritaires affirmaient que toute action du syndicalisme devait être alors révolutionnaire, comme conséquence de son action évolutive (2);

(1) Congrès d'Orléans, p. 316 (Discours de Girault).

(2) *Ibid.*, p. 317.

Que cette action révolutionnaire devait être instituée et menée par les militants syndicalistes ; qu'on n'a pas besoin de savoir si la masse est révolutionnaire de principe ou en fait. Car, si tous les adhérents des syndicats, si tous les travailleurs d'un pays avaient été révolutionnaires par l'état d'esprit, la révolution ne serait plus à faire, elle serait faite depuis longtemps (1). De plus, la masse est un facteur d'évolution, à la condition qu'on l'entraîne ; il est possible d'entraîner cette masse, s'il y a une volonté qui la dirige. C'est cette volonté que la minorité estimait que les militants syndicalistes devaient posséder (2).

À l'égard de la révolution, il s'agit tout simplement de savoir quelle position on va prendre en face des événements (3). « Le militant, dit M. Julianne, doit être l'homme qui pousse constamment les masses en avant ; celui-ci ne doit pas, tout en tenant compte des circonstances et en jugeant avec sang-froid les situations, hésiter à essayer d'amener à son opinion les camarades qui sont entrés dans l'organisation sans savoir exactement quelle pouvait en être la portée » (4).

Ces mouvements de masse, il faut en effet les préparer ; mais il faut aussi les hâter (5), parce que demain, quand les gouvernements de l'Entente auront écrasé la Révolution russe, comme ils ont écrasé la révolution hongroise,

(1) Monmousseau, Congrès de Lille, p. 246.

(2) Verdier, Congrès de Lyon, p. 76.

(3) *Ibid.*, p. 82.

(4) Congrès de Lille, p. 109.

(5) Congrès de Lyon, pp. 27-28 (Bouet).

lorsqu'une révolution éclatera dans un autre pays, ils pourront l'écraser de la même manière ».

Cela, c'est la conception de Révolution de la minorité syndicaliste de France.

En outre, la minorité syndicaliste déclarait que l'action politique devait marcher avec l'action économique, car le syndicalisme ne se suffit pas à lui-même.

M. Launat (de la minorité) remarqua que, puisque la C.G.T. et le parti socialiste poursuivaient un même but, à savoir l'abolition du patronat et du salariat par l'abolition du capitalisme et par la socialisation des moyens de production, il faut donc qu'on marche la main dans la main pour cette action.

Selon la minorité, si l'on disait que le syndicalisme poursuivait des buts d'ordre économique, tandis que le socialisme poursuivrait des buts d'ordre politique, on commettrait une erreur ! Car le socialisme se propose aussi pour but une transformation du régime économique, et son but est précisément une certaine organisation du travail social, par conséquent il est essentiellement économique (1).

« Il faut, dit M. Launat, que la souveraineté du travail soit proclamée, que l'obligation du travail pour tout homme soit reconnue et sanctionnée par la loi, que la propriété soit socialisée, que les exploités soient réduits à l'impuissance, et cela, croyez-vous que vous l'obtiendrez sans prendre possession du pouvoir politique de la bourgeoisie ? Non,

(1) Congrès d'Orléans, p. 92.

et alors je dis : Cessez vos ironies et vos sarcasmes à l'adresse des socialistes et du socialisme » (1).

2. La Révolution selon la Majorité de la C.G.T.

Par Révolution, la majorité de la C.G.T. entendait « la Révolution permanente », la révolution apportant tous les jours à l'homme qui peine et qui souffre plus de satisfactions morales et matérielles, « la révolution de ventre plein et non celle de ventre creux ; » il fallait entendre par Révolution l'action des organisations syndicales substituant à quelque chose de mauvais quelque chose de meilleur ; il fallait entendre par révolution, non pas la substitution d'un gouvernement à un autre, mais la « révolution syndicale », l'action qui libère le travailleur au maximum, qui réduise son effort quotidien et qui permette à tous la même consommation minima, les mêmes satisfactions de la vie ; il fallait entendre la révolution des syndiqués par une meilleure organisation du travail, par la science du travail, avec pour objectif de faire un ouvrier qui puisse transformer l'outil et apporter plus de bonheur à l'homme (2).

M. Jouhaux estimait donc que l'action révolutionnaire consistait à introduire dans les faits, dans la réalité, le maximum de réalisations qui comptent non pas comme réformes définitives, mais comme préparations aux trans-

(1) Congrès d'Orléans, p. 93.

(2) Lavielle, Congrès de Lille, p. 44.

formations sociales ; qu'elles valaient, ces réformes, non seulement parce qu'elles apportaient une amélioration immédiate à la situation des travailleurs, mais qu'elles valaient surtout parce qu'elles comportaient en elles des possibilités d'éducation, des possibilités d'élévation intellectuelle, parce qu'elles étaient un pas en avant vers la révolution et parce qu'elles étaient une victoire sur les forces du passé (1). Cela, c'est bien « une volonté d'action, c'est bien la pensée ouvrière fondée sur les besoins immédiats du prolétariat, tout autant que sur ses aspirations futures » (2).

De plus M. Rey signalait qu'il y avait bien un esprit de lutte de classes dans les réalisations quotidiennes, et dans tous les projets qui ont été établis par la C.G.T. depuis l'armistice. Selon M. Rey, tout ce qu'avait fait la majorité était action révolutionnaire, parce qu'en améliorant les conditions ouvrières, on prépare le terrain pour les réalisations révolutionnaires de demain. D'ailleurs, lorsqu'on parle de l'action révolutionnaire, il ne faut pas oublier quelles sont les possibilités de la classe ouvrière. « Ici nous sommes, dit M. Rey, non pas dans un congrès politique, ni pour envisager la transformation des forces politiques d'une société, mais pour examiner la transformation des forces économiques de l'Etat social existant. En me plaçant sur ce terrain, je veux voir si la classe ouvrière est capable de prendre en main aujourd'hui la direction de la vie économique,

(1) Congrès de Lille, p. 281.

(2) *L'Atelier*, n° 48, 5 février 1921.

la direction de production et la répartition des produits ». Ainsi, il faut préparer les masses ouvrières pour les possibilités de réalisation révolutionnaire, et, en attendant, il faut assurer le contrôle de la classe ouvrière sur la production (1).

La plupart des militants syndicalistes de la C.G.T. de France deviennent donc constructeurs « dans leur pays », ce réformisme de la majorité est donc « une nouvelle technique révolutionnaire » (2).

(1) Congrès d'Orléans, pp. 346-347.

(2) Voir M. Leroy, *Technique Nouvelle du Syndicalisme*, p. 13.

RESUME DE LA PREMIERE PARTIE

Que pouvons-nous ajouter à cette analyse? Nous remarquons tout d'abord que l'apparition des tendances antagonistes dans le syndicalisme français naquit dès le premier congrès de la C.G.T. en 1895. Dès lors, dans tous les congrès suivants, nous voyons aussi des opinions diverses, en lutte pour la prédominance dans le syndicalisme français. Avant la guerre de 1914, ce sont le parti syndical-ouvrier et le parti syndical-politique, les révolutionnaires et les réformistes, les violents et les modérés, qui luttent au sein de la C.G.T. Malgré la Charte syndicaliste, dite Charte d'Amiens, qui fut rédigée après une grande victoire du parti syndicaliste sur le parti politique, des vues contradictoires ont pu encore exister.

Puis, le syndicalisme français subit gravement la répercussion de la guerre mondiale et de la Révolution russe. Deux partis adverses s'opposèrent alors nettement. Pour les majorités, collaborer dans l'Union sacrée, c'est faire leur devoir humain. Si elles veulent combattre pour la patrie, c'est parce qu'elle est attaquée. Il ne faut donc pas

faire des grèves ou des insurrections contre le patronat ou le gouvernement, car cela compromettrait certainement la Défense Nationale. Au point de vue de l'intérêt général et de la nationalisation industrialisée, les majorités décidèrent d'organiser un Comité Economique du Travail (C.E.T.) Mais les minorités étaient antimilitaristes, antipatriotes ; elles n'estimaient pas que cette guerre fût une guerre de la classe ouvrière ; leurs adeptes voulaient se mettre en insurrection et en grève générale, pour empêcher cette guerre et ne croyaient nullement que les militants syndicalistes dussent collaborer à l'Union Sacrée. En outre, ils ne favorisaient pas non plus le C. E. T., car celui-ci, selon eux, n'est pas une organisation révolutionnaire, il n'apporte aucun avantage à la classe ouvrière.

Quant à l'orientation syndicale internationale, les majorités veulent rester fidèles à l'Internationale Syndicale d'Amsterdam. Leurs membres ont confiance en elle, ils croient que c'est cette Internationale Syndicale qui est réellement syndicaliste. Ils rejettent le projet minoritaire d'aller à la III^e Internationale Communiste, parce qu'ils n'aiment pas le noyautage, la dictature et autres tactiques pratiquées par le parti communiste. De plus, les majorités syndicalistes françaises sont contre la subordination du mouvement syndical au mouvement politique, elles soutiennent que l'action syndicale doit être déterminée par les syndiqués eux-mêmes.

Au contraire, les minorités syndicalistes françaises s'attachent beaucoup à la III^e I.C. Leurs partisans ambitionnent

d'amener à eux la C.G.T. pour y adhérer ; ils pensent que dans la III^e I.C. existe l'esprit vraiment révolutionnaire. En conséquence, les minorités ne préfèrent pas la II^e I.S. d'Amsterdam, ils la considèrent comme une Internationale de tous les nationalistes qui font collaboration avec le B.I.T., avec les gouvernements impérialistes, avec les capitalistes. Selon les minorités, cette Internationale Syndicale doit être dissoute, et tous les ouvriers du monde entier doivent aller rejoindre la III^e I.C.

Nous allons maintenant étudier les conséquences du conflit des tendances dans le syndicalisme français contemporain (1918-1922).

Nous en rechercherons ensuite les causes originelles.

DEUXIÈME PARTIE

LES CONSEQUENCES ET LES CAUSES ORIGINELLES DU CONFLIT DES TENDANCES DANS LE SYNDICALISME FRANÇAIS CONTEMPORAIN (1918-1922)

Section I — LES CONSÉQUENCES DU CONFLIT

1. L'AFFAIBLISSEMENT DU MOUVEMENT SYNDICAL

Dans une brochure intitulée *Les Deux C.G.T.*, M. Martin-Saint-Léon écrit que l'activité prodigieuse qui suivit l'armistice fit naître dans les masses ouvrières les espérances les plus audacieuses et les ambitions les plus vastes. Les ouvriers prennent conscience de la puissance que leur donnent les circonstances, les demandes de Main-d'œuvre plus pressantes que jamais, le besoin impérieux pour le patronat de faire appel à leur concours... « Evidemment l'heure a sonné des revendications et des surenchères. Or

la meilleure arme en pareil cas, la plus efficace, la plus redoutée des employeurs, n'est-ce pas le syndicat ? Lui seul est craint, lui seul sait se faire écouter et obéir ». (1) A ce moment-là si l'on avait établi dans l'organisation l'unité, la classe ouvrière pouvait certainement faire ce qu'elle devait faire. Malheureusement, au lieu d'avoir l'unité dans la C.G.T., il y avait des luttes et des conflits se produisant entre majorité et minorité. C'était cela qui avait affaibli l'organisation ouvrière et avait fait manquer « une occasion si belle ! »

En effet, de 1919 à 1922, il s'était produit un grand changement dans le mouvement syndicaliste. L'année 1919, c'était l'époque du mouvement ouvrier puissant, ardent et confiant, prêt à recueillir les fruits de son organisation et de ses larges efforts. Mais, en 1921, c'était les pouvoirs patronats renforcés et la classe ouvrière découragée, dispersée, indifférente (2).

« Le patronat, remarqua un militant syndicaliste au Congrès Ouvrier de Lille en 1921 (3), profite de toutes nos dissensions, il sent très bien, lui qui est très fortement organisé, que notre faiblesse découle surtout des divisions qui s'enveniment chaque jour dans le mouvement ouvrier ». Et aussi, même avant le Congrès de Lille, au Congrès d'Orléans de 1920 et à celui de Lyon de 1919, nous avons déjà vu plusieurs militants signaler le danger du conflit. Au

(1) Martin-Saint-Léon, ouv. Cit., p. 30.

(2) R. Lenoir, *l'Atelier*, n° 62, 14 mai 1921.

(3) Congrès de Lille, p. 37 (Discours de Chevalure).

congrès d'Orléans, M. Million montra que « nous nous entre-tuons, nous nous combattons méchamment, perfidement même parfois, et la presse bourgeoise n'a qu'à récolter ce que nous semons à droite et à gauche pour nous frapper, pour nous meurtrir »(1). Au Congrès de Lyon, M. Merrheim invita aussi les militants syndicalistes à bien songer à la cassure. « Réfléchissez, dit-il, que nous allons avoir à passer par des périodes bien plus difficiles que celles que nous avons déjà traversées... » (2).

Néanmoins, le conflit des tendances allait continuer dans le syndicalisme français contemporain.

Ainsi le chiffre des effectifs fit une chute très rapide au cours du premier semestre de 1920, il était descendu de deux millions environ à 1.500.000, et, à la fin de 1920, il était ramené au chiffre de 1914, 600.000 (3). Cet affaiblissement fut le résultat de la lutte entre majorité et minorité dans la C. G. T. (4).

En outre, tant que les querelles intestines croissaient d'intensité, la réalisation d'un grand programme ouvrier de reconstruction économique ne pouvait donc guère être exécutée.

« L'année 1920, écrit M. Picard (5), marquée par des grèves

(1) Congrès d'Orléans, p. 263.

(2) Congrès de Lyon, p. 189.

(3) Chiffres indiqués par M. Martin-Saint-Léon dans une Communication à l'Académie des Sciences Morales et Politiques du 6 mai 1922, citée par M. Cazalis dans son livre *Syndicalisme Ouvrier*, p. 115.

(4) Bien qu'il y eût d'autres raisons pour cet affaiblissement des effectifs, le conflit au sein de la C. G. T. fut la cause majeure.

(5) Picard, *Ouv. cit.*, pp. 196-197.

funestes, par des luites intestines qui s'aggravaient chaque jour, par une vigoureuse réaction des employeurs et du gouvernement contre le mouvement ouvrier, cette année ne pouvait guère permettre l'exécution d'un grand programme ouvrier de reconstruction économique. De plus en plus absorbés par leurs discordes, les syndicats allaient de plus en plus se voir amenés à négliger leur action de réformes sociales. Peu à peu, les réunions des sections du C.E.T. s'espacèrent, puis cessèrent, faute d'être régulièrement suivies ; les séances plénières du C.E.T. devenaient inutiles, son Comité directeur lui-même finit par s'ajourner sine die, et, avant même la fin de 1921, le Conseil Economique du Travail avait cessé de vivre ».

Puis, à cause de ce même conflit, les patrons se montrent moins conciliants et le gouvernement moins indulgent à l'égard des syndicats. Pour constater cette conséquence, nous allons exposer les résultats des grèves engagées contre le patronat dans la période de 1919 jusqu'à 1923. Nous voyons que le pourcentage de l'échec des grèves s'est augmenté, tandis que la proportion entre le pourcentage de la réussite et le pourcentage de l'échec des grèves, varie de temps en temps et de plus en plus, en faveur de celui de l'échec.

En 1919, (1) Nous avons vu :

2287 conflits ;

651702 participants dans 1718 grèves ;

(1) *Bulletin du Ministère du Travail*, 1919, pp. 163, 266-267, 267-268, 363-364, 365, 503-504 et *Bulletin* de 1920, p. 13.

353 conflits se sont terminés par une réussite ;

651 » » » des transactions ;

306 » » » un échec ;

Pour 969 conflits, les résultats ne sont pas encore connus.

On compte donc 15 pour 100 de conflits qui se sont terminés par une réussite, et 13 pour 100 qui se sont terminés par un échec.

En 1920 (1), nous avons vu :

1823 conflits ;

673906 participants dans 1664 grèves ;

216 conflits se sont terminés par une réussite ;

753 » » » des transactions ;

428 » » » un échec ;

Pour 431 conflits, les résultats ne sont pas encore connus.

On compte donc 12 pour 100 de conflits qui se sont terminés par une réussite, et 23 pour 100 qui se sont terminés par un échec.

En 1921, (2) nous avons vu :

503 conflits ;

363075 participants ;

86 conflits se sont terminés par une réussite ;

° 140 » » » des transactions ;

208 » » » un échec ;

(1) *Bulletin du Ministère du Travail* de 1920, pp. 14, 92-93, 218-220, 358-359, 487-488 et *Bulletin* de 1921, p. 37.

(2) *Bulletin du Ministère du Travail* de 1921, pp. 38, 124-125, 241-242, 368-369 et *Bulletin* de 1922, pp. 3-4.

Pour 69 conflits, les résultats ne sont pas encore connus.

On compte donc 17 pour cent de conflits qui se sont terminés par une réussite, et 41 pour 100 qui se sont terminés par un échec.

En 1922 (1) nous avons vu :

646 conflits ;

140786 participants ;

107 conflits se sont terminés par une réussite ;

160 » » » des transactions ;

244 » » » un échec ;

Pour 133 conflits, les résultats ne sont pas encore connus.

On compte donc 17 pour 100 de conflits qui se sont terminés par une réussite, et 38 pour 100 qui se sont terminés par un échec.

En 1923 (2), nous avons vu :

1161 conflits ;

259786 participants ;

176 conflits se sont terminés par une réussite ;

336 » » » des transactions ;

451 » » » un échec ;

Pour 223 conflits, les résultats ne sont pas encore connus.

On compte donc 15 pour 100 de conflits qui se sont ter-

(1) *Bulletin du Ministère du Travail* de 1922, pp. 4, 118-119, 241-243, 368-369, et *Bulletin* de 1923, pp. 1-3.

(2) *Bulletin du Ministère du Travail* de 1923, pp. 146-148, 374-375 et *Bulletin* de 1924, pp. 10-12.

minés par une réussite, et 39 pour 100 qui se sont terminés par un échec.

.....

On peut ainsi constater que le conflit des tendances dans le syndicalisme français contemporain a aussi paralysé les « revendications » de la classe ouvrière.

Ce n'est pas tout. Quand la lutte entre majorité et minorité de la C. G. T. n'était pas encore terminée, des organismes, agents de la collaboration de classes, se trouvaient déjà renforcés. Ils groupèrent beaucoup d'ouvriers dont plusieurs étaient venus de la vieille Confédération Générale du Travail (1). Les organismes de cette nature, réalisant la forme Confédérale, sont au nombre de trois : La Confédération Française des Travailleurs Chrétiens, La Confédération Nationale du Travail, L'Union Générale des Syndicats réformistes (2).

Ainsi, même avant la scission de 1922, il y avait déjà beaucoup de troubles provenant du Conflit des Tendances entre les militants syndicalistes.

Nous allons maintenant voir les conséquences les plus graves du conflit, la scission syndicaliste de 1922 et les résultats de la scission.

(1) Comme en 1920, il y eut 2.000 à 10.000 adhérents de la C. G. T. qui passèrent à la C. F. T. C. (Cazalis, ouv. cit., p. 256).

(2) Voir Cazalis, ouv. cit., pp. 253-264, voir aussi Picard, ouv. cit., pp. 257-261.

II — LA SCISSION SYNDICALISTE

I

La scission syndicaliste de 1922 est un fait capital résultant du conflit des Tendances dans le syndicalisme français contemporain (1918-1922).

Après la lutte entre majorité et minorité au Congrès de Lille en juillet 1921, le Comité Confédéral National de la C. G. T. française se réunit le 20 septembre 1921 pour la réélection de son Bureau. Il y eut encore là une ardente lutte. Cependant la liste majoritaire passa avec un nombre de voix variant de 78 à 90 contre 58 ou 57 à la liste minoritaire. Dans sa session d'alors, le C. C. N. décida que les C. S. R. seraient dissous et que les minorités d'opinions devaient respecter la discipline confédérale. « Tout manquement à la discipline dans l'action, dit la motion, peut donner lieu à des sanctions allant jusqu'à l'exclusion ».

Cette motion déclare encore : « ...Les organismes syndicaux ne peuvent adhérer, sans manquement à la discipline, à un groupement extérieur au syndicalisme, soit philosophique, soit politique. En particulier, ils ne peuvent adhérer aux C. S. R.

« ...La collaboration dans l'unité n'est possible qu'avec la condamnation des C. S. R., responsables de l'impuissance actuelle » (1).

(1) *La Voix du Peuple*, n° de janvier 1922, p. 41.

Mais les C. S. R. refusent pour la plupart de se dissoudre ; les minoritaires accusent le Bureau de la C. G. T. d'avoir commis une violation de la liberté de pensée.

Brusquement, le Comité Central des C. S. R. décida de réunir à Paris un Congrès Confédéral où serait mise en cause « la politique d'exclusion » de la C. G. T. Le Congrès se tint à Paris du 22 au 24 décembre 1921. D'après le compte rendu officiel, 1564 syndicats étaient représentés (1). Après des débats animés, le congrès vota un ordre du jour qui débutait par un réquisitoire en règle contre le Bureau Confédéral de la C. G. T., « coupable d'avoir, contrairement aux résolutions du Congrès de Lille, qui ne prévoyaient aucune exclusion, approuvé toutes les exclusions prononcées en son nom. L'autonomie des syndicats a été ainsi violée. » Et, après avoir énoncé divers autres griefs, le Congrès unitaire réclamait la convocation d'un congrès extraordinaire confédéral, « qui statuerait souverainement sur tous ces points » (2). Si, au cas où la convocation de ce Congrès ne serait pas décidée au 31 janvier 1929, la Commission d'organisation du Congrès Unitaire le convoquerait à sa place et proposerait la déchéance du Bureau Confédéral et de la C. A. actuelle. Enfin, le Congrès Unitaire décida que les syndicats minoritaires suspendraient provisoirement le paiement des cotisations confédérales et qu'une Commission d'organisation minoritaire ferait éditer pour

(1) Martin-Saint-Léon, *ouv. cit.*, p. 49.

(2) *Ibid.*, p. 49.

eux des cartes et des timbres provisoires, jusqu'à la réorganisation du mouvement syndical français (1).

De son côté la C. G. T. démontra que le Congrès Unitaire était manifestement la conséquence d'une usurpation de pouvoir. La C. G. T. ne pouvait que le tenir pour nul et non avenu; elle refusait ainsi toute considération (2).

Six semaines plus tard, le Comité Confédéral de la C. G. T. se réunit à Paris du 13 au 15 février 1922. Tous les syndicats qui avaient participé au « Congrès irrégulier » de Paris furent exclus de l'organisation Confédérale, la proposition d'un Congrès Confédéral extraordinaire fut aussi repoussée. La scission syndicaliste était consommée.

II

Après la scission, l'antagonisme d'idées et de personnes était créé. La force révolutionnaire se trouvait réduite, car les deux C. G. T. luttèrent l'une contre l'autre parallèlement à la lutte de classes, ainsi il n'y eut plus de front unique lors de la manifestation du 1^{er} mai.

L'orientation du syndicalisme était changée. On voit une C. G. T. qui évoluait vers un néo-réformisme, tandis que l'autre glissait vers une liaison étroite avec le parti communiste.

La C. G. T. de la rue Lafayette répudia alors l'action

(1) Picard, *ouv. cit.*, p. 250.

(2) *Ibid.*, p. 251.

directe, la grève générale, l'antimilitarisme (1). Elle s'occupe notamment : 1° de la législation sur les accidents du travail; 2° des retraites ouvrières; 3° de la vulgarisation de la connaissance du droit ouvrier; 4° de la défense de la journée de huit heures; 5° de la lutte contre la vie chère; 6° de l'apprentissage, de l'éducation ouvrière, etc (2). En effet après M. Jouhaux, plusieurs militants de la C. G. T. soutenaient que le syndicalisme antidémocratique était une formule périmée, une formule d'avant-guerre (3).

Quant à la C. G. T. U. « elle est à cent lieues des proclamations de 1906. Sans doute, a-t-elle conservé, avec tout leur sens révolutionnaire, les idées de lutte de classes et de grève générale. Mais il n'est plus question d'appliquer ces idées dans le domaine de l'autonomie syndicale. Les militants de la C. G. T. U. n'ont d'ailleurs pas caché ce changement » (4).

« Si la résolution d'Amiens, dit M. Monmousseau, est véritablement l'expression du syndicalisme absolu, suffisant à tout, dominant et absorbant tout, il y a belle heure qu'elle a été révisée dans la pratique, et notre entreprise de révision consiste simplement à ajouter au grand jour quelques virgules qui manquaient à son texte, pour en faire sortir l'expression d'une doctrine vivante » (5). Cette opi-

(1) Martin Saint-Léon, *Ouv. cit.*, pp. 62-63.

(2) *Ibid.*, pp. 66-68.

(3) Cazalis, *Ouv. cit.*, p. 149, voir aussi pp. 138-140, 142, 152.

(4) *Ibid.*, p. 182.

(5) Monmousseau, *Le Syndicalisme devant la Révolution*, cité par Cazalis, p. 182.

nion de M. Monmousseau est bien celle de la C. G. T. U. de France.

Les militants de la minorité déclaraient donc que la Charte d'Amiens n'avait qu'une valeur provisoire; si, en 1906, elle frappait d'interdit un parti socialiste, à bon droit suspecté de réformisme, elle n'entendait pas condamner toute alliance, dans le futur, avec un parti nettement révolutionnaire tel que le parti communiste actuel.

De plus en plus, la C. G. T. U. — surtout depuis la Constitution en 1922 du Comité d'Action — a glissé vers une liaison étroite avec le parti communiste.

« Dans les usines, écrit M. Cazalis, la propagande extrémiste se fait au sein de cellules du parti communiste, cellules qui tendent à remplacer les syndicats purs et dont la C. G. T. U. elle-même favorise le développement.

« Les militants de la C. G. T. U. se mêlent aux manifestations du parti. Ils collaborent régulièrement à la rédaction des journaux communistes, qui doivent observer à l'égard de Moscou, nul ne l'ignore, les règles d'une rigoureuse orthodoxie » (1).

Ainsi, le syndicalisme des deux C. G. T. ne ressemble plus à celui de la Charte d'Amiens.

En réalité, il n'y a plus guère qu'une partie de la fraction minoritaire détachée de la C. G. T. U. (cette fraction est, elle-même, composée de deux courants, l'un syndicaliste-révolutionnaire, l'autre anarchiste) qui s'ins-

(1) Cazalis, *Ouv. cit.*, p. 183.

pire encore de formules analogues aux principes proclamés en 1906, et qui soutienne l'idée que le syndicalisme doit se suffire à lui-même (1).

« Mais ces éléments sont peu nombreux, et il paraît bien aujourd'hui que la doctrine d'Amiens a été condamnée, à tort ou à raison, par la grande masse du syndicalisme français, de plus en plus pénétrée d'influences politiques diverses.

« Ce glissement, il faut le noter, affecte profondément l'avenir du syndicalisme » (2).

Par conséquent, la situation des Internationales Syndicales (au début de 1925) devenait la suivante : « Une Internationale qui est une annexe avouée du parti communiste, qui a repoussé l'idéologie du syndicalisme se suffisant à lui-même, pour la remplacer par l'idéologie bolchévique; — une Internationale nettement imprégnée de l'esprit socialiste, tournée comme le parti socialiste vers le néo-réformisme, mais menacée, depuis que Moscou a trouvé en elle des éléments de gauche à exploiter, et malgré les affirmations de la droite, d'être noyautée comme la C. G. T. le fut en France; — au milieu, une Internationale à la fois syndicaliste révolutionnaire et anarchiste qui lutte pour maintenir la vieille conception du syndicalisme se suffisant à lui-même » (3).

(1) Voir le livre de M. Benard, *le Syndicalisme ouvrier et la Révolution Sociale*, qui traite de cette tendance du syndicalisme français.

(2) Cazalis, ouv. cit., p. 185.

(3) *Ibid.*, p. 219.

Section II. — LES CAUSES ORIGINELLES
DU CONFLIT DES TENDANCES
DANS LE SYNDICALISME CONTEMPORAIN (1918-1922)

Dans cette section, il y a trois alinéas : 1° La guerre de 1914 et le patriotisme chez les ouvriers français; 2° La Révolution russe et la III^e Internationale Communiste; 3° Les éléments contradictoires dans les Origines du Syndicalisme français. Dans les deux premiers alinéas, nous essayons de retracer les événements qui ont causé le conflit syndicaliste, tandis que dans le troisième nous rechercherons les causes du conflit des doctrines.

1. LA GUERRE DE 1914 ET LE PATRIOTISME
CHEZ LES OUVRIERS FRANÇAIS

La Guerre Mondiale éclate en août 1914. Les ouvriers rejoignent leurs régiments en bon ordre. La C. G. T. collabore dans l'Union Sacrée. Cela provoque une lutte de tendances entre majoritaires et minoritaires de la C. G. T., parce que ceux-ci prétendent que les syndicalistes révolutionnaires ne doivent pas collaborer avec la classe bourgeoise, puisqu'ils étaient antimilitaristes et antipatriotistes avant la guerre. La guerre et le patriotisme ouvrier devenaient ainsi une cause de conflit de tendances dans le syndicalisme français contemporain.

Nous allons maintenant étudier :

1. *Les Français et leur patrie.*

La morale publique de chaque puissance ne connaît pas de devoir plus haut que le patriotisme (1). Les Français sont aussi, et même plus, patriotes que les autres. Ils ont la vertu de se donner tout entiers pour défendre leur patrie; la nation peut leur imposer tous les sacrifices. « Ne demandez pas au Français, écrit M. Siegfried (2), son argent sous forme de contribution volontaire, il ne vous le donnera pas, mais faites appel à lui pour la défense du pays, il accourra et se donnera tout entier... S'agit-il par ailleurs d'une doctrine à défendre, non pas d'un programme d'intérêts, mais d'une politique de principes, impliquant la liberté, l'égalité, la République, vous trouverez par centaines de mille les apôtres et les militants. Nous devons à cet enthousiasme des types profondément français, que chaque génération régulièrement renouvelle : le révolutionnaire de 1792, le quarante-huitard, le « bon républicain » de Gambetta, le militant syndicaliste, et sans doute beaucoup de nos communistes ».

En effet, la Révolution française, les guerres nationales, etc..., devaient laisser dans la conscience des masses un souvenir ineffaçable. Elles ont fait surgir un héroïsme des masses. « La tradition de la Révolution française, écrit M. Bouglé (3), est encore assez vivante dans notre corps primaire, pour lui conserver ce sentiment de fierté natio-

(1) J. Maxe, *De Zimmerwald au Bolchevisme*, p. 48.

(2) A. Siegfried, *Tableau des Partis en France*, pp. 42-43.

(3) C. Bouglé, *Syndicalisme et Démocratie*, pp. 183-184.

nale. Elle inspire aux maîtres, en même temps que le souci persistant de l'indépendance nationale, la croissante préoccupation de l'humanité. Un patriotisme « humain » est le seul qui soit intimement adapté à cet esprit démocratique qui est la force et la gloire de notre nation ».

En outre, le sentiment que la frontière est proche, qu'il faut être prêt à la défense s'impose à tous les Français (1) ; la guerre, pour eux, ce n'est donc pas l'expédition qu'on fait chez les autres, c'est l'invasion qu'on repousse. L'attitude française envers la guerre de 1914 pourrait bien être une preuve de ce sentiment.

2. *Le patriotisme chez les socialistes français.*

Les socialistes français déclaraient que le prolétariat, socialistes en tête, devait défendre la patrie menacée. Le pays qui attaque ne mérite pas la défense du prolétariat, mais le pays attaqué doit bénéficier de toutes les solidarités de la classe ouvrière.

En 1893, les Guesdistes proclamaient dans un manifeste :

« Non, l'internationalisme n'est ni l'abaissement ni le sacrifice de la patrie...

« On ne cesse pas d'être patriote en entrant dans la voie internationale qui s'impose pour le complet épanouissement de l'humanité, pas plus qu'on ne cessait, à la fin du siècle dernier, d'être Provençal, Flamand ou Breton, en devenant Français.

(1) A. Siegfried, *Ouv. cit.*, p. 97.

« Les socialistes français sont encore patriotes à un autre point de vue et pour d'autres raisons : parce que la France a été dans le passé et est destinée à être dès maintenant l'un des facteurs les plus importants de l'évolution sociale ».

Après avoir rappelé le passé révolutionnaire de la France : la grande Révolution, Babeuf, Fourier, Saint-Simon, les insurgés de Lyon 1831, du Paris de 1848 et de 1871, etc..., le manifesté déclare que c'est pour défendre ce passé que les socialistes français devaient être patriotes et conclut par ce cri : « vive l'Internationale ! vive la France ! »

Peu de temps après, au Congrès de Paris, les Guesdistes répétèrent que « la France attaquée n'aurait pas de plus ardens défenseurs que les socialistes du parti ouvrier ».

Au Congrès socialiste de Limoges en 1906, Jules Guesde maintenait que les prolétaires avaient bien une patrie. « Depuis 1848, dit-il, depuis que le suffrage universel a été mis dans sa main comme une arme, le prolétaire a une patrie, et, s'il n'en jouit pas, c'est sa faute... Les nations sont quelque chose de considérable dans l'évolution de l'humanité, elles sont une étape sur la route de la grande patrie humaine » (1).

De son côté Jaurès répandit les mêmes idées que Guesde. « Si nous, dit Jaurès, socialistes français, nous étions indifférents à l'honneur, à la sécurité, à la prospérité de la France, ce n'est pas seulement un crime contre la patrie

(1) Cité par Zévaès dans *Le Parti Socialiste* de 1904-1923, pp. 55-56.

que nous commettrions, mais un crime contre l'humanité, car la France est une France libre, grande, forte, nécessaire à l'humanité. C'est en France que la démocratie est parvenue à sa forme la plus logique : la République...

« Si notre pays, continue Jaurès, était menacé par une coalition de despotes ou par l'empoiement brutal d'un peuple cupide, nous serions des premiers à courir à la frontière pour défendre la France, dont le sang coule dans nos veines et dont le fier génie est ce qu'il y a de meilleur en nous... »

De plus, à la Chambre des Députés, Jaurès précisa encore que les socialistes français revendiquaient, eux aussi, le retour de l'Alsace-Lorraine à la France.

« Ne croyez pas, dit-il, lorsque nous affirmons ici notre haine de la guerre, que nous soyons résignés pour notre pays à la brutalité des faits accomplis. Nous n'oublions pas, nous ne pouvons pas oublier. Je ne sais si quelqu'un oublie, mais ce n'est pas nous ! Nous sommes dans la nécessité douloureuse de dire : la nation française est mutilée, nous n'oublions pas la blessure profonde reçue par la patrie, parce qu'elle est en même temps une blessure profonde reçue par le droit universel des peuples. Contre l'atteinte portée au droit, nous ne protestons pas seulement comme Français subissant un déchirement intime dans le déchirement commun de la patrie, nous protestons aussi comme socialistes...

« En attendant la réalisation de la paix internationale par l'Unité socialiste, il est du devoir de tous les socia-

listes, dans tous les pays, de protéger chacun leur patrie contre toutes les agressions possibles » (1).

Et « pendant la dernière guerre, écrit M. Siegfried, Vaillant, Jules Guesde, vieille garde révolutionnaire, retrouvèrent tout au fond d'eux-mêmes le vieux serment national. Il persiste, authentique, chez un Painlevé, chez un Paul-Boncour. Cependant, cette idée que la France est la grande nation démocratique, et que la défendre c'est défendre la Démocratie elle-même, a je ne sais quoi de démodé par rapport à ces idéologies nouvelles qui n'ont pas eu notre pays pour berceau. Depuis une quarantaine d'années, les inspireurs véritables de la pensée internationale extrémiste, en Europe, sont des protestants ou des juifs : le Français du crû ne se sent jamais tout à fait à son aise avec eux » (2).

Après toutes ces citations, j'espère que l'on voit clairement ce que pensaient les socialistes français à l'égard de la patrie et de la Défense Nationale.

3. *Le Patriotisme chez les ouvriers français.*

Nous venons de constater que les sentiments patriotiques étaient ancrés chez tous les Français. La classe ouvrière subit l'empreinte des traditions nationales plus profondément que la classe capitaliste. Avant la guerre de 1914, les syndicalistes français avaient déclaré que la classe

(1) Chambre des Députés, séance du 7 avril 1895 (*Journal Officiel* du 8 avril 1895), cité par A. Zévaès, p. 49.

(2) Siegfried, *Ouv. cit.*, pp. 101, 102.

ouvrière était antipatriotiste; mais, malgré leur doctrine et leur croyance, ils sont impuissants, parce qu'ils sont en contradiction avec leur caractère français. En France, « l'ouvrier de l'industrie, type social de formation postérieure, a commencé par avoir tout simplement, comme le paysan et l'artisan, l'esprit de la Révolution française, mais avec un dévouement idéologique peut-être plus passionné : la lutte de classes, conception étrangère, n'est venue que plus tard, mais il y a, en dehors d'elle, un mouvement ouvrier proprement français dont l'idéal est loin, même aujourd'hui, d'avoir épuisé sa vertu » (1); selon M. Siegfried, ce qui fait que nombre d'ouvriers français étaient simplement « républicains ».

Pendant la guerre de 1914, les ouvriers français croyaient que leur pays avait été injustement attaqué, ils rejoignaient leurs régiments en bon ordre, et leurs chefs adhéraient à l'Union Sacrée (2). Ils croyaient que la France et ses Alliés faisaient une guerre du droit, une guerre de libération, une « guerre à la guerre » (3). On voyait, le 2 août 1914, le premier jour de mobilisation, « des ouvriers dans des villes que l'on prétendait révolutionnaires, crier « à Berlin » ! C'était surtout des syndiqués, des socialistes se prétendant ainsi des travailleurs organisés, qui, Allemands ou Français, couraient à la frontière comme des fous » (4).

(1) Siegfried, ouv. cit., p. 67.

(2) Picard, ouv. cit., p. 51.

(3) Jouhaux, *Le Syndicalisme et la C. G. T.*, p. 196.

(4) Congrès de Lyon, p. 36 (discours de Meric).

Au Congrès Ouvrier de Lyon, M. Frossard expliqua que « si, le 31 juillet 1914, nous avions essayé de résister, nous aurions été emportés par le torrent de chauvinisme qui déferlait à ce moment-là sur le pays ». Écoutons aussi M. Merrheim : « Nous étions complètement désarmés, affolés, pourquoi ? Parce que la classe ouvrière, soulevée par une crise formidable de nationalisme, n'aurait pas laissé aux agents de la force publique le soin de nous fusiller, elle nous aurait fusillés elle-même!... » (1).

Mais les militants syndicalistes eux-mêmes, quelle était alors leur attitude ?

4. — *Le Patriotisme chez la majorité des militants syndicalistes français.*

Avant la guerre de 1914, la C. G. T. était antimilitariste et antipatriote. Pendant la guerre beaucoup de militants de la C. G. T. estimaient que la classe ouvrière était solidaire de certains intérêts nationaux et qu'elle ne pouvait s'en éloigner dans des circonstances comme celles d'une guerre. Puisque le sang gaulois a coulé, le prolétariat français n'a qu'un seul cri : « La France est attaquée, la démocratie est attaquée, nous allons défendre notre pays » (2).

Au Congrès de Lyon de 1919, M. Merrheim déclara que lui, l'auteur des résolutions de Zimmerwald, il n'aurait jamais voulu, à la fin de 1917, alors que toute la France vivait

(1) Congrès de Lyon, p. 169.

(2) Congrès de Paris, 1918, p. 173 (discours de Bidegaray).

dans l'attente anxieuse d'une offensive qu'on annonçait formidable, se livrer à la moindre propagande pour la paix. « Nous ne voulons pas faire subir à la France la paix de Brest-Litovsk, dit-il ». Et, parlant des événements de mars 1918, il ajoutait : « pouvions-nous faire appel à l'action au moment où nous étions dans la position de vaincus ? J'ai considéré que nous n'en avons pas le droit, j'ai pris cette responsabilité ; je ne pouvais pas ne pas la prendre, même si j'examine les conséquences terribles de cette guerre » (1).

A ce même congrès, M. Bourderon déclara aussi qu'il ne voulait tout de même pas accepter une paix pour son pays comme les Russes avaient été obligés d'en subir une l'année précédente (2).

Voici M. Dumoulin venant blâmer la grève de 180.000 métallurgistes, déclenchée en mars 1918, au plus fort de l'offensive allemande. « Ils ont fait, dit-il, grève de bonne foi, à un moment où il ne fallait pas la faire. Moi, j'ai la franchise de déclarer ici qu'on ne doit pas faire grève quand il y a offensive allemande, et pourtant je ne suis pas Défense Nationale » (3).

M. Bidegaray se rappela aussi qu'il avait été de ceux, avec tous ses amis cheminots de toutes opinions, qui avaient toujours dit que la Défense Nationale passait d'abord, et la Défense des intérêts corporatifs ensuite, parce que l'une était liée à l'autre (4). « En 1914, ajoutait-il, j'ai eu le cou-

(1) Congrès de Lyon, p. 178.

(2) *Ibid.*, p. 64.

(3) *Ibid.*, p. 146.

(4) *Ibid.*, p. 170.

rage de dire : si notre pays est attaqué, le devoir de tous est de le défendre, de défendre la Démocratie dans le monde » (1).

5. *Patriotisme et Antipatriotisme*

Si l'on a suivi les pages précédentes, on voit que le patriotisme était ancré chez tous les Français, y compris les socialistes, les ouvriers, et la majorité des militants syndicalistes. La guerre de 1914 réveilla tous ces sentiments patriotiques. Mais la C.G.T. d'avant-guerre avait été antipatriotiste, il y eut donc encore des militants qui se réclamaient de cette tradition syndicaliste ; pour eux, les notions de guerre, de patrie, de défense nationale, étaient des notions purement bourgeoises, leur seule signification, à leurs yeux, était, comme l'avait dit Marx, de retarder la lutte de classes. Le syndicalisme français d'avant-guerre avait bien ce caractère-là.

Cependant, lorsque la guerre éclata, les ouvriers répondirent quand même à l'appel de la mobilisation. Pourquoi cela ? « Parce que l'antipatriotisme des syndiqués n'avait pas de racines profondes, parce que les ouvriers non syndiqués conservaient un sentiment très vif de la patrie, et que la C.G.T. n'avait jamais organisé sérieusement la résistance éventuelle à un ordre de mobilisation » (2). Ainsi, quand la guerre est une fois déclarée, on voit se produire un changement complet dans le sentiment de la classe ouvrière.

(1) Congrès de Lyon, p. 170.

(2) Picard, ouv. cit., p. 50.

Néanmoins, les minoritaires allaient attaquer très sévèrement la politique de guerre de la C. G. T. La lutte des tendances est ainsi reprise.

S'il n'y avait pas eu de guerre, le patriotisme de la majorité syndicaliste ne se serait peut-être pas révélé ; si la majorité de la C.G.T. n'avait pas collaboré dans l'Union Sacrée, il n'y aurait pas eu d'attaques faites contre elle par la minorité ; il n'y aurait donc pas de conflit. Mais la guerre a eu lieu, le patriotisme chez les ouvriers s'est soulevé, la lutte des tendances s'est alors produite ; la guerre de 1914 et le patriotisme chez les ouvriers est donc ce qui causa le conflit des tendances dans le syndicalisme français contemporain.

II — LA RÉVOLUTION RUSSE ET LA III^e INTERNATIONALE COMMUNISTE

La Révolution russe et la III^e Internationale Communiste furent une autre cause du conflit des tendances dans le syndicalisme français contemporain. Le traité signé entre les Bolchevistes et les Allemands à Brest-Litovsk, le 1^{er} mars 1918, avait fait beaucoup de mal à la France, car, dès ce traité signé, l'effort militaire des troupes allemandes s'avavançait jusqu'à 65 kilomètres de Paris, avec des pièces d'artillerie lourde qui tiraient sur cette ville. En même temps, la force militaire de l'Entente était fort affaiblie par la retraite des troupes russes. Ainsi, la plupart des Français, y compris beaucoup d'ouvriers et de militants syndicalistes, n'appuyèrent jamais la Révolution russe.

Après cette révolution, à Moscou, la III^e Internationale Communiste fut fondée. Elle attaquait alors violemment la Fédération Syndicaliste Internationale d'Amsterdam, dont la C.G.T. française restait un membre très fidèle. En conséquence, cette lutte entre Moscou et Amsterdam provoqua le mécontentement de la majorité de la C.G.T. envers la III^e Internationale Communiste.

De plus, comme le noyautage et la dictature furent pratiqués par la III^e Internationale Communiste, et, comme celle-ci voulait mettre tous les syndicats sous la direction du parti communiste, elle s'opposait directement aux doctrines de la C.G.T. française, car celle-ci préconisait toujours l'autonomie syndicale.

Cependant, malgré tous ces oppositions, la minorité de la C.G.T. prétendait que la Révolution russe était le premier foyer de la Révolution Mondiale, que le Soviet était le gouvernement des producteurs ; la minorité favorisait donc cette révolution bolchéviste et cette dictature de la III^e Internationale Communiste.

C'est à cause de tout cela qu'il y eut dans les Congrès ouvriers de grands débats sur l'orientation internationale syndicale.

Cherchons maintenant :

1. Ce que pensaient beaucoup de Français lors de la Révolution russe.

La Paix de Brest-Litovsk avait permis à l'Allemagne de jeter toutes ses armées sur le front occidental. Quand un Français se rappelle tous les avantages que le gouvernement bolchéviste avait consentis à l'Allemagne, il est en droit de se poser cette question : « Les Bolchévistes sont-ils autre chose que des traîtres à la solde de l'Allemagne ? »

Quand il se souvient de l'angoisse qui lui serra le cœur à la nouvelle de la défection de la Russie, quand il évoque les heures tragiques du printemps de 1918, alors que l'Allemagne jetait toutes ses forces accumulées sur le front français, et quand il se remémore ce passé encore si proche, il lui est « bien difficile d'envisager la question avec sang-froid et objectivité » (1).

(1) E. Antonelli, *La Russie Bolchéviste*, p. 187.

On estimait en France, à ce moment-là, que la Révolution russe était l'anarchie avec toutes ses cruautés et ses horreurs, que, pour commencer, elle plongerait la malheureuse Russie dans un abîme dont en effet elle n'a pu encore sortir. Il semble bien que l'Allemagne, qui a contribué à déclencher ce terrible cataclysme, caressa pendant quelque temps l'espoir d'écraser la France en déversant sur elle le flot des « hordes affamées de Moscou ». On croyait donc que la Révolution bolchéviste avait été fomentée par la diplomatie de l'Allemagne contre l'Entente, que c'était bien Lénine, agent de l'Allemagne (car il a été prouvé que Lénine avait touché de l'argent de l'Allemagne en pleine guerre pour détruire l'armée), qui avait perpétré un coup d'Etat pour procurer à l'Allemagne une paix avantageuse, comme celle de Brest-Litovsk (1).

Après cette paix, les alliés devraient épuiser jusqu'à leur dernier homme, pour obtenir la victoire finale, qui allait être si décevante, car le concours militaire que constituait pour eux le formidable réservoir d'hommes de la Russie, venait d'être supprimé par les Bolchévistes.

Pour un Français ententiste, les révolutionnaires russes, Lénine et Trotsky en tête, ne sont que des traîtres : ils ont trahi l'Entente, ils l'ont lâchée en pleine bataille au risque de lui faire perdre la partie (2).

Les Bolchévistes n'étaient pas seulement « des traîtres

(1) F. Matter, *La France est-elle défendue?* p. 69.

(2) Berth, *ouv. cit.*, p. 3.

de l'Entente pendant la guerre », ils étaient aussi « de fidèles serviteurs de l'Allemagne ».

M. J. Maxe écrit que les dictateurs russes étaient allés rendre à l'Allemagne impériale un fier service par la publication des traités secrets entre les pays de l'Entente. Ces traités furent publiés, d'ordre du gouvernement bolchéviste, par le *Izvestia* à partir de novembre 1917. La censure française les arrêta, mais en décembre le *Manchester Guardian* en donna l'essentiel, puis en février 1918, Buxton les réunit sous le titre : *The secret Agreements*.

D'après tout cela, nous pouvons voir ce que pensaient la plupart des Français au moment de la Révolution russe.

Mais la classe ouvrière en France, quelle était son attitude à l'égard de cette Révolution bolchéviste?

En faisant une paix séparée, la Russie exténuée cessait sa participation à la guerre, seule une fraction du monde ouvrier en France lui conservait ses sympathies (1).

En décembre 1919 et janvier 1920, l'Union des métaux en France avait adressé un appel et un questionnaire à ses camarades métallurgistes. Ce questionnaire leur demandait ce qu'ils étaient disposés à faire contre le blocus de la Russie. Le résultat de cette enquête fut que l'Union des métaux reçut sur 410 syndicats qui existaient, 72 réponses, dont 25 réponses seulement en faveur d'une action pour la Révolution russe (2). Au congrès d'Orléans,

(1) *La Voix du Peuple*, janv. 1922; p. 19.

(2) Congrès d'Orléans, p. 362.

M. Merrheim rappela que « l'on a signalé des maisons dans le département de la Seine, où tous les jours on fabrique des avions qui partent pour la Pologne, qu'on est allé faire des réunions à la porte de ces maisons et que pas un travailleur n'a assisté à ces réunions » (1). Et « qu'il en est de même à Saint-Denis. Chaque jour il part de Saint-Denis, tanks, mitrailleuses, canons, fusils pour la Pologne, et militants et syndicats sont impuissants à empêcher cela dans ce Saint-Denis prétendu révolutionnaire » (2).

Quant à l'attitude des militants syndicalistes, M. Merrheim signale que dans la Conférence de Clermont-Ferrand de 1917, l'attitude de la C.G.T. avait été persévérante, quand on eut demandé d'envoyer aux révolutionnaires russes le salut du prolétariat français. Puis, qu'à la Commission de Résolution la majorité avait été vivement opposée à l'envoi du salut au gouvernement russe paralysé (3).

M. Bourderon affirma aussi que la C.G.T. n'avait pas agi suffisamment en faveur de la Révolution russe (4). M. Dumoulin remarqua que la C.G.T. n'avait pas confiance dans la Révolution russe, non plus qu'à l'égard de Zimmerwald (5).

Sur tout cela nous pouvons juger de l'attitude de la majorité de la classe ouvrière en France envers la Révolution bolchéviste.

(1) Congrès d'Orléans, p. 362.

(2) *Ibid.*, p. 363.

(3) Congrès de Paris, p. 215.

(4) *Ibid.*, p. 120.

(5) *Ibid.*, p. 145.

2. *La lutte entre Amsterdam et Moscou*

L'attitude de la Fédération Syndicale Internationale d'Amsterdam, quelque peu modérée, ne tarda pas à être dénoncée par la III^e Internationale Communiste de Moscou. La lutte contre cette F. S. I. devint rapidement l'un des points essentiels de la propagande de Moscou et, « en France, cette propagande s'exerça par l'intermédiaire des militants noyauteurs et des C. S. R. » (1).

Dans le préambule des statuts de l'Internationale Syndicale Rouge, une filiale de la III^e Internationale Communiste, on lit ceci :

« Toutes les Internationales ayant existé jusqu'à ce jour ne furent, en réalité que de simples bureaux d'information, ignorant la lutte de classes. Aujourd'hui, l'Internationale Syndicale d'Amsterdam répond encore moins que ses devancières aux exigences du moment.

« La première exécutait seulement un travail d'information, l'Internationale actuelle fait en plus une besogne anti-ouvrière, bourgeoise, mettant en pratique la politique de collaboration de classes et propageant l'idée de passage paisible du capitalisme au socialisme. C'est en somme une Internationale de réaction contre la lutte pour la libération de la classe ouvrière » (2).

A la séance du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, tenue le 7 août 1920, il y eut une discussion au

(1) Cazalis, ouv. cit., p. 195.

(2) *La Vie Syndicale*, janv. 1923, p. 113.

sujet de la délégation au Congrès International des ouvriers métallurgistes. Ce comité exécutif chargea la délégation des directives suivantes :

« ...Dans le cadre international, il faut travailler pour la scission, car l'Union jaune d'Amsterdam est l'appui principal de la bourgeoisie. Les chefs d'Amsterdam et la F.S.I. sont des mercantis par excellence, qui, après avoir pris place sur le dos des syndicats, exploitent le mouvement syndical d'une façon habile. Il faut, à tout prix, détacher au Congrès International des Métallurgistes, au moins une partie des Fédérations de l'Union jaune d'Amsterdam » (1).

Dans sa circulaire, adressée à toutes les centrales syndicales européennes, Zinoviev déclara :

« Demain, si les circonstances leur sont favorables, MM. Jouhaux en France et Gompers en Amérique, etc., deviendront à leur tour des Noske, bourreaux de la classe ouvrière, comme il est arrivé à leurs pareils dans plus d'un pays.

« L'Internationale Communiste juge que l'heure a sonné pour les organisations syndicales, délivrées des influences bourgeoises, des traîtres au socialisme, de reconstituer leur organisation internationale, et que cette tâche incombe aussi bien au mouvement syndical en général qu'aux différents secrétariats professionnels.

« A la F.S.I. jaune, qui emploie constamment les agents de la bourgeoisie à Amsterdam, Washington et Paris, il

(1) Cité par Merrheim au Congrès d'Orléans, p. 379.

faut opposer la véritable F.S.I. prolétarienne rouge, qui lutte aux côtés de la III^e Internationale Communiste ».

A l'ouverture du Congrès de la Fédération Syndicale Internationale à Londres, une lettre, datée du 19 novembre 1920, lui fut adressée par des chefs du gouvernement Communiste. « Citoyens, disait la lettre, vous donnez à votre Congrès le nom de Congrès International du travail. En fait, il s'agit d'un Congrès de meneurs jaunes, qui ne cessent de trahir les intérêts fondamentaux du mouvement prolétarien en général et des Unions de travailleurs en particulier... Vous représentez les 28 millions de travailleurs organisés, de la même façon que feraient des charlatans : autrement dit, comme les députés bourgeois de la Chambre française représentent le peuple français... Pendant la guerre, qu'avez-vous fait ? vous, meneurs jaunes ? Vous avez été les pires traîtres pour les classes travailleuses... Or, ces traîtres se sont réunis et s'absolvent mutuellement de leurs péchés... Au même titre que les bourreaux impérialistes, vous êtes responsables de millions de cadavres... Vous avez participé à cette Ligue des Nations, Ligue de bandits, par l'intermédiaire de ce que vous appelez votre B.I.T., et à la tête duquel se trouve un coquin retors... Les travailleurs conscients se groupent dans le monde entier, sous la bannière de l'Internationale Communiste, organe destiné par l'histoire à mener le prolétariat brisant ses chaînes... Meneurs jaunes, vous aurez la guerre... Les travailleurs vous haïssent... Vous êtes les principaux soutiens du capitalisme vivant ses derniers moments... Sachez que votre règne tire à sa fin... Vous

essayez de remettre sur pied une Internationale Ouvrière, effort voué à l'échec. Les travailleurs conscients ont formé à Moscou une Union Internationale de véritables organisations prolétariennes... Les mercantis du travail ne pourront pas plus longtemps tromper les masses... Hurlez, aboyez contre l'Internationale Communiste, pygmées que vous êtes, etc... » La lettre s'achevait dans un flot d'injures (1).

Quelles étaient les conséquences de toutes ces attaques ? Que pensait la majorité de la C. G. T. française de ces injures ? Elle défendit la Fédération Syndicale Internationale d'Amsterdam beaucoup plus vigoureusement qu'auparavant (2).

3. *Le Noyautage et la Dictature de la III^e Internationale Communiste.*

Le noyautage et la Dictature du parti communiste sont tout à fait inconciliables avec l'autonomie syndicale du syndicalisme français. Comme le noyautage dans toutes les organisations ouvrières, la subordination de tous les syndicats au parti communiste étaient la politique de la III^e Internationale Communiste, la majorité de la C.G.T. française ne voulut jamais y adhérer. Pour montrer la politique de cette III^e Internationale Communiste, il convient

(1) Publié par le *Daily Herald*, du même jour; cité par Picard (ouv. cit.), pp. 243-244. Cette lettre a été aussi publiée dans *La Voix du Peuple*, janv. 1922, pp. 30-32. Voir aussi pp. 33-35 la seconde lettre de Zinoviev.

(2) Voir aussi le chapitre VII de la 1^{re} partie de notre étude.

de citer quelques-unes de ses propres résolutions, statuts, circulaires, etc., afin de pouvoir déterminer la véritable doctrine de la III^e Internationale Communiste.

Concernant le noyautage, voici une adresse du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste aux travailleurs français. (Extrait du rapport présenté par Cachin et Frossard et publié dans un n^o spécial de *l'Humanité*).

« Dans chaque syndicat, dans chaque section de syndicat, nous devons organiser un groupe ou un petit groupement communiste. Sur le terrain de la lutte quotidienne, nous devons démasquer les Jouhaux, grands ou petits. C'est à l'Internationale Communiste à les démasquer. Nous devons ouvrir les yeux de tous les membres du syndicat, nous devons expulser des syndicats les leaders social-patriotes, nous devons, par une lutte longue et persévérante, arracher syndicat après syndicat à l'influence des social-traitres, des syndicats jaunes du dit Jouhaux. C'est l'Internationale Communiste qui doit accomplir cette besogne. Par une longue action, les Bolchéviks russes ont su accomplir cette tâche ; à la veille de la Révolution d'octobre, ils étaient encore en minorité dans les syndicats ; ayant pris le pouvoir, ayant donné aux travailleurs conscients de nouveaux moyens de propagande, les Bolchéviks russes ont pu, bientôt après la Révolution, conquérir une énorme majorité dans les syndicats.

« C'est cette voie que doivent suivre les communistes et les révolutionnaires du monde entier » (1).

(1) Cité par Rey au Congrès d'Orléans, p. 343.

Voici une opinion soutenue au Congrès Communiste qui se tint en mars 1920 :

« Tout parti désireux d'appartenir à l'Internationale Communiste doit poursuivre une propagande systématique au sein des syndicats, des coopératives et autres organisations des masses ouvrières. Des noyaux communistes doivent être formés, dont le travail opiniâtre et constant conquerra les syndicats au communisme. Leur devoir sera de révéler à tout instant la trahison des social-patriotes et les hésitations du « centre ». Ces noyaux communistes doivent être complètement subordonnés à l'ensemble du parti » (1).

Voici maintenant la 4^e condition des neuf qui furent posées au parti socialiste français et rapportées de Russie par Cachin et Frossard.

« 4 — Le parti socialiste français doit commencer l'organisation des éléments révolutionnaires communistes au sein de la C.G.T., afin de lutter contre les social-traitres de cette Confédération » (2).

Il y eut aussi des conditions votées par le Congrès Communiste après le départ de Cachin et Frossard, qui s'appliquent à tous les partis et qui seront imposées aux Français, quoi qu'ils disent. Elles stipulent exactement ce qui suit :

« 9 — Chaque parti qui désire adhérer à l'Internationale doit systématiquement et de façon persévérante mener une action communiste au sein des syndicats, des conseils d'ouvriers et d'exploitations, des coopératives de consumma-

(1) Cité par Merrheim au Congrès d'Orléans, p. 386.

(2) *Ibid.*, p. 386.

tion et des autres organisations de masse des travailleurs. A l'intérieur de ces organisations il est nécessaire d'organiser des noyaux communistes, qui, par un travail durable et persévérant, doivent gagner les syndicats à la cause du communisme. Ces noyaux ont surtout le devoir, dans leur activité quotidienne, de dévoiler la trahison des social-patriotes et l'hésitation du centre. Les noyaux communistes doivent être complètement subordonnés à l'ensemble du parti.

« 10 — Chaque parti adhérant à l'Internationale Communiste est obligé de mener un combat opiniâtre contre l'Internationale d'Amsterdam des unions des syndicats jaunes. Il doit ensuite propager parmi les travailleurs organisés dans les syndicats la nécessité de rompre avec l'Internationale d'Amsterdam. Par tous les moyens, il doit soutenir l'Union Internationale des syndicats rouges qui doivent se rallier à l'Internationale Communiste » (1).

Au sujet de la guerre civile, voici le système préconisé au deuxième Congrès Communiste ;

« 12 — Le deuxième Congrès doit non seulement sanctionner la mission historique du parti communiste, mais indiquer au prolétariat international, du moins à grands traits, quel doit être le parti communiste.

« 13 — Il doit être organisé sur la base d'un centralisme rigoureux, exiger une discipline de fer de ses membres pour mener la guerre civile inévitable. » (2)

(1) Cité par Merrheim au Congrès d'Orléans, p. 388.

(2) *L'Atelier*, n° 33, 23 octobre 1920.

Pour permettre de connaître les rapports entre l'Etat soviétique et les syndicats, voici quelques résolutions votées au Congrès du parti communiste du 29 mars au 4 avril 1920, sur l'action à mener dans les syndicats.

« Sous la Dictature prolétarienne les syndicats deviennent, d'organes de lutte contre les trafiquants de notre puissance et la classe capitaliste gouvernante, un organisme de la classe ouvrière dominante. Les principaux problèmes des syndicats ne doivent pas être résolus entièrement du seul fait de ceux-ci, et non par eux, comme puissance organisée indépendante, mais comme l'un des principaux organismes de l'Etat soviétique guidé par le parti communiste. C'est seulement dans ces conditions qu'un solide système de Dictature prolétarienne pourra être établi et que l'industrie pourra revivre.

« 1 — L'Etat soviétique est la forme la plus large qu'on puisse imaginer de l'organisation du travail qui réalise en fait la création du communisme, attirant constamment vers cet effort les masses toujours croissantes des paysans. D'un côté, l'Etat soviétique représente l'organisation du travail qui a à sa disposition tous les moyens matériels de coercition. Dans la forme présente de Dictature prolétarienne, l'Etat soviétique est le levier du coup d'Etat économique. Il ne peut par suite être question d'une opposition quelconque aux organes du gouvernement des Soviets.

« 2 — On peut dire que la politique est l'expression la plus complète de la généralisation et de l'achèvement de l'économie. C'est pourquoi tout antagonisme de l'organisa-

tion économique de la classe ouvrière, connue sous le nom de syndicat, envers l'organisation politique, c'est-à-dire les Soviets, est une absurdité qui dévie du Marxisme vers les idées bourgeoises et particulièrement vers les préjugés syndicaux bourgeois. Cette sorte d'antagonisme est encore plus néfaste et absurde pendant la période de dictature prolétarienne, alors que la lutte du prolétariat et l'ensemble de son activité économique et politique devraient être plus que jamais concentrées, unies et dirigées par une seule volonté et liées par une unité de fer.

« 4 — Tout cela démontre le besoin d'un union plus étroite entre l'organisation des Soviets et l'organisation des syndicats. En raison du fait que le gouvernement des soviets représente une organisation toujours plus étendue, concentrant l'entier pouvoir du prolétariat, il est évident qu'avec le développement de la conscience communiste et des capacités créatrices des masses, les syndicats deviendront graduellement des organes auxiliaires de l'Etat prolétarien. Il n'est pas raisonnable de supposer que le contraire puisse se produire » (1).

L'article 14 des statuts de l'Internationale Communiste montre aussi la subordination des syndicats au parti communiste.

« Les Syndicats se tenant sur le terrain du communisme et groupés au point de vue international sous la direction de l'Internationale Communiste, forment une section spéciale de l'Internationale Communiste.

(1) *L'Atelier*, n° 27, 11 sept. 1920.

« Ces syndicats délèguent leurs représentants au Congrès Universel de l'Internationale Communiste par l'intermédiaire des partis communistes des pays auxquels ils appartiennent. La section syndicale de l'Internationale Communiste envoie au Comité de l'Internationale Communiste un représentant avec voix délibérative. Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste a le droit de déléguer un représentant avec voix délibérative dans la section syndicale de l'Internationale Communiste » (1).

Voici un paragraphe des résolutions du IX^e Congrès du Parti Communiste (tenu du 29 mars au 4 avril 1920).

« Il est nécessaire que chaque syndicat possède une fraction organisée et strictement disciplinée du parti communiste. Chaque fraction du P.C. représente une section de l'organisation locale qui est sous le contrôle du Comité du parti, pendant que les fractions du Conseil Central panrusse des syndicats sont sous le contrôle du Comité Central du Parti Communiste russe. Tous les règlements du Conseil Central Panrusse des syndicats concernant les conditions et l'organisation du travail, sont obligatoires pour toutes les organisations syndicales, aussi bien que pour les membres du parti qui y travaillent, et ils ne peuvent être rappelés par aucun autre organe du parti, sauf le Comité central du parti. Les Comités locaux qui contrôlent et dirigent la propagande des syndicats n'ont pas le droit de contrôler et de diriger les dits syndicats dans aucune autre de leurs

(1) *L'Atelier*, n° 33, 23 octobre 1920.

actions. Les rapports entre les Comités locaux du parti et les fractions syndicales sont établis avec la précision voulue par les paragraphes correspondants des statuts du parti » (1).

La résolution votée par le 4^e congrès des syndicats russes disait aussi :

« Le Neutralisme et l'indépendance des syndicats par rapport au socialisme révolutionnaire étaient et restent encore des mots d'ordre de la partie la plus arriérée du mouvement syndical dans tous les pays. Dans tous les pays capitalistes, les leaders des syndicats se prononcent durant ces dernières années pour la neutralité et l'indépendance des syndicats par rapport à l'Internationale Communiste, avec d'autant plus de véhémence qu'ils se lient plus intimement avec la Société des Nations, qu'ils deviennent plus dépendants vis-à-vis de la bourgeoisie de leurs pays. »

L'idée de l'indépendance du mouvement syndical à l'égard du communisme doit donc être repoussée d'une manière décisive et catégorique.

Voici le 14^e paragraphe de cette résolution :

« 14^e — Les syndicats russes doivent propager l'idée que les intérêts de la classe ouvrière et de la révolution mondiale exigent l'union de toutes les organisations révolutionnaires politiques, syndicats et coopératives, en une seule Internationale ». Selon ce même paragraphe la structure révolutionnaire autonome du Conseil International

(1) Cité par Merrheim au Congrès d'Orléans, pp. 383-384.

syndical, les conditions spéciales qui seront élaborées pour l'adhésion des syndicats au Conseil, (car des éléments « sans parti » adhèrent à ceux-ci) tout cela ne veut nullement dire que les deux Internationales forment des organisations séparées au point de vue des idées et de la politique.

« L'Internationale Syndicale Rouge constitue une partie et un complément de l'Internationale Communiste, qui doit incarner toutes les formes et toutes les nuances du mouvement ouvrier révolutionnaire ».

Il est complété par le 17^e paragraphe de cette résolution, qui précise :

« 17^e Les rapports mutuels entre l'Internationale Communiste et le Conseil International des Syndicats doivent tendre à la création d'une seule Internationale. Ce but doit être nettement posé au Congrès international des syndicats ouvriers comme une perspective d'avenir du mouvement ouvrier mondial. Les mesures transitoires doivent être celles-ci : représentation mutuelle, discussion commune des questions fondamentales de la lutte sociale. Des liens organiques, de plus en plus étroits, entre l'Internationale Communiste, et le Conseil International des syndicats, aboutiront, en fin de compte, à la forme de l'organisation la plus rationnelle et la plus désirable, c'est-à-dire à une seule Internationale Communiste Révolutionnaire » (1).

(1) Cité par Merrheim au Congrès de Lille, pp. 232-233.

Voici une résolution votée par le Congrès Communiste de juin 1921 :

« 1° Toutes les mesures doivent être prises pour le groupement le plus ferme des syndicats révolutionnaires dans une organisation de combat, unifiée avec un centre dirigeant, une Internationale Unique, l'Internationale Rouge des syndicats Ouvriers.

« 2° Des liens aussi étroits que possible doivent être établis avec la III^e Internationale Communiste, avant-garde du mouvement ouvrier révolutionnaire dans le monde entier, basés sur la représentation réciproque au sein des deux organes exécutifs de libération communiste.

« 3° Cette liaison doit avoir un caractère organique et technique, elle devrait se manifester par la préparation conjointe et la réalisation des actes révolutionnaires sur une échelle nationale aussi bien qu'internationale.

« Le Congrès affirme la nécessité de tendre à l'unité des organisations syndicalistes révolutionnaires et à l'établissement d'une liaison réelle étroite entre les syndicats ouvriers rouges et le parti communiste dans l'application des directions de deux congrès » (1).

Voici une déclaration de Zinoviev au 2^e Congrès de l'Internationale Communiste tenu en juillet 1921.

« Nous autres, communistes russes, nous avons lutté pendant quinze ans pour l'influence dans les syndicats ouvriers. Il ne s'agit pas de leur subordonner la majorité

(1) Cité par Merrheim au Congrès de Lille, pp. 236-237.

automatiquement, mais d'y conquérir la majorité, afin que le parti russe exerce l'influence totale sur les syndicats. Le parti ne doit pas s'ingérer dans les détails de la vie quotidienne des syndicats ouvriers, et ne doit que leur imprimer la ligne de conduite générale.

« L'Internationale Syndicale Rouge a été créée sur l'initiative de l'Internationale Communiste. Mais elle est en période de formation. Notre idéal est d'aboutir à l'union totale des deux organisations. Mais, en attendant, comme la composition du mouvement syndical est bigarrée, il importe de différencier. Tout en octroyant à l'Internationale Syndicale Rouge une certaine autonomie quant à son organisation, nous laissons à l'Internationale Communiste la direction générale politique » (1).

Il y eut en outre « l'infâme campagne d'injures » du parti communiste.

Voici les instructions que donnaient Lénine et Trotsky, avant d'en arriver aux doctrines adoptées par le Congrès Communiste.

C'est Trotsky qui écrit et pose ces conditions :

« Considérez-vous comme nécessaire une lutte systématique et impitoyable contre les syndicalistes français, considérez-vous comme du devoir du parti socialiste français de développer, en collaboration avec Loriot, Monatte, Rosmer, une énergique propagande parmi les masses ouvrières pour qu'on écarte des rangs du syndicalisme français les traîtres comme Jouhaux, Dumoulin, Merrheim, oui ou non? » (2).

(1) *L'Atelier*, n° 88, 19 novembre 1921.

(2) Cité par Merrheim au Congrès d'Orléans, p. 385.

C'est Lénine qui, après Trotsky, écrit une brochure publiée à Leipzig en Allemagne, dans laquelle Lénine disait :

« Pour aider les masses et pour conquérir le soutien et la sympathie des masses, on ne doit pas craindre les difficultés, les intrigues, les ruses, les insultes et les persécutions des dirigeants, qui, en tant qu'opportunistes ou social-chauvins, sont, dans leur majorité, directement ou indirectement en rapport avec la bourgeoisie et la police, et l'on doit travailler sans restriction là où est la masse » (1).

Devant ces faits et ces théories de la III^e Internationale Communiste, la C.G.T. française estima que le système d'autorité qui en est issu, s'oppose de la façon la plus directe aux doctrines de révolution et à la technique d'action de la C.G.T.

La C.G.T. préconisait l'autonomie syndicale. Elle était en dehors de toute école politique. Cette attitude de la C. G.T. a été exprimée dans presque tous les congrès ouvriers.

Un passage des statuts votés à Limoges en 1895 disait : « Les éléments constituant la C.G.T. devront se tenir en dehors de toutes les écoles politiques ».

Une motion votée à Tours en 1896 déclarait :

« Les syndicats sont invités à ne pas faire acte d'adhésion à aucun parti politique, quel qu'il soit ».

Une déclaration votée à Toulouse en 1897 sur le terrain économique disait : « La C.G.T. est seule appelée à généraliser les divers éléments des forces prolétariennes ».

(1) *Ibid.*, p. 385.

Une résolution votée à Paris en 1899 sur l'entente internationale disait : « Chaque nationalité est le meilleur juge de la tactique politique et sociale qu'elle doit suivre ».

Une motion votée à Lyon en 1901 disait : «..... Le Congrès décide, relativement aux branches maîtresses devant constituer les Confédérations d'industrie et de métiers, que ces dernières ne pourront être admises dans son sein si elles adhèrent à des groupements politiques ».

A Montpellier (1902) la charte de neutralité politique fut conservée, formulée en ces termes au 2^e paragraphe de l'article premier :

« La C. G. T. groupe en dehors de toute école politique tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat ».

D'ailleurs, la Fédération des Bourses du Travail avait elle-même, de son côté, voté au cours d'un congrès tenu à Paris la motion ci-après, qui ne laisse place à aucune équivoque :

Considérant que toute immixtion de la Fédération des Bourses du Travail dans le domaine politique serait un sujet de division et détournerait certainement les organisations syndicales du seul but qu'elles doivent poursuivre, à savoir l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes ;

« Décide :

« Qu'en aucun cas, la Fédération des Bourses du Travail ne devra adhérer à un groupement politique ».

Au Congrès d'Amiens, la Charte d'Amiens disait aussi que :

« La C. G. T. groupe en dehors de toute école politique tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat...

« ...En ce qui concerne les individus, le Congrès affirme l'entière liberté pour le syndiqué de participer, en dehors du groupement corporatif, à telles formes de luttes correspondant à sa conception philosophique ou politique, se bornant à lui demander en réciprocité de n'introduire pas dans les syndicats les opinions qu'il professe au dehors... » Puis, comme la C. G. T. était fédéraliste, elle rejette les principes du centralisme ; elle repousse aussi énergiquement la guerre civile, qui était préconisée par la III^e Internationale Communiste ; elle adhère à la doctrine de grève générale, surtout d'une grève générale mise au point de circonstance, des progrès de la C. G. T. (1).

« Entre la guerre civile et la grève générale, écrit M. Leroy, il y a toute la différence qui sépare un système d'action révolutionnaire fondé sur la violence, d'un système d'action révolutionnaire fondé sur le travail. Violents, les Communistes sont aussi nécessairement centralistes, dictatoriaux et guerriers que les syndicalistes, tyrannicides et pacifistes » (2).^{*}

4. *La conception de la Révolution Mondiale et la Minorité de la C. G. T. en France.*

Pour échapper à l'étreinte allemande, pour paralyser le

(1) M. Leroy, *Techniques nouvelles du Syndicalisme*, p. 63.

(2) M. Leroy, *ouv. cit.*, p. 65.

ravitaillement des armées blanches, pour rompre enfin l'isolement de la Russie, pour briser le blocus et pour conserver la victoire, l'idée de la Révolution mondiale a été formée et propagée dès la prise du pouvoir par le parti communiste en Russie.

A une réunion d'ouvriers de Moscou le 14 avril 1918, Trotsky dit :

« Nous vous avons prévenus de tout temps et je vous rappelle de nouveau que si la révolution ne se déclenche pas dans les autres pays, nous serons finalement écrasés par le capitalisme européen. Alors nous n'aurons pas de quartier. C'est pourquoi notre but en ce moment est de durer jusqu'au moment où la révolution se déchaînera dans tous les pays de l'Europe, de durer et de nous renforcer... » (1).

Dans son discours, prononcé à l'ouverture du 3^e Congrès de l'Internationale Communiste (le 22 juin 1921), Lénine affirma aussi que « Nous sommes acculés à périr si la Révolution ne se déclenche pas dans le plus bref délai dans les autres pays, qui sont, au point de vue capitaliste, plus développés que la Russie » (2).

Le Bolchévisme ne constitue donc guère un phénomène russe et d'importance locale, mais il est en même temps un phénomène mondial. En conséquence, la Révolution russe a aggravé l'esprit révolutionnaire, elle a puissamment contribué à jeter dans l'esprit des ouvriers les idées révolu-

(1) Colonel Rezanof, *La III^e Internationale Communiste*, p. 27.

(2) *Ibid.*, p. 27.

tionnaires, elle a surexcité les espérances de la classe ouvrière de tous les pays.

Ainsi les minoritaires syndicalistes français prétendaient que la C.G.T. devait défendre la Révolution bolchéviste parce qu'elle devait être le premier foyer de Révolution mondiale qui s'étendrait sur le monde et embrasserait tout l'univers ! (1) Puis ils considéraient que la République des Soviets s'est constituée justement de la même façon qu'ils se sont constitués syndicalement eux-mêmes en France, qu'on pouvait dire syndicat en France, soviet en Russie, soviets régionaux pour les groupes fédéraux régionaux, et soviets nationaux pour les Fédérations (2).

« Les Soviets, écrit M. Berth (3), constituent la première apparition, la première réalisation du nouveau principe prolétarien ; le soviet, c'est le gouvernement des producteurs en action, se réalisant, s'incarnant, s'actualisant. en opposition déclarée avec les principes démocratiques ; le soviet, c'est la négation du parlement : il se dresse devant le parlement comme l'organe politique du prolétariat en face de l'organe politique de la bourgeoisie ».

D'ailleurs, les minoritaires syndicalistes croyaient que, si le syndicalisme français est autonome et indépendant, c'est par rapport à l'Etat bourgeois, mais ce n'est pas par rapport au Communisme, car le parti communiste conduit au Communisme et le syndicalisme y conduit aussi. Il ne

(1) Congrès de Lyon (discours de Lepetit), p. 165.

(2) Congrès de Lyon (discours de Verdier), p. 79.

(3) Berth, ouv. cit., pp. 9-10.

faut donc pas se séparer du parti communiste, il faut au contraire que le syndicalisme soit intimement lié au communisme.

C'est à cause de toutes ces divergences d'opinions provoquées par la Révolution Bolchéviste et par la III^e Internationale Communiste, entre majorités et minorités syndicalistes françaises, que des conflits se sont déclarés dans le syndicalisme français contemporain.

III — LES ÉLÉMENTS CONTRADICTOIRES DANS LES ORIGINES DU SYNDICALISME FRANÇAIS

Quand on suit la formation du syndicalisme français (1), on connaît qu'il n'est pas un tout logique, ordonné, qu'il est un ensemble bigarré. L'ancien secrétaire de la C.G.T. M. Griffuelhes, expliqua au Congrès d'Amiens qu'il s'était formé une coalition d'anarchistes, de guesdistes, de blanquistes, d'allemanistes et d'éléments divers, pour isoler du pouvoir les syndicats ; que cette coalition s'était maintenue, qu'elle était la vie même de la confédération (2). Mais les militants syndicalistes, quelles qu'eussent été leurs attitudes générales jusque là, étaient fractionnés, dans la réalité, en tendances diverses. L'unité qui avait subsisté dans la C.G.T. était plus superficielle que profonde. Elle revêtait des formes souvent très différentes les unes des autres, qu'il s'agit du concept de la Défense Nationale, ou de l'interprétation à donner à la lutte de classes, ou du réformisme, de l'idée de la révolution, etc., etc...

Pourquoi cela ? Parce que les militants syndicalistes se sont apparentés à diverses doctrines qui étaient contradictoires entre elles.

Les divergences doctrinales ne sont pas particulières à notre temps, elles découlent du vieil antagonisme, né à la

(1) Voir aussi notre Introduction.

(2) Congrès d'Amiens (1906), p. 167.

fin du second empire entre Fédéralistes et Centralistes, entre Bakouninistes — ou Proudhoniens — et Marxistes.

Vers 1869, la lutte entre Marx et Bakounine prenait chaque jour un caractère plus aigu. Tandis que Marx voulait conduire le prolétariat à la conquête du pouvoir politique, Bakounine rêvait au contraire la dissolution des Etats centralisés actuels. La libre fédération des communes en provinces, des provinces en nations, des nations en Etats-Unis, et parallèlement la libre fédération des ouvriers en syndicats, des syndicats en fédérations locales, des fédérations locales en fédérations régionales, puis en unions internationales, lui semblait être le moyen de transformer par la violence l'organisation sociale (1).

Contre Bakounine ou la tendance proudhonnienne, Marx soutenait qu'il n'y a pas pour le salarié d'émancipation possible, s'il ne s'empare du pouvoir, qu'il n'y a pas, qu'il ne peut pas y avoir d'indépendance là où il n'y a pas la force. Si le prolétariat n'a pas la force, c'est-à-dire n'a pas le pouvoir, rien ne l'empêchera d'être exploité par celui qui le détient. Depuis qu'il y a des hommes et qui luttent, qui a la force s'en est toujours servi pour faire travailler à son profit qui ne l'a point. Tant que l'ouvrier n'aura point enlevé le pouvoir au bourgeois, celui-ci prélèvera toujours, sous une forme ou sous une autre, sa part de plus-value (2).

(1) A. Narodetzki, *Les Internationales et la Guerre mondiale*, p. 97.

(2) *La Vie Ouvrière*, n° 16, 13 août 1919.

La rupture entre les Marxistes et les Bakouninistes eut lieu au Congrès de l'Internationale tenu à la Haye en 1872.

Au lendemain de la rupture, les Bakouninistes organisent à St-Imier un Congrès International (15-16 septembre 1872). Ce congrès adopte la résolution suivante :

« Considérant que l'autonomie et l'indépendance des fédérations et sections ouvrières sont la première condition de l'émancipation des travailleurs ;

« Que tout pouvoir législatif et réglementaire accordé aux Congrès serait une négation flagrante de cette autonomie et de cette liberté ;

« Le Congrès dénie en principe le droit législatif à tous les congrès, soit généraux soit nationaux, ne leur reconnaît d'autre mission que celle de mettre en présence les aspirations, besoins et idées du prolétariat des différentes localités ou pays, afin que leur harmonisation et leur unification s'y opèrent autant que possible, mais dans aucun cas la majorité d'un congrès quelconque ne pourra imposer ses résolutions à la minorité ;

« Considérant, d'autre part, que l'institution d'un Conseil Général dans l'Internationale, est, par sa nature même, poussée à devenir une violation permanente de cette liberté qui doit être la base fondamentale de notre grande association..... »

Ces extraits nous montrent la lutte des tendances dans l'Internationale Ouvrière.

En France aussi, avant le Congrès socialiste du Havre (novembre 1880), au sein même du Congrès régional de

Paris (juillet 1880) où avaient été adoptés les considérants et les articles du programme, les quelques anarchistes présents leur avaient fait une véhémence opposition (1). C'est en raison de ces articles du Programme Minimum que les socialistes du parti ouvrier français se voyaient accuser de tourner le dos à la révolution sociale par les anarchistes, partisans de l'insurrection immédiate et de la propagande par le fait (2). Mais, par 48 voix contre 7, le Congrès socialiste du Havre adopta la résolution en faveur de la propriété collective, qu'avait votée, le 18 juillet précédent, le Congrès régional de Paris. Puis, par 43 voix contre 10, il fit sien le Programme Minimum, qui devint dès lors la charte fondamentale du parti ouvrier français. C'est cette adoption du Programme Minimum qui détermina la rupture définitive et complète entre l'anarchisme et le parti ouvrier (3).

Cependant, dès 1881, le conflit commence à se manifester au sein du parti ouvrier français, entre deux fractions du parti ; la fraction purement collectiviste ou guesdiste, et celle qui s'est depuis appelée possibiliste (4). Au Congrès National de Reims (30 octobre, 6 novembre 1881), le citoyen Brousse déclare que le moment lui semble venu de remplacer le Programme Minimum, et qu'il faut laisser à chaque circonscription le soin de rédiger ses revendications. Aussi,

(1) Zévaès, *Les Guesdistes*, p. 16.

(2) Zévaès, *ouv. cit.*, p. 17.

(3) *Ibid.*, p. 13.

(4) *Ibid.*, p. 22.

le citoyen J. B. Clément combat-il le maintien d'un programme minimum et déclare-t-il que, quant à lui, il refusera de défendre un programme qui ne s'adapterait pas au milieu (1). J. B. Clément, Pierron, Joffrin, Malon, Aubert, Blondeau, Brousse, Bonty, etc., déposent alors une proposition qui est adoptée par 26 voix.

Suivant cette proposition, ils maintiennent : que les travailleurs d'un département ou d'un arrondissement ont des aspirations différentes. « Le Congrès demande aux fédérations de décider que le Comité Ouvrier socialiste d'une circonscription ait le droit de rédiger son programme électoral ; bien entendu, il devra tenir compte des considérants communistes et des constatations historiques et économiques du nouveau programme ouvrier qui sortira du vote des fédérations ».

A cette motion, Jules Guesde et Henri Carrette opposent deux autres motions : la première déclare « que si le Programme électoral — c'est-à-dire d'organisation et de lutte — du parti ouvrier est et doit être toujours modifiable par nos Congrès nationaux, il n'y a pas utilité à le modifier chaque année ; et que des modifications trop fréquentes auraient au contraire pour effet de jeter le trouble dans les esprits ouvriers... » La seconde motion considère « que si le parti ouvrier se bornait sur le terrain électoral à un exposé de principes commun à tous les militants du parti,

(1) *Le Prolétaire*, 19 novembre 1881 ; cité par Zévaès, dans *Les Guesdistes*, p. 23.

et laissait aux fédérations ou aux groupes le soin de rédiger eux-mêmes des programmes électoraux particuliers ou locaux, on aboutirait fatalement à des programmes contradictoires, s'annulant mutuellement, et sur lesquels ne manquerait pas de s'appuyer la bourgeoisie pour opprimer le parti ouvrier... »

Le Congrès repoussa ces motions, qui avaient été déposées par Guesde et Carrette (1).

A l'élection législative complémentaire de Montmartre (18 décembre 1881) les possibilistes posèrent la candidature de Joffrin. Dans l'*Egalité*, Guesde reprocha vivement à Joffrin d'avoir modifié le programme fondamental du parti ouvrier et d'avoir biffé les considérants qui condamnaient le principe de la propriété capitaliste.

« Nous préférons — expliquait le *Prolétaire* — abandonner le tout à la fois pratiqué jusqu'ici et qui, généralement aboutit au rien du tout, fractionner le but idéal en plusieurs étapes sérieuses, immédiatiser en quelque sorte quelques-unes de nos revendications pour les rendre enfin possibles, au lieu de nous fatiguer à marquer le pas sur place, ou, comme dans le conte de Barbe-bleue, à rester perchés sur les tours de l'Utopie et à ne jamais rien voir venir de concret et de palpable » (2).

A quoi Guesde répliqua : « Il n'y a place dans nos rangs pour aucun genre d'opportunisme » (3).

(1) Zévaès, ouv. cit., pp. 23, 24, 25.

(2) *Le Prolétaire*, 19 nov. 1881, cité par Zévaès, pp. 26-27.

(3) *L'Egalité*, 11 décembre 1881, cité par Zévaès, p. 27.

La lutte se poursuivait ainsi jusqu'à la tenue du Congrès de Saint-Etienne, entre l'*Egalité* et le *Prolétaire*, entre les Guesdistes ou Marxistes et les possibilistes.

« Sans doute, écrit M. Zévaès (1), il y avait des querelles d'hommes, des rivalités personnelles, au fond de cette rupture ; mais il y avait aussi, il y avait surtout deux conceptions tactiques, deux méthodes en présence, deux tendances aux prises : la tendance centralisatrice chez les Guesdistes, la tendance fédéraliste chez les possibilistes ; la méthode plus spécialement révolutionnaire chez les uns, plus particulièrement réformiste chez les autres, le souci constant du but final plus rigoureusement défini chez les uns et chez les autres, la préoccupation plus assidue du mouvement immédiat, de la réforme immédiatement réalisable ».

Vers l'année 1890, deux clans antagonistes, plus tard ennemis, furent créés dans le parti possibiliste. « Le Docteur Paul Brousse, avec les élus, personnifiait la tendance modérée, plus favorable à la conquête des pouvoirs publics qu'à l'action économique, acceptant volontiers de faire cause commune avec le parti radical jusqu'à se confondre avec lui dans la recherche des mandats... L'ouvrier typographe, Jean Allemane, avec la grande majorité des ouvriers manuels, représentait les revendications éternelles des salariés contre les détenteurs du capital, de ceux qui, cherchant à faire de l'égalité sociale une réalité, se refusaient à voir un progrès dans la substitution d'une oligar-

(1) Zévaès, *Le Socialisme en France depuis 1871*, p. 63.

chie à une autre, même sous l'étiquette socialiste, et à subir la direction que tentaient de leur imposer les élus » (1).

A la révolution par en haut, les Allemanistes opposaient la révolution par en bas, car les travailleurs groupés dans les cercles d'études et les syndicats, sentant leur infériorité dans la bataille électorale qui suppose des loisirs, des ressources pécuniaires, de l'instruction, de l'habileté oratoire, voyaient leurs élus devenir des chefs, en dépit du principe d'égalité qui les avait en apparence rapprochés, mais jamais confondus (2). Ils trouvaient donc très vraie la formule que « l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ».

La scission entre les Allemanistes et les possibilistes éclata dès la première séance du Congrès de Châtellerault en 1890, à propos de la vérification des pouvoirs (3).

Toute cette histoire est une analyse du conflit des doctrines dans les origines du syndicalisme français, car le syndicalisme contient des éléments de toutes ces doctrines.

Après l'organisation de la C.G.T. en 1895, les divergences n'étaient pas moins sensibles sur le rôle des syndicats ; certains préconisaient que les syndicats doivent toujours mener la lutte de classes et l'action révolutionnaire, d'autres y voyaient non seulement un instrument de lutte, mais « une institution durable et dont ce serait le rôle, la révo-

(1) Maurice Charnay, *Les Allemanistes*, pp. 4-5.

(2) *Ibid.*, p. 30.

(3) *Ibid.*, p. 12-13.

lution accomplie, d'organiser le travail et de continuer la production » (1).

Puisque les militants syndicalistes sont divers à leur origine, l'antagonisme de doctrines, les éléments contradictoires dans les origines du syndicalisme français, deviennent donc une source du conflit des tendances dans le syndicalisme français contemporain, car, quoique les événements actuels aient modifié les formes extérieures des vieilles hostilités, ils n'en ont pas transformé le fond.

(1) Jouhaux, *Le Syndicalisme et la C. G. T.*, page 47.

RESUME DE LA DEUXIEME PARTIE

Après cet exposé, nous pouvons constater que le conflit des tendances dans le syndicalisme français contemporain a comme conséquence l'affaiblissement du mouvement syndical et la scission syndicaliste de 1922. Tant que la lutte continuait, le chiffre des effectifs de la C.G.T. faisait une chute très rapide. Le patronat, profitant de toutes les dissensions syndicalistes, devenait alors plus dur en face de l'organisation ouvrière. Quand l'unité syndicaliste fut brisée, quand une autre C.G.T. fut formée, la force révolutionnaire fut sensiblement réduite. En même temps, l'orientation syndicale se changea ; le syndicalisme des deux C. G. T. n'est donc plus conforme aux principes de la Charte d'Amiens.

Mais quelles sont les causes originelles de ces troubles ? Nous avons exposé que ce fut la guerre mondiale, la Révolution russe, les doctrines antagonistes qui causèrent le conflit des tendances dans le syndicalisme français contemporain.

D'abord, la guerre de 1914 avait soulevé chez les ouvriers français un ardent patriotisme, qui se trouvait en contradiction avec l'antipatriotisme du syndicalisme français d'avant-guerre. Il arriva ainsi que beaucoup de débats s'é-

levèrent dans les congrès sur des questions concernant la guerre et l'attitude de la C.G.T. pendant le conflit.

Puis, comme les Français sont très patriotes, ils ne secondèrent pas la Révolution russe, car celle-ci donna à l'Allemagne, après le traité de Brest-Litovsk, des avantages marqués. De même, la majorité de la C. G. T. s'opposait énergiquement à la politique de la III^e Internationale communiste, parce qu'elle était en contradiction avec l'autonomie syndicale. Mais la Révolution russe avait surexcité l'esprit révolutionnaire et les espérances de la classe ouvrière dans presque tous les pays. Les minorités syndicalistes en France étaient alors au même point que les communistes. C'est pourquoi il existait au sein de la C. G. T. française deux partis adverses.

D'ailleurs, les militants syndicalistes étaient affiliés aux diverses doctrines, entre elles contradictoires. Les divergences doctrinales dérivent du vieil antagonisme entre fédéralistes et marxistes. Puisque le syndicalisme français contient ces éléments opposés, on ne pouvait pas éviter le conflit des tendances au sein du syndicalisme français contemporain.

Vu : le 18 Avril 1932

Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris,
H. DELACROIX.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

(A) *Compte-rendu officiel des Congrès Nationaux corporatifs :*

- 15^e Congrès, Amiens, 8-16 octobre 1906, Amiens, 1906.
- 16^e Congrès, Marseille, 5-12 octobre 1908, Marseille, 1908.
- 17^e Congrès, Toulouse, 3-10 octobre 1910, Toulouse, 1911.
- 18^e Congrès, Le Havre, 16-23 septembre 1912, Le Havre, 1912.
- 19^e Congrès, Paris, 15-18 juillet 1918, Paris, 1919.
- 20^e Congrès, Lyon, 15-21 septembre 1919, Villeneuve-Saint-Georges.
- 20^e Congrès, Lyon, rapports moral et financier, Paris, Maison des syndicats, 1920.
- 21^e Congrès, Orléans, 27 septembre-2 octobre 1920, Villeneuve-Saint-Georges.
- 21^e Congrès, rapports moral et financier, Paris, Maison des Syndicats, 1920.
- 22^e Congrès, Lille, 25-30 juillet 1921, Villeneuve-St-Georges, 1921, contient les rapports moral et financier.

23^e Congrès, Paris, 30 janv.-2 fév. 1923, édition de la C.G.T.

24^e Congrès, Paris, 26-29 août 1925, édition de la C. G. T.

25^e Congrès, Paris, 26-29 juillet 1927, édition de la C. G. T.

(B) *Congrès Nationaux de la C. G. T. U.*

1^{er} Congrès, Saint-Etienne, 25 juin-1^{er} juillet 1922, édition de la C. G. T. U.

2^e Congrès, Bourges, 1923, édition de la C. G. T. U.

3^e Congrès, Paris, 26-31 août 1925, édition de la C. G. T. U.

4^e Congrès, Bordeaux, 19-24 septembre 1927, édition de la C. G. T. U.

(C) *Livres et Brochures*

AMANIEUX — *L'Armature sociale*, 1919, Albin Michel, V, 12^e.

ANTONELLI. — *La Russie Bolchéviste*, 1919, Grasset, Paris.

BASCH (Victor). — *L'Individualisme Anarchiste*, Alcan, 1904.

BERTH (Ed.). — *Dialogues Socialistes*, Jacques, 1901. — *Les méfaits des intellectuels*, Rivière, 1914. — *Les Derniers Aspects du Socialisme*, Rivière, 1923. — *Guerre des Etats ou Guerre des Classes*, Rivière, 1924.

BOUGLÉ (C.). — *Syndicalisme et Démocratie*, Cornély, 1908. — *Chez les Prophètes socialistes*, Alcan, 1918. — *La So-*

- ciologie de Proudhon*, Colin, 1911. — *Proudhon*, Alcan, 1930. — *Socialisme français*, A. Colin, 1932, VIII-200 pp.
- BOUKHARINE. — *A. B. C. du Communisme*, librairie de l'Humanité, 1925.
- BOURDEAU (J.). — *La dernière Evolution du Socialisme au Communisme*, Alcan, 1927.
- BROUILHET (C.). — *Le conflit des Doctrines dans l'Economie politique contemporaine*, Alcan, 1910.
- CAT (Victor). — *Problèmes économiques de l'Après-guerre*, brochure, 1926, Bureau d'éditions de diffusion et de publicité.
- CAZALIS (E.). — *Syndicalisme ouvrier et Evolution sociale*, Rivière, 1925.
- CHALLAYE. — *Syndicalisme révolutionnaire et Syndicalisme réformiste*, Alcan, 1909
- CHARNAY (M.). — *Les Allemanistes*, Rivière, 1912.
- CONSIDÉRANT (V.). — *Le Socialisme devant le Vieux Monde*, librairie Phalanstérienne, 1849.
- COTY (François). — *Contre le communisme*, Grasset, 1928.
- DA COSTA (Ch.). — *Les Blanquistes*, Rivière, 1912.
- DÉLESALLE. — *Les Bourses du Travail et la C. G. T.*, Rivière, 1910. — *Les Deux Méthodes du Syndicalisme*, brochure, pp. 16, en vente à la publication sociale, 16, rue M. le Prince.

- DILIGENT (V.). — *L'action Syndicale Ouvrière*, thèse, 1908.
— *Les Orientations syndicales*, Bloud et Cie, 1910.
- DURKHEIM. — *Le Socialisme* (édité par M. Mauss), Alcan, 1928.
- ELTZBACHER. — *L'Anarchisme*, Giard, 1902.
- ENGELS. — *Philosophie, économie politique, socialisme*, Giard, 1911.
- ENGELS et MARX. — *Manifeste communiste*, traduction nouvelle par Charles Andler, Paris, 1901.
- GRAVE (Jean). — *La Société mourante et l'Anarchie*, Tresse, 1893. — *La Société future*, Stock, 1895. — *L'individu et la Société*, Stock, 1897. — *Le Syndicalisme dans l'Évolution sociale*, brochure, pp. 16, 1908. — *L'Anarchie, son but, ses moyens*, Stock, 1924.
- GRIFFUELHES. — *Le Syndicalisme révolutionnaire*, 1909. — *L'action syndicaliste*, Rivière, 1908. — *Les Objectifs de nos luttes de classes*, Rivière, 1910.
- Groupe des étudiants révolutionnaires internationalistes, *Les Anarchistes et les Syndicats*, brochure, 1898.
- HALÉVY (Daniel). — *Essai sur le mouvement ouvrier en France*, Paris, Société nouvelle de librairie, 1901.
- HAMON. — *Psychologie de l'anarchiste socialiste*, Stock, 1895. — *Socialisme et Anarchisme*, Sansot, 1905. — *Patrie et Internationalisme*, brochure, au bureau des *Temps Nouveaux*, 1896.

HUMBERT (S.). — *Les Possibilistes*, Rivière, 1911. — *Le Mouvement syndical*, Rivière, 1912.

JOUHAUX (L.). — *Le Syndicalisme français*, Rivière, 1913. — *Le Syndicalisme et la C. G. T.*, La Sirène, 1920. — *Les travailleurs et la Paix*, La Bataille, 1920. — *Discours prononcé aux obsèques de Jean Jaurès*, brochure, 1915, Publication sociale.

KAUTSKY — *La Révolution sociale* (2^e édition), Rivière, 1921.

KRITSKY (Mlle). — *L'Evolution du Syndicalisme en France*, Giard, 1908.

KROPOTKINE (Pierre). — *La Conquête du pain*, Tresse, 1894. — *L'Anarchie, sa philosophie, son idéal*, Stock, 1896. — *La Science moderne et l'anarchie*, Stock, 1903. — *Communisme et Anarchie*, brochure, pp. 18, 1903. — *Le Salarariat*, brochure, pp. 20, 1909 (*Temps Nouveaux*, n° 37). — *La guerre*, brochure, pp. 2, 1912 (*Temps Nouveaux*, n° 59). — *La Révolution sera-t-elle collectiviste?* brochure, pp. 8, 1913 (*Temps Nouveaux*, n° 66). — *Principe anarchiste*, brochure, pp. 8, 1913 (*Temps Nouveaux*, n° 67). — *L'action anarchiste dans la Révolution*, brochure, pp. 24, 1914 (*Temps Nouveaux*, n° 72).

LABRIOLA (A.). — *Karl Marx*, traduit par Berth, Rivière.

LABRY. — *Une Législation communiste*, Payot, 1920.

LAGARDELLE. — *L'Evolution des Syndicats ouvriers en France*, thèse, 1901. — *Le Socialisme ouvrier*, Giard, 1911.

LAGARDELLE, GUESDE, VAILLANT. — *Le Parti Socialiste et la*

Confédération Générale du Travail (discussion), Rivière, 1908.

LAGARDELLE, GRIFFUELHES, LABRIOLA, MICHELS, KRITCHEWSKY. — *Syndicalisme et Socialisme*, Rivière, 1908.

LÉNINE. — *L'Etat et la Révolution*, librairie de l'Humanité, 1921. — *La maladie infantile du Communisme*, bibliothèque communiste, 1920.

LEROLLE (Jean). — *Vicissitudes de l'organisation syndicale ouvrière en France depuis la guerre*, *Semaine sociale de Strasbourg*, 1922.

LEROY (Maxime). — *Les Transformations de la puissance publique*, Giard, 1907. — *Syndicats et Services publics*, Colin, 1909. — *La coutume ouvrière*, Giard, 1913. — *Les Techniques nouvelles du syndicalisme*, Garnier, 1921.

LOSOWSKY. — *Programme d'action de l'Internationale Syndicale Rouge*, librairie du Travail, 1922.

LOUIS (Paul). — *Le Syndicalisme contre l'Etat*, Alcan, 1910. — *Le Syndicalisme européen*, Alcan, 1904. — *Histoire du mouvement syndical, 1789-1910*, 2^e édition, 1911. — *La crise du socialisme mondial*, Alcan, 1921. — *Histoire de la classe ouvrière en France*, Rivière, 1927. — *Histoire du socialisme en France*, Rivière, 1925. — *Le Syndicalisme français (1906-1922)*, Alcan, 1924.

MARTIN-SAINT-LÉON (Et.). — *Le Syndicalisme révolutionnaire et la Confédération Générale du Travail*, *Semaine sociale*, Amiens, 1907. — *Syndicalisme ouvrier et Syndicalisme agricole*, librairie de la Maison Rusti-

- que, 1920. — *Histoire des corporations de métiers*, Alcan, 3^e édition, 1923. — *Les Deux C. G. T.*, Plon, 1923.
- FLORENT-MATTER. — *La France est-elle défendue?* 1930, Tallandier.
- MAXE (Jean). — *De Zimmerwald au Bolchévisme*, Bossard, 1920.
- MERMEIX. — *Le Syndicalisme contre le Socialisme*, Société d'édition littéraire, 1907.
- MERRHEIM. — *La Révolution économique*, brochure, 1919.
- MOREAU (G.). — *Le Syndicalisme, les mouvements politiques et l'évolution économique*, Rivière, 1925.
- NARODETZKI (André). — *Les Internationales et la Guerre mondiale*, Thèse, 1921.
- OUALID (W.). — *Salaires et tarifs. Conventions collectives et grèves*. Paris, les Presses Universitaires de France, 1928, in-4°, XII-558 pp.
- PARAF (P.). — *Le Syndicalisme pendant et après la guerre*, Edition de la Vie Universitaire, 1923.
- PATAUD et POUGET. — *Comment nous ferons la Révolution*, Tallandier, 1909.
- PAUL-BONCOUR — *Le Fédéralisme économique*, Alcan, 1901.
- PAWLOWSKI (A.). — *La Confédération Générale du Travail*, Alcan, 1910.
- PELLOUTIER (F.). — *Histoire des Bourses du Travail*, ouvrage posthume, préface par G. Sorel, Coste, 1921.

- PICARD (R.). — *Le Mouvement syndical durant la guerre*, les Presses Universitaires de France, 1927.
- PIERROT (Marc). — *Socialisme et Syndicalisme*, brochure, 1913.
- PIROU (G.). — *Proudhonisme et Syndicalisme révolutionnaire*, thèse, 1910.
- PLEKHANOF. — *Anarchisme et Socialisme*, l'Humanité, 1923.
Les questions fondamentales du Marxisme, 1927.
- POUGET (Emile). — *La Confédération générale du Travail*, 2^e édition Rivière.
- PROLO (J.). — *Les Anarchistes*, Rivière, 1912.
- PROUDHON (P.-J.). — *Du principe fédératif*, Paris, Librairie Internationale, 1868. — *De la capacité politique des classes ouvrières*, Rivière, 1924.
- RALÉA (M.). — *L'Idée de Révolution dans les doctrines socialistes*, Rivière, 1923.
- RAPPOPORT (Charles). — *Socialisme de gouvernement et socialisme révolutionnaire*, Bibliothèque du parti ouvrier, brochure.
- RECLUS (E.). — *An Anarchist on Anarchy*, London, 1894, brochure. — *Evolution et Révolution*, 1909 (*Temps Nouveaux*, n° 38). — *L'évolution, la révolution et l'idée anarchique*, Stock, 1898.
- REYNAUD (L.). — *Français et Allemands*, Fayard, 1930.
- Colonel REZANOF. — *La Troisième Internationale Communiste*, Bossard, 1922.

- SEILHAC (Léon de). — *Les Congrès ouvriers* (précité) :
1^{re} série, 1876-1897, Colin, 1899; 2^e série, 1893-1906, Le-
coffre, 1906.
- SERBOS. — *Le Néo Marxisme Syndicaliste*, thèse, 1913.
- SIEGFRIED. — *Tableau des partis en France*, Grasset, 1930.
- SOREL (G.). — *Réflexion sur la violence*, 7^e édition, Rivière,
1930. — *Matériaux d'une théorie du prolétariat*, 3^e édi-
tion, Rivière, 1929. — *La Décomposition du Marxisme*,
3^e édition, Rivière.
- STEWART (H. F.) and Paul DESJARDINS. — *French patrio-
tism in the nineteenth century (1814-1833)*, Cambridge,
1923.
- TESTUT (Oscar). — *L'Internationale*, 1871, brochure, pp. 22.
- VARGA. — *La dictature du prolétariat*, librairie de l'Huma-
nité, 1922.
- ZÉVAÈS (A.). — *Les Guesdistes*, Rivière, 1911. — *Le Parti so-
cialiste de 1904-1923*, Rivière, 1923.

(D) *Périodiques :*

- Le Mouvement Socialiste*, collections de 1905, 1906, 1907.
- La Voix du Peuple*, mensuel.
- L'Atelier*, hebdomadaire.
- Le Peuple*, quotidien.
- La Vie Syndicale*, mensuel.

La Vie Ouvrière, hebdomadaire.

L'Humanité, quotidien.

Le Libertaire, hebdomadaire.

Bulletin du Ministère du Travail, collections de 1919, 1920,
1921, 1922, 1923, 1924.

TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS	1
INTRODUCTION	3
I. — Le syndicalisme français d'avant-guerre.....	3
II. — Les Origines et l'évolution du Syndicalisme français.....	5
III. — Les caractères du Syndicalisme français d'avant-guerre....	10
IV. — Les moyens d'action du syndicalisme français d'avant-guerre	13
V. — Syndicalisme et Anarchisme.	22
VI. — Syndicalisme et Communisme.	26
Étude du Conflit des Tendances dans le Syndicalisme français contemporain (1918-1922)	29
1. — Analyse des arguments polémiques.....	
2. — Exposé des conséquences du Conflit.....	
3. — Recherche des causes originelles.....	

PREMIÈRE PARTIE

Les Congrès Ouvriers et la Confrontation des Arguments.....	31
SECTION I. — Récit succinct de la lutte des Tendances dans le Syndi- calisme français d'avant-guerre	31
Du Congrès de Limoges (1895) à la Conférence des Bourses et des Fédérations en juillet 1913.....	32
SECTION II. — Conflit des Tendances pendant et après la guerre (1918-1922). Evénements sur lesquels les militants syndicalistes ont discuté, et opinions manifestées des deux côtés.....	43

I. — L'union sacrée et la politique de guerre de la C. G. T.....	44
II. — La Conférence de Zimmerwald et le Comité de Défense Syndicaliste ((C.D.S.)	57
III. — La manifestation du 21 juillet en 1919.....	68
IV. — Les grèves de 1920.....	74
V. — L'Organisation du Conseil Economique du Travail (C.E.T.).	83
VI. — Le B.I.T. et le Voyage à la Conférence de Washington.....	97
VII. — Amsterdam ou Moscou ?.....	105
VIII. — Les Comités Syndicalistes Révolutionnaires (C.S.R.) et la Motion de discipline Syndicale.....	114
IX. — Opinions diverses.....	123
X. — Résumé de la première partie.....	129

DEUXIÈME PARTIE

Les Conséquences et les Causes Originelles du Conflit des Tendances dans le Syndicalisme français Contemporain.....	133
SECTION I. — Les Conséquences du Conflit.....	133
I. — L'affaiblissement du Mouvement Syndical.....	133
II. — La scission syndicaliste.....	140
SECTION II. — Les causes Originelles du Conflit des Tendances dans le syndicalisme français contemporain (Les Evénements et les Doctrines)	146
I. — La guerre de 1914 et le patriotisme chez les Ouvriers français	146
1. — Les Français et leur patrie.....	147
2. — Le patriotisme chez les socialistes français.....	148
3. — Le patriotisme chez les ouvriers français.	151
4. — Le patriotisme chez les militants syndicalistes français....	153
5. — Patriotisme et Antipatriotisme.....	155
II. — La Révolution Russe et la III ^e Internationale Communiste.	157
1. — Ce que pensent beaucoup de Français de la Révolution russe.	158
2. — La lutte entre Amsterdam et Moscou.....	162

3. — Le noyautage et la dictature de la III ^e Internationale Communiste	165
4. — La Révolution Mondiale et la Minorité Syndicaliste en France	178
III. — Les Eléments contradictoires dans les Origines du Syndicalisme français	182
1. — Divergences entre les militants ouvriers sur leur origine doctrinale	
2. — Le conflit entre Marx et Bakounine.....	
3. — Guesdistes et Anarchistes	
4. — Guesdistes et Possibilistes.....	
5. — Possibilistes et Allemanistes	
6. — Perpétuation de l'antagonisme entre les deux doctrines..	
IV. — Résumé de la deuxième partie.....	191
BIBLIOGRAPHIE	193

L'Impression Moderne, 21, Bd Dumesnil, Angers.
